

Le mouvement des gilets jaunes

*Surgissement populaire et
démocratie directe en germe*



Sommaire

BROCHURE N° 24

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

- **Introduction**
- **« Gilets jaunes » : la démocratie directe en germe ? (Tract)** p. 4
- **Le mouvement des « gilets jaunes » (Synthèse)** p. 8
- **Réponses aux objections du désordre établi (Argumentaire)** p. 10
- **Le piège des réseaux sociaux (Analyse)** p. 16

- **Tentations révolutionnaires et risque de chaos (Analyse)** p. 19
 - Une situation radicalement nouvelle p. 19
 - L'évolution du mouvement peut être découpée en trois phases p. 20
 - Les causes fondamentales du mouvement des « gilets jaunes » p. 21
 - Prendre au sérieux la démocratie directe p. 22

- **« Une révolution sans révolutionnaires » ? (Émission radio)** p. 24
 - L'originalité de la situation provoquée par les gilets jaunes p. 24
 - La question écologique p. 25
 - Des précédents du mouvement des gilets jaunes ? p. 28
 - Sur les revendications p. 30
 - À propos des réseaux sociaux p. 31
 - Les gilets jaunes et la banlieue p. 32
 - L'inconnue de l'extrême droite musulmane p. 34

- **Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles (Exposé)** p. 37
 - 1 – Les gilets jaunes et la démocratie directe p. 39
 - 2 – Les obstacles, ou chantiers, présents et futurs p. 46

- **« Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire » (Émission)** p. 53
 - L'évolution du mouvement des gilets jaunes p. 53
 - Le Référendum d'Initiative Citoyenne p. 57
 - Structuration du mouvement des gilets jaunes ? p. 59
 - Sur la récupération possible du mouvement p. 63

Couverture : Honoré Daumier, *Dernier conseil des ex-ministres*, lithographie publiée dans *Le Charivari*, le 9 mars 1848.

Introduction

Gilets jaunes : La révolution précipitée

Le mouvement des gilets jaunes s'oppose presque en tout à celui de Mai 68 : une dynamique massive et populaire, issue des grandes périphéries urbaines, où la jeunesse est discrète, gagnant progressivement en amplitude, et qui vise moins à transformer le monde qu'à empêcher qu'il ne se défasse.

Pourtant la convergence est évidente : il est toujours question de s'opposer à la direction prise par la société, de reprendre le contrôle de nos existences, de mettre en place une souveraineté collective, le pouvoir du peuple – une *démocratie* digne de ce nom. Et, là encore, ce surgissement laisse loin derrière lui tous ceux qui babillent leur incompréhension ; médias, partis, syndicats, associations, universitaires et groupuscules, tous imbibés de ce gauchisme culturel exhalé du cadavre embaumé de Mai 68, piétinent, pataugent, tâtonnent, ânonnent, sermonnent, invoquant sans fin le « *péril brun* » qui donnerait enfin consistance à leurs délires – à leurs *désirs*. Les gilets jaunes bousculent tout ; conventions admises, parcours déclarés, marques déposées, tenues correctes, sociologie putrescente, militants installés, discours tout faits, idéologies prêtes-à-penser, tout ce politiquement correct et cette bien-pensance que les « révolutionnaires », gardiens de la « révolte des élites », défendaient avec plus de hargne encore que l'oligarchie.

Quant à nous, les gilets jaunes nous sont apparus dès le début, passée la surprise, comme une *évidence*. Notre activité depuis la mi-novembre, en partie visible sur le site, en témoigne : publications fréquentes, revue de presse continue, blocages et manifestations à Paris, Nîmes, Bordeaux, etc. Les textes réunis dans cette brochure improvisée ont tous été écrits en l'espace d'un mois et sont ici présentés dans leur ordre chronologique. Rédigés à la hâte, parfois en quelques heures, ils portent la marque, souvent maladroite, de l'actualité mais pas – du moins le lecteur en jugera – celle de l'obsolescence.

Évident, le mouvement des gilets jaunes ? Oui, mais certainement pas transparent, univoque, prévisible, monolithique ou sans ambiguïté ni incertitude, *et évident pour cela même* : mouvement absolument vivant surgi d'une société moribonde, fondamentalement indéterminé car *se cherchant lui-même*. Sur le fond, les choses sont claires : les gens qui le composent ont cru au mode de vie qui s'imposait à eux et constatent amèrement que les promesses ne seront pas tenues. Et, effectivement, elles ne le seront plus jamais. Le moteur de leur colère n'est donc pas près de s'arrêter, quelles qu'en soient les expressions futures, et ce d'autant plus qu'*il n'existe rigoureusement aucune solution immédiate*. Leur révolution est à venir et exigerait, pour être menée à bien, cette chose qui n'existe plus, et qu'il va bien falloir, pourtant, réinventer ; *du temps*. Tout cela, ils le sentent intuitivement, comme ils comprennent progressivement que la démocratie directe qu'ils caressent n'est que ce moment où ceux qui sont concernés formulent enfin les problèmes à leur façon...

Le mouvement des gilets jaunes est l'instinct de survie d'un peuple qui ne veut pas mourir. C'est pour cela que, mouvant, hétéroclite, polymorphe, ouvert et indéterminé – bref vivant, populaire et *profondément* humain – s'y reconnaissent tous ceux qui ne se sont pas résignés aux catastrophes en cours.

Lieux Communs – 31 décembre 2018

« Gilets jaunes » : la démocratie directe en germe ?

Tract publié le mardi 20 novembre 2018¹

Le mouvement populaire en cours, qu'il le sache ou non, défie toute l'organisation de la société et récolte un mépris officiel à la hauteur. Le surgissement de cette colère réveille des questions enfouies depuis si longtemps que leur simple formulation effraie. Pourtant la dégradation de la situation générale est telle qu'un choix s'impose entre le chaos qui s'avance et la reconquête, lente et laborieuse, d'une souveraineté véritablement collective.

La colère des « gilets jaunes » est authentiquement populaire

C'était immédiatement reconnaissable au mépris des médias et des politiciens : le bourrage de crâne des premiers pendant trois semaines était proportionnel à la fébrilité du petit personnel politique. Mouvement hors partis, hors syndicats, hors associations, il démontre en acte le décalage

profond entre toutes les institutions et la réalité du pays. Il ne peut donc qu'être la cible de tous les chefs, les bureaucrates, les arrivistes et tous leurs discours bien-pensants qui chantent la « démocratie » mais chouinent dès que le peuple se manifeste.

Cette auto-organisation générale contraste avec tous les mouvements précédents

Autant les mouvements-veto manipulés par les syndicats que les soubresauts récents (« Pigeons », Bonnets Rouges, jour de colère) ou même les 'coordinations' des années 1986-88. Il semble plutôt reprendre timidement l'élan et les pratiques des mouvements ouvriers des XVIII^e-XX^e siècles, aujourd'hui largement oubliés.

Les 'réseaux sociaux' électroniques ne font donc que jouer le rôle d'un lien social disparu, mais qui pourrait réapparaître autour d'un projet politique. Des gens se manifestent, se rencontrent, se découvrent et tâtonnent pour se constituer en corps politique par l'action.

C'est un peuple sous les radars médiatiques qui s'est mobilisé

C'est la 'France périphérique', celle des grandes banlieues, de la semi-ruralité et des campagnes. Mais plus généralement celle des milieux mo-

destes en voie de déclasserement, pris en tenaille entre l'oligarchie prédatrice et l'ensauvagement de l'espace public. Ce sont les petites gens, les

1 Ce tract a été cité par Jean-Claude Michéa dans une lettre adressée aux camarades des « Amis de Bartleby » le 21 novembre, republiée avec notre commentaire sur notre site le 27.

sans-grade, les « sans-dents », la France « rance » et « moisie » dont aucun média imbibé de libéralisme et de gauchisme culturel au service des métropoles festives ne veut entendre parler. Ce sont tous ceux qui paient depuis quarante ans le prix fort de la 'mondialisation' : désindustrialisation, précarisation, désertification, insécuri-

té sociale et culturelle, etc. C'est évidemment cet abandon qu'expriment épisodiquement paysans ou employés, artisans ou petits patrons, retraités ou chômeurs, policiers ou infirmières, en Creuse ou à Mayotte, en Corse ou en Bretagne, en Guyane ou dans les Vosges.

Les mots d'ordre initiaux sont simples : contre les prix élevés, les taxes et l'incurie gouvernementale

Ils reflètent cet univers abandonné par tous les gouvernements depuis des décennies et qui n'a plus que son bon sens pour s'orienter au jour le jour. Ils proviennent du monde de ceux qui ont renoncé, depuis les deux guerres mondiales, à transformer la société et se sont résignés à se conformer au modèle qui s'est imposé : ils jouent le jeu du salariat, de l'impôt, du crédit, de la consommation, de la voiture, de

la télé et de la passivité politique « républicaine ». En échange, l'oligarchie garantissait l'augmentation du niveau de vie, la société de consommation, la sécurité et la paix. Ce contrat social, sur chaque point, se défait, et provoque un ras-le-bol latent à la fois viscéral et diffus, mais conservateur puisque visant à revenir à une situation antérieure jugée comme 'normale'.

C'est la colère d'un peuple qui commence à comprendre que ce contrat social ne sera plus tenu

Que sa part, réelle et symbolique, diminue au fil des années au profit de tous ces milieux qui ont décidé de rompre ce qui faisait tenir la société ensemble. Ni l'abondance ni la sécurité ne semblent plus assurées. C'est le grand patronat qui pille le pays et saigne à blanc les salariés ; c'est l'oligarchie médiatique et politique qui accompagne en souriant le chaos social, culturel et écologique ; ce sont les classes aisées urbaines et leur haine politiquement correcte du populo. Et

ce sont évidemment tous les bénéficiaires choyés du prétendu « multiculturalisme » : élus clientélistes, indigénistes revanchards, communautaristes racistes, islamistes sécessionnistes, gangs barbares, mafias internationales, faux réfugiés, etc. Ces prédateurs et opportunistes de partout et de nulle part escroquent les finances publiques et la solidarité générale pour asseoir leurs dominations sur plus pauvres, ou plus scrupuleux, qu'eux.

Plus précisément, nous assistons à la transformation profonde des sociétés contemporaines

Les couches dominantes et la finance internationale ne rencontrent aujourd'hui plus de résistances populaires conséquentes. Elles prennent des réflexes féodaux, impériaux, orientaux en instrumentalisant les migrations massives, les intégrismes et la voyoucratie pour diviser et terroriser les populations afin d'anéantir toute volonté et toute visée d'autodétermination des peuples. Et il y a, en toile de fond, la dévastation écologique qui condamne,

de toute façon, la société de consommation et le mode de vie qui l'accompagne, et qu'annonce la fin du pétrole à plus ou moins long terme. L'oligarchie se sert évidemment de la « transition énergétique » pour accroître les inégalités et affermir sa domination, interdisant toute solution durable. La situation, absolument nouvelle, est similaire à l'échelle européenne et mondiale.

Les mouvements populaires plus ou moins radicaux ont donc un avenir certain

Un nouvel ordre mondial s'installe, qui balaie la solidarité collective, le cadre national, l'abondance énergétique et le consumérisme pour tous. Face à cela, des réactions instinctives de survie surgissent un peu partout, aboutissant au « populisme », sous diverses formes aux États-Unis, en Angleterre, en Grèce, en Allemagne, au Brésil, etc. Ces crises de régime peuvent aboutir à des mesures ponctuelles : relance de la croissance, redistribution relative des richesses,

limitation des privilèges médiatiques, fermeté migratoire ou juridique, etc. Mais elles ne feront que repousser l'échéance en faisant perdurer et miroiter un mode de vie qui n'est pas généralisable à toute la planète. Il n'est pas viable, à terme, ni économiquement, ni énergétiquement, ni écologiquement, ni culturellement. Il n'existe aucune 'solution cachée' : il n'y a que les peuples qui pourraient inventer de réelles alternatives.

Nous devons nous confronter aux vraies contradictions qui nous traversent

Quels que soient les démagogues portés au pouvoir, les problèmes de fond resteront inchangés car les désirs des populations sont aujourd'hui intenable. On ne peut pas vouloir du

pétrole, du gaz ou du charbon en abondance sans composer avec les dictatures qui nous les vendent. Il n'est pas possible d'exiger un niveau de vie croissant tout en dénonçant des

catastrophes écologiques ou des immigrations massives. Lorsque l'on fait grandir des enfants entourés d'écrans et de gadgets technologiques, il ne sert à rien de déplorer la montée de l'analphabétisme, des pathologies mentales et du désert social. Enfin,

revendiquer plus de démocratie n'a de sens que si le divertissement passe enfin derrière la réflexion, la délibération et l'action politique. Ces attitudes contradictoires, les nôtres, sont le terreau de tous les bonimenteurs.

Depuis plusieurs années, quelques courants évoquent la démocratie directe

C'est effectivement la seule manière pour le peuple de s'occuper de ses propres affaires et d'abord de se confronter à lui-même, à ses lâchetés, à ses responsabilités, à ses choix. Mais cela ne se fera jamais du jour au lendemain, sinon au profit de quelques manipulateurs comme tous les milieux politiques en secrètent naturellement. La démocratie ne peut que partir de la base, s'enraciner dans une auto-organisation populaire

pratiquée au quotidien, dans la durée. Des mouvements, trop éphémères, inventent d'autres pratiques politiques comme la tenue d'assemblées générales, la rotation des tâches, le tirage au sort, le mandat direct ou la révocation des délégués. Il est donc question de l'émergence d'une nouvelle culture politique populaire, de l'apparition de nouvelles formes politiques, de l'avènement d'une autre manière de faire société.

S'engager dans la voie de l'auto-gouvernement, c'est travailler sur le long terme

C'est être capable de survivre à la médiatisation, à la récupération, au sabotage, à la menace et à la répression y compris indirecte. Mais c'est, avant tout, parvenir à se reconstituer comme un corps politique, face à l'atomisation sociale, la confusion idéologique, la fragmentation ethno-religieuse et le découragement. Les risques d'affrontements violents sont réels et iront grandissant. Ils n'auront

de sens que selon une ligne explicitement politique : il s'agit de séparer ceux qui veulent reprendre le projet d'émancipation individuel et collectif dont la France, l'Europe, l'Occident sont encore porteurs, de ceux qui cherchent à priver les peuples des moyens d'agir sur leurs destinées au profit d'intérêts particuliers.

**Lieux Communs
19-20 novembre 2018**

Dossier thématique : Le mouvement des « gilets jaunes »

Introduction à un recueil d'articles, mise en ligne mercredi 28 novembre 2018

Le mouvement des « gilets jaunes » agit comme un révélateur puissant de notre situation actuelle.

Son surgissement est évidemment celui des milieux populaires relégués hors des grandes métropoles de plus en plus réservées aux cadres et aux migrants primo-arrivants. Ces petites classes moyennes, peu visibles alors que majoritaires, sont délaissées par tous les partis « conventionnels » et en premier lieu celui des médias. Elles se refusent pourtant à disparaître broyées par les forces économiques, politiques et culturelles.

Cette situation explique, à elle seule, leur auto-organisation hors de toutes formations, y compris et surtout syndicales, dont le cynisme parfait s'étale encore une fois au grand jour. C'est tout l'édifice du « gauchisme culturel » institutionnel ou militant qui vacille aujourd'hui devant le courage, le bon sens et la ténacité de ces « sans-dents » que sont les « gilets jaunes ».

L'accusation obscène et insistante d'« extrême droite » à leur rencontre de la part du pouvoir témoigne d'une tentation authentiquement totalitaire où toute opposition est assimilée à l'infâme et mériterait de ce fait, éradication. Cette manipulation agit en réalité comme un appel à la guerre civile alors que les manifestants font massivement preuve d'une décence et d'un pacifisme obstinés.

Les revendications portent principalement sur l'unique valeur centrale des sociétés contemporaines : le niveau de vie. L'hypocrisie de tous ceux qui s'en scandalisent est totale puisque le leur est assuré, et leurs leçons de morale sur l'écologie le sont tout autant, étant évident qu'aucune politique écologique digne de ce nom n'est concevable sans justice sociale. Elle n'est, sinon, que la nouvelle justification du maintien de l'ordre : « moi ou la fin du monde ». L'austérité ne vaut que si elle est partagée par tous, et d'abord par les oligarques et leurs aspirants, pourtant si avides de se poser en objet de fascination.

L'étincelle à l'origine du mouvement des « gilets jaunes » a été le prix du diesel. Il est depuis question de toutes les taxes et prélèvements, de l'utilisation des fonds publics, des politiques gouvernementales et de l'incurie étatique. Progressivement c'est le principe même de la représentation politique et du mode de redistribution des richesses qui sont remis en cause, comme le montre en actes l'organisation non-hiérarchique adoptée et nombre de slogans et revendications (« *En démocratie, c'est nous les patrons et eux les salariés.* » – Jacline Mouraud). Il suit une évolution qu'ont connue beaucoup de mouvements antérieurs visant la démocratie directe, dont nous gagnerions à faire nôtre l'expérience.

Ce mouvement s'oppose, qu'il le sache ou non, à des transformations profondes de nos sociétés, absolument sans précédent. Les dits « populismes » en sont le produit réactionnel, augmentant encore l'instabilité générale de la situation, ouvrant un avenir indéterminé. Nous sommes engagés dans des basculements historiques de grande ampleur et les « gilets jaunes » sont une tentative populaire, encore confuse et incertaine mais si déterminée, d'orienter cette course folle au bord de l'abîme.

Chacun des textes ci-dessous, parmi quantité d'autres, peut participer à l'effort de lucidité et d'imagination auquel nous sommes conviés.

[La liste d'articles qui suit est consultable sur notre site. Ils sont issus de nombreux auteurs (C. Castoriadis, C. Guilluy, H. Kempf, J.-C. Michéa, V. Descombes, G. Fargette, etc.) et sont répartis en sept catégories :

- *Sur le mouvement lui-même et ses racines*
- *Sur l'accusation d'extrême droite*
- *Sur l'auto-organisation*
- *Sur la dimension écologique*
- *Sur les mouvements précédents*
- *Pour une compréhension plus large des transformations en cours*
- *Pour une perspective démocratique]*

Lieux Communs
27 novembre 2018

Réponses aux objections du désordre établi

Argumentaire mis en ligne le samedi 1^{er} décembre 2018

Le mouvement des « gilets jaunes » bouscule toute la société française. Il suscite des réactions, des commentaires, des réserves, des arguments qu'il faut recevoir, discuter et réfuter.

On trouvera ci-dessous des éléments de réponse à quelques-unes de ces objections qui entretiennent le désordre établi, qu'il faut abattre car elles empêchent de regarder en face la crise actuelle, ses enjeux colossaux, et obstruent l'avenir alors que celui-ci est plus ouvert que jamais.

- **La méthode du blocage ne serait pas légitime**

Le blocage s'impose lorsque la grève est rendue impossible ou inopérante à cause des manœuvres patronales, des sabotages syndicaux ou de l'absence de poste fixe ou d'impact (étudiants, chômeurs, retraités, précaires, artisans, salariés de PME, etc.). C'est précisément la situation des « gilets jaunes ».

D'un point de vue politique, on peut considérer un blocage comme pleinement légitime lorsqu'il permet l'expression d'une majorité silencieuse, qu'il est mené au nom de l'intérêt collectif et est appliqué avec discernement. C'est bien entendu le cas du mouvement en cours, très largement soutenu par la population, formulant des revendications qui concernent *rigoureusement tout le monde* et filtrant des points de circulation depuis des semaines avec un bon sens et une retenue admirables.

Les actions elles-mêmes font l'objet d'une évolution tactique remarquable : d'une simple obstruction sur les routes, la contestation est passée à des filtrages en s'adaptant à la contrainte policière, à la gratuité des péages, puis à l'obstruction de grands commerces, des entrepôts des entreprises, de dépôts de carburants, et enfin d'institutions étatiques (préfectures, centres des impôts), multipliant par ailleurs les actions diverses (sabotage, murage, etc), entraînant une situation insurrectionnelle. L'opposition à la « gêne » engendrée est donc clairement une opposition de fond au mouvement populaire qui se déploie.

- **Il y aurait des incidents sur chaque blocage et les manifestations seraient toutes violentes**

Ce qui est surprenant, c'est plutôt que tout se passe si bien au vu de la situation.

Il faut comprendre le rapport de forces : depuis le 17 novembre, il s'agit d'au moins un demi-million de personnes exaspérées réparties sur des milliers de sites, ne se connaissant pas les unes les autres, souvent très inexpérimentées, improvisant des actions potentiellement risquées totalement auto-organisées, sans aucune couverture institutionnelle (partis, syndicats, associations...) et insultées jusqu'il y a peu par toute la bien-pensance médiatique. De l'autre côté, des conducteurs peu avertis au début, ne supportant pas le dérangement de leur quotidien, au volant de leur « liberté » motorisée,

le tout dans un pays traversé de multiples et profonds clivages et tensions sociales, politiques et, de plus en plus, ethno-religieuses.

À cette aune, le bilan, malgré des morts et des blessés tous accidentels, est quasiment miraculeux, alors que des altercations violentes ont eu lieu, massivement à l'initiative des automobilistes. Il montre, avant tout, le pacifisme obstiné, la bienveillance et le sens des responsabilités propres aux milieux populaires tels qu'on a pu les observer ailleurs, lors du soulèvement tunisien de 2011 ou de révolutions passées. Il montre aussi, et c'est loin d'être négligeable, une connivence des forces de l'ordre avec les contestataires.

Quant aux violences lors des manifestations, la stratégie gouvernementale de la provocation, du laisser-faire et de l'infiltration pour discréditer les contestataires est rodée depuis longtemps. Fait nouveau : elle échoue et même alimente maintenant le mouvement.

- **Ce serait un mouvement d'extrême droite**

C'est l'argument qui, depuis trente ans, permet de discréditer n'importe quel adversaire politique. Et c'est aujourd'hui la rhétorique honteuse employée par le gouvernement, qui sonne comme un appel criminel à la guerre civile.

Pourtant, rien ne permet de qualifier ainsi le mouvement des « gilets jaunes » : ni sa composition, ni ses slogans, ni ses symboles, ni ses pratiques, ni son histoire, ni ses revendications... Ni même les incidents exceptionnels et isolés, montés en épingle à dessin, ni la présence de quelques groupuscules, et pas plus le profil des « porte-parole » éphémères et vaguement autoproclamés. Et encore moins leur sang-froid à peine croyable face aux agressions verbales et physiques des automobilistes, où les « minorités visibles » sont loin d'être absentes.

Par contre, il est évident que ce mouvement réintroduit massivement la question sociale et ses revendications de justice et d'égalité *pour tous* à l'intérieur d'un cadre national, compris comme seul espace existant où peut s'étayer aujourd'hui une solidarité effective, une souveraineté collective et une identité commune. Ces positions contrarient frontalement *toutes* les politiques menées depuis trente ou quarante ans, qui visaient à diviser les luttes sociales en conflits de corporations et de lobbies, et à scinder les populations en communautés mises en concurrence. Les « gilets jaunes » sont donc une critique implacable et *en acte* du modèle « multiculturel », c'est-à-dire de la gestion ethno-religieuse de la société qui s'est imposée sans jamais avoir été discutée. Ils annoncent la fin de la complaisance médiatique, politique, judiciaire, et du financement massif, sous couvert de « diversité », du séparatisme musulman, du racisme communautaire, de la délinquance et de la néo-immigration massive, qui poussait à tous les amalgames et à la partition du pays puisqu'en regard, la « France profonde » et populaire restait invisible, systématiquement qualifiée de « moisie », « nauséabonde », raciste, arriérée, homophobe, illettrée, etc. Elle prend la parole aujourd'hui.

On comprend donc que ce mouvement déclenche la haine de tout le gauchisme culturel et de ses clients.

- **Ils ne se battraient que pour leur confort et leur niveau de vie**

Au vu de la forme exceptionnelle du mouvement des « gilets jaunes » et de l'évolution de ses revendications, cet argument n'est plus tenu que par ceux qui n'ont, eux, aucun problème de confort ni de niveau de vie ou de ceux-là, et c'est pire, qui s'identifient aux dominants en refusant de se reconnaître dans ce mouvement populaire.

Pourtant, tous les mouvements populaires dans l'histoire, y compris les plus remarquables, ont toujours démarré à partir de revendications spontanées portant sur des mesures très concrètes du quotidien, pour étendre progressivement la critique à l'ensemble de l'organisation sociale (seul Mai 68 a suivi une évolution exactement inverse). C'est bien souvent le découragement, la récupération ou la répression qui interrompent ce processus lorsque le désir et la culture populaires l'ont enclenché.

Le mouvement des gilets jaunes suit exactement la même évolution : parti d'une pétition contre la taxe sur les carburants, il a rapidement élargi ses revendications à l'ensemble des taxes appliquées sur le territoire, aux impôts et aux bas salaires, bref à la « vie chère » en général. Immédiatement, c'est l'incurie gouvernementale qui est mise en cause, reliée explicitement à des décennies de mesures politiques et sociales successives qui ont construit une situation inégalitaire et injuste. Finalement, c'est toute la politique budgétaire de l'État qui se trouve rejetée, tout autant que le travail des oligarques (médias, députés, ministres, président) et leurs privilèges indus. Aujourd'hui c'est le principe même de la représentation politique qui est attaqué (appels à des « assemblées populaires » ou « citoyennes », etc) et le *pouvoir du peuple* qui s'affirme, à mesure que le mouvement tente de s'organiser lui-même selon des principes intuitifs de démocratie directe.

Les « revendications » disparates qui se formulent aujourd'hui (30 novembre) traduisent *un désir de transformation sociale et politique* de la totalité de la société française sans verser dans aucune idéologie identifiable, ce qui les prive de toute cohérence *a priori* mais offre une occasion inédite de redéfinir une orientation politique globale.

- **Ils refuseraient d'entendre parler de l'urgence écologique**

Ce reproche récurrent manifeste une incompréhension profonde de la nature du mouvement – qui est bien plus qu'une simple jacquerie, un ras-le-bol ou un mécontentement de consommateurs frustrés–, mais surtout une ignorance terrible des enjeux de l'écologie politique.

La dégradation de cette dernière pendant les dernières décennies a suivi le naufrage du gauchisme, accompagnant ses lubies tout en délaissant la question sociale. Pourtant il est absolument évident qu'*il ne peut y avoir d'écologie politique sans justice sociale* : on ne peut demander aux classes inférieures des restrictions qui ne s'appliquent pas aux dominants. La sobriété écologique s'apparenterait alors à l'austérité économique pour les milieux populaires, sans qu'aucune solution réelle ne vienne entraver la destruction des écosystèmes, l'épuisement des ressources ou l'attrition énergétique. Pire : l'écologie

ne serait plus perçue que comme une idéologie venant légitimer un fonctionnement social inique, et c'est *exactement* ce qui se déroule sous nos yeux. Dans ces conditions, il est clair que les milieux populaires ne peuvent que rejeter l'« écologie » prônée par les riches et les médias, qui se réduit à une « austérité pour les autres »¹.

Il appartient maintenant aux véritables écologistes de faire valoir une authentique politique écologique, qui ne peut mettre en avant une diminution de la consommation individuelle et collective *qu'à la condition d'obtenir une véritable égalité des conditions, voire des revenus*. Il est donc question d'un changement profond de la direction de nos sociétés – c'est cela, la « transition écologique ». Et ce n'est que dans le cadre d'un processus hautement démocratique et égalitaire que la catastrophe écologique pourra être traitée et qu'il sera possible d'affronter lucidement la peur panique engendrée par la fin inéluctable de la société de consommation.

- **Ce serait un mouvement confus**

Tout mouvement populaire spontané, c'est-à-dire non encadré et non endoctriné, est toujours plus ou moins désordonné : il révèle à la fois le foisonnement du peuple et son entrée dans les territoires inconnus de la pratique et de la réflexion politiques. Le rêve d'une surrection « parfaite » (et aux yeux de qui ?) est un délire hygiéniste qui ignore la réalité quotidienne des « petites gens ».

Mais c'est précisément cette indétermination des « gilets jaunes » qui les rend insaisissables à un simple poujadisme, à une révolte anti-fiscale ou à *quoi que ce soit de programmé à l'avance*, de déjà vu. Le caractère hétéroclite des revendications, certaines contradictoires, montre le bouillonnement qui est en train de s'enclencher et la demande de discussions réelles et d'élaboration collective pour trouver une issue. Elle montre que ce mouvement peut accoucher d'une multitude de situations, imprévisibles.

Cette « confusion » montre donc que rien n'est écrit et que le « populisme » est un mot qui ne dit pas grand-chose : le mouvement des « gilets jaunes » peut s'orienter vers la recherche d'une véritable souveraineté populaire dans la grande tradition révolutionnaire comme déboucher, à terme, sur un pouvoir autoritaire et démagogue, élu ou putschiste. Son destin n'est pas écrit, et il dépend autant des premiers concernés que de tous ceux qui refusent de le rejoindre au nom d'une « pureté » très idéologique qui ne peut que les condamner à la bonne conscience solitaire et stérile.

- **Le mouvement ne serait pas organisé démocratiquement**

Aucun mouvement spontané n'est organisé « démocratiquement » : le premier principe organisateur est alors l'action, c'est-à-dire l'efficacité du point de vue des participants. Ce n'est que dans un second temps, lorsqu'il s'agit de s'inscrire dans la durée, que des bilans sont tirés, que des débats contradictoires apparaissent, et que des décisions doivent être prises par la discussion, que le groupe se structure consciemment, s'institutionnalise et mûrit.

1 Voir sur le site notre texte « Écologie et démocratie directe », publié le 30 novembre.

Le mouvement des « gilets jaunes » s’achemine vers ce moment extrêmement délicat, quoi qu’il arrive. La plupart des initiatives similaires durant le XX^e siècle s’y sont perdues : le souffle enthousiasmant du début retombe au contact de ces difficultés, confiant le pouvoir à quelques-uns et la collectivité en lutte se hiérarchise, se bureaucratise, divisant les gens entre ceux qui décident et ceux qui exécutent ou, plus récemment, entre un petit noyau de leaders actifs et une masse de suiveurs. C’est évidemment ce qu’espèrent et ce à quoi travaillent tous ceux qui veulent la disparition des « gilets jaunes » en tant que mouvement subversif : gouvernement, partis et syndicats en premier lieu, et en second toutes les organisations instituées.

L’enjeu, considérable, des « gilets jaunes » aujourd’hui est donc de parvenir à trouver les principes d’une auto-organisation réfléchie, c’est-à-dire d’une structuration interne pleinement démocratique qui permette de démultiplier et de concerter les actions. De multiples indices montrent qu’ils s’engagent dans cette voie, alors même que s’ouvre grand le piège de la « consultation », de la dé-médiatisation, de la récupération, de l’infiltration ou du sabotage des réseaux sociaux. Qu’ils parviennent, sur le moyen terme, à monter des myriades de groupes autonomes fonctionnant en assemblées, coordonnées entre elles à toutes les échelles, capables de contrôler leurs délégués, participant toutes à l’élaboration de la direction générale du mouvement (organisation, actions, discours, principes, etc.) et, surtout, capables de rendre fertiles les contradictions qui les traversent, et ils auront tout simplement *et quoi qu’il advienne* posé les bases d’un nouveau régime possible, une démocratie directe.

- **Ils n’auraient aucun débouché politique**

Il n’existe, de toute manière, aucun débouché politique d’aucune sorte, avec ou sans « gilets jaunes »... Nos sociétés sont entrées dans de multiples impasses dont personne – *rigoureusement personne* – ne possède les clefs. Si chacun dans son domaine, qu’il s’agisse de l’éducation, de l’immigration, de la politique, de l’agronomie, de la diplomatie, de l’art ou de la guerre, peut s’alarmer de la régression dans laquelle nous nous enfonçons, très peu de gens sont susceptibles d’en faire la synthèse et aucun n’a de réelle solution, puisque tout se tient et dépend d’une multitude de facteurs.

Il s’agit d’une véritable *crise de civilisation*, qui ne peut être affrontée que par des délibérations générales et tous azimuts, étendues au plus grand nombre possible. Ce n’est certainement pas des « gilets jaunes » que vont sortir un nouveau chef infaillible ou une idéologie inoxydable, et ce n’est pas ce qu’ils cherchent. Mais c’est de leur révolte que peut jaillir une prise de conscience générale de ce qui nous attend dans les décennies à venir, et l’envie de se retrousser les manches.

D’un point de vue global, le seul débouché politique du mouvement des « gilets jaunes » est la reconstitution d’une conscience politique au sein de la population, et cela passera par l’affermissment, l’enracinement et la structuration de leur mouvement sur le moyen terme, indépendamment de toutes les décisions et mesures politiques ou

sociales à venir, y compris l'organisation de nouvelles élections, quelles qu'elles soient, ou l'instauration d'un nouveau régime.

- **Ils vont provoquer la guerre civile**

C'est le chantage du pouvoir, depuis longtemps déjà, instrumentalisant les énormes tensions qui s'accumulent à toutes les échelles. L'avènement d'une période d'affrontements plus ou moins violents semble, là aussi, difficilement évitable dans l'état actuel des choses. C'est plutôt le moment de ce déclenchement et les lignes de front qui seront décisifs quant à son intensité, sa durée et son issue.

Si le mouvement populaire perdure et s'étend en suivant sa ligne actuelle, il y aura bien entendu réaction des milieux oligarchiques. Mais les forces de répression auxquelles ils font déjà appel, police et armée, ne leur sont plus aussi acquises que par le passé, *ce qui est une nouveauté absolue* en France depuis au moins un siècle. Autre nouveauté, beaucoup plus lugubre : le recours possible à une répression « à l'orientale », *fût-ce en laissant faire*, en utilisant une communauté contre une autre. C'est évidemment tout le réservoir de violence et de brutalité qui gît dans les milieux du banditisme, dans une partie des populations immigrées, principalement en banlieue, animées par le ressentiment post-colonial et biberonnées aux doctrines de l'extrême droite musulmane, à l'offensive depuis des décennies et bénéficiant de soutiens internationaux. Cette perspective cauchemardesque n'est malheureusement plus une simple spéculation, et le rapport de forces nous sera de moins en moins favorable au fil des basculements démographiques à l'œuvre et du morcellement du territoire. Il faut l'anticiper et devancer les manœuvres qui visent depuis des décennies déjà à semer la confusion et à provoquer un chaos que les puissants surplomberont.

Dans la continuité du mouvement actuel la ligne de clivage ne peut, ni ne doit être, ni territoriale, ni religieuse, ni ethnique (« raciale »), *mais bel et bien politique*. Par leur lutte, les « gilets jaunes » renouent avec le meilleur de l'histoire de l'Occident en général et de la France en particulier, reprenant la visée d'auto-gouvernement et d'émancipation pour tous et toutes. Nous aurons alors en face de nous tous les pillards, profiteurs et prédateurs qui fourmillent du sommet de l'État aux bas-fonds et refusent que le peuple poursuive l'histoire de ce pays en y opposant leurs intérêts économiques ou politiques, et leur opportunisme communautariste ou religieux.

Lieux Communs
29-30 novembre 2018

Le piège des réseaux sociaux

Publié le mardi 4 décembre 2018

Le mouvement des gilets jaunes est en train de réinventer la démocratie directe. Il tire sa force de son refus de toutes les organisations existantes, de son choix de l'auto-organisation et de son intelligence collective exceptionnelle. Mais les outils qui ont permis l'insurrection en cours sont ceux qui aujourd'hui entravent toute structuration interne, dont dépend pourtant la suite du mouvement, et qui pourraient l'handicaper très sérieusement.

La facilité d'utilisation des « réseaux sociaux » électroniques, leur relative gratuité, leur souplesse et leur instantanéité les a fait rentrer dans notre quotidien, au point de faire partie intégrante de notre vie sociale et même de la remplacer. Ils semblent devenus indispensables aux mouvements sociaux et politiques. Ils permettent de se rassembler autour d'idées partagées, de créer des mouvements à grande échelle et de court-circuiter les grands médias, les syndicats, les partis. Ils participent aux grandes insurrections depuis dix ans, comme Twitter en Iran en 2009 ou Facebook en Tunisie en 2011, comme la presse l'avait fait en 1789 ou la radio en 1968.

Mais ils ne sont pas adaptés du tout à l'installation d'un mouvement dans la durée et encore moins à la pratique pleinement démocratique du pouvoir populaire. Et c'est l'enjeu des « Gilets jaunes », bien au-delà de la contestation d'une taxe, d'une politique ou d'un président : l'heure est au combat contre tout un système qui nous a menés là et à l'invention d'une démocratie directe, qui ne peut se faire que par l'enracinement, la structuration et la coordination des groupes locaux physiquement réunis.

Il est clair à tous que le succès du mouvement actuel n'est pas dû à *Facebook* : il émane des rencontres, des actions concrètes, des blocages, des occupations, des manifestations, de la détermination et d'un courage tout humain. Il se nourrit de l'entraide concrète, de la solidarité locale, de l'implication charnelle, de la fraternité retrouvée, de l'intelligence collective, de la spontanéité et de l'imagination d'un peuple qui se redécouvre et se reconstitue. Les initiatives les plus fertiles sont dans le monde réel, hors d'internet et de son monde parallèle. Ceux qui agissent le font hors des « réseaux sociaux », ceux qui inventent le monde de demain le font autour d'un verre ou d'un brasero, ceux qui dépassent les vieux clivages politiques le font les yeux dans les yeux.

La méfiance vis-à-vis des « réseaux sociaux » électroniques est déjà intuitivement la règle au sein des « gilets jaunes ». Mais tant que l'organisation, la direction et l'avenir du mouvement dépendront plus du Web 2.0 que des liens réels tissés entre des personnes physiques à toutes les échelles, il risque de ne pas dépasser son stade actuel et d'échouer dans sa tentative de fonder le nouveau régime politique vers lequel il tend, la démocratie directe.

Passons en revue quelques aspects délétères des « réseaux sociaux » :

- **Les réseaux sociaux électroniques nous rendent vulnérables.** Tout le monde voit bien que *Facebook* est aussi un grand fichier d'informations et de fichage des individus. Il donne aux services de renseignements, mais aussi aux groupuscules dangereux et aux personnes malveillantes, toutes les informations nécessaires et les moyens pour faire pression, harceler, adresser des menaces, exercer un chantage ou inculper sous n'importe quel prétexte et à moindre coût.
- **Les réseaux sociaux électroniques sont très fragiles.** Un pouvoir aux abois n'a besoin que de quelques minutes pour faire supprimer un message, un compte, une page, un blog, ou briser n'importe quel lien existant. C'est l'expérience des dissidents dans les pays dictatoriaux. Un mouvement qui ne se baserait que sur ces relations informatisées peut s'effondrer immédiatement, sans que le gouvernement ait recours à la force.
- **Les réseaux sociaux électroniques permettent toutes les manipulations.** L'anonymat sur internet peut être une force mais aussi un moyen facile de pratiquer l'entrisme. N'importe qui peut propager une rumeur, se faire passer pour quelqu'un d'autre, infiltrer n'importe quel milieu, semer le doute ou la discorde. C'est évidemment la stratégie des psychopathes, des militants idéologisés, des agents de l'ordre plus ou moins officiels.
- **Les réseaux sociaux électroniques sont sources de confusion.** Ils sont le royaume du tout et du n'importe quoi, les fausses informations se mélangent aux révélations explosives, les réflexions intelligentes côtoient les lubies caractérielles et le travail de qualité se confond avec la malhonnêteté et la perversité. Tout ce qui nous empêche de voir clair y prolifère : vieux dogmes et nouvelles idéologies, complotisme et conspirationnisme, crédulité et scepticisme, gourous et prophètes, pervers et démagogues, le tout en des vidéos de quelques dizaines de secondes ou en deux ou trois phrases.
- **Les réseaux sociaux électroniques provoquent l'hystérie.** Ils font régner la facilité, les messages étant de plus en plus court et visuels, l'immédiateté et la frénésie, les nouveautés tombant en continu, l'impulsivité, chacun réagissant au coup-par-coup. Ils sont évidemment hautement addictifs, au détriment des formes traditionnelles de sociabilité, de discussion et de réflexions. Ce n'est pas le nombre de vues ou de « likes » qui doit décider, dans la précipitation fébrile des « clics », d'un représentant, d'une revendication ou d'un mode d'action.

- **Les réseaux sociaux électroniques isolent et déshumanisent.** Ils peuvent être efficaces concernant des questions strictement techniques, mais certainement pas pour des délibérations importantes. Alors qu'aujourd'hui tout fait question, tout s'écroule et est à réinventer, il nous faut des lieux de rassemblement, de rencontre, d'échange, où nous pourrions créer une autre manière de faire société. Nous avons besoin de nous parler, directement, pour nous comprendre, nous faire confiance, nous accompagner mutuellement, élaborer ensemble une nouvelle société en commençant par des réunions de gens « réels ». Celles-ci sont aussi invisibles des médias que de *Facebook*, dans l'exacte mesure où elles sont peu spectaculaires et souvent laborieuses.
- **Les réseaux sociaux électroniques appartiennent à l'ennemi.** Le monde construit par les relations électroniques, c'est celui que nous contestons : c'est une société éparpillée, peuplée d'inconnus que l'oligarchie domine ; une pseudo-démocratie fondée sur l'émotion éphémère au profit des puissants ; un univers habité par des écrans, des appareils, des machines, des techniques qui infantilisent et déresponsabilisent ; une civilisation qui consomme de plus en plus d'énergie, rendant progressivement la planète inhabitable.

Les « réseaux sociaux » électroniques ne font que remplacer les liens familiaux, amicaux, de travail, de voisinage et de luttes. Ils prospèrent sur la déliquescence de notre société, au rythme de sa transformation en désert social, et participent de fait à la fragmentation en communautés, tribus, bandes, déstabilisant nos psychismes et créant un sentiment d'irréalité. Une démocratie directe nécessite un peuple vivant, uni, fondamentalement humain, traversé de contradictions et d'oppositions mais capable de les regarder en face et, plus que tout, de transformer la réalité. Cela implique de renouer des liens élémentaires disparus, de retrouver des réflexes de convivialité et de dialogue, indépendamment de toutes les institutions et de toutes les machines. Déléguer à des algorithmes la forme la plus élémentaire de faire société, la relation affective dans toute son épaisseur et sa complexité, conduit tout naturellement à déléguer l'action concrète puis le pouvoir politique à quelques-uns, avec l'illusion d'y participer.

C'est un des enjeux les plus massifs, les plus difficiles et certainement les plus durables du mouvement en cours : retrouver la capacité de faire peuple, de retisser une société vivante et sensible. Ce n'est pas l'informatique qui doit conditionner l'audace, l'intelligence et la sagesse d'un des plus beaux mouvements populaires de toute l'histoire de France.

Lieux Communs
4 décembre 2018

Tentations révolutionnaires et risque de chaos

Texte mis en ligne le mercredi 5 décembre 2018

Il est absurde de vouloir affirmer des vérités définitives sur un mouvement en cours, une vague aussi ample, mouvante, hétéroclite et atypique que celle des « gilets jaunes ». Mais on peut essayer de dégager quelques points de repère, éléments de réflexions, sources d'inquiétudes et interrogations, tout comme on peut, ou même il faut, formuler ce que nous souhaitons pour l'avenir en prenant garde à ne pas plaquer notre projet politique propre, la démocratie directe, sur un mouvement admirablement vivant et fondamentalement indéterminé.

Le risque de chaos existe, tout autant que sa crainte, et l'un comme l'autre grandiront dans l'exacte mesure de la déstabilisation du régime et de l'absence d'alternative politique sérieuse. Si la première est le péché mignon de tout ce qui se proclame « révolutionnaire », la seconde forme un angle mort qui ouvre la voie à toutes les impostures futures et les instabilités permanentes qui ne pourront que générer frustrations en série, conflits ouverts et appels à l'Autorité — c'est-à-dire une spirale infernale.

Vouloir sortir de cette impasse, c'est d'abord essayer de saisir la nouveauté radicale que le mouvement a fait surgir et l'évolution de la situation actuelle (1^{re} partie), pour ensuite tenter de comprendre les raisons profondes de ce soulèvement et appeler à la formation, dans la durée, d'un mouvement populaire pour la démocratie directe (2^e partie).

Le mouvement des « gilets jaunes » créé une situation radicalement nouvelle

Cela tient à la coordination de quelques facteurs indépendants les uns des autres :

- **Le surgissement d'une France invisible.** Le symbole des gilets jaunes est parlant : il s'agit de la majorité du peuple français qui veut se rendre, enfin, visible. Et elle surgit, bousculant la caste médiatico-politique dominante qui l'avait ignorée pendant quarante ans au profit de la « classe créative » des bobos urbains et des « banlieues », sources de toutes les attentions.

- **Des revendications transversales.** Ce mouvement est parti de la contestation de la taxe sur le carburant pour, très vite, s'élargir et véhiculer tout un ensemble d'exigences, largement hétéroclites si l'on suit les schémas idéologiques actuels. En s'étendant sur tout le spectre électoral sans exception, elles sont littéralement inclassables et rendent obsolètes tous les découpages politiques qui polarisaient les débats de manière obsessionnelle.

- **L'auto-organisation pratique.** Depuis son tout début, le mouvement est totalement auto-organisé via les « réseaux sociaux » électroniques, hors de tout cadre politique, syndical ou associatif. Mais ce qui aurait pu n'être qu'un palliatif temporaire à un abandon institutionnel s'est révélé être un choix assumé, revendiqué, farouchement défendu et qui semble avidement mais confusément chercher des moyens de réaliser une véritable démocratie.

- **Une adhésion populaire exceptionnelle.** Les « gilets jaunes » bénéficient d'un soutien populaire absolument exceptionnel et qui ne se dément pas, voire se renforce, au fil de la confrontation avec le pouvoir. Alors que les blocages entravent la libre circulation, les actions ont été dans leur très grande majorité réalisées dans la bienveillance générale, au point que les médias ont été contraints, dans l'urgence, de se plier à l'événement.

- **Un pouvoir faible.** L'élection du président de la République n'a été qu'un vernis posé sur la crise de régime qui couvait depuis 2015 et qui éclate au grand jour. Le quasi-putsch médiatico-politique qui l'a porté au pouvoir s'est fait sur les décombres des partis politiques, pulvérisant tous les corps intermédiaires et toute opposition en fondant un parti fantomatique, incarnant l'oligarchie dans toute sa morgue, composant un parlement-croupion composé d'arrivistes caricaturaux. Son face-à-face avec le mouvement est d'autant plus périlleux que se lèvent également les municipalités des petites villes et, fait radicalement nouveau, que lui échappent peu à peu les forces de répression.

- **Une banlieue en sécession.** L'absence totale d'accompagnement de ce mouvement par les « quartiers » entourant toutes les grandes métropoles, et leurs « représentants » autoproclamés, est frappante. Elle semble aujourd'hui entériner le début de partition du pays sur des bases à la fois ethnico-religieuses et territoriales telle qu'elle se dessine depuis au moins vingt ans, et constitue l'objet d'un déni permanent dont la fin pourrait être à la fois brutale et rapide.

L'évolution du mouvement peut être découpée en trois phases

Ce découpage ne peut être, évidemment, que temporaire (aujourd'hui 5 décembre), mais il aide à dégager les dynamiques en cours et l'évolution de leur rapport de forces.

- **La montée en puissance se déroule de la fin octobre au samedi 17 novembre (première mobilisation).**

Le mouvement des « gilets jaunes » émerge peu à peu des « réseaux sociaux » électroniques, dégageant un mot d'ordre principal parti d'une pétition (le refus de l'augmentation de la taxe sur les carburants), un symbole de ralliement (le gilet de secours des automobilistes), un mode d'action (le blocage des routes) et un principe de fonctionnement (l'auto-organisation et l'absence de porte-parole). Les médias et toute la gauche (notamment M. Mélenchon et la CGT) l'assimilent immédiatement à l'extrême

droite et dénoncent la montée d'un péril fasciste. La réussite époustouflante des actions du 17 novembre, mobilisant sans doute bien plus de 500 000 personnes et avec le soutien de l'ensemble de la population, fait entrer le pays dans la crise.

- La deuxième phase, la marche à la normalisation, du 17 novembre jusqu'au mardi 4 décembre (recul du gouvernement)

Les « gilets jaunes » entrent dans la période de confrontation avec le gouvernement, multipliant et diversifiant leurs actions et faisant des samedis des points d'orgue. Les revendications explicites s'élargissent considérablement en articulant insécurité économique, politique et culturelle tandis que les violences en manifestation vont *crescendo*. Les médias et la gauche, surpris, abandonnent leur « antifascisme » pavlovien et s'adaptent immédiatement en appliquant le protocole rodé de traitement d'un mouvement social : les médias et le gouvernement, qui parie sur la pourriture, se focalisent sur les « casseurs », infiltrés par la gauche militante tandis que ses représentants officiels cherchent à réduire la multitude de mots d'ordre au seul « pouvoir d'achat ». Leurs tentatives d'instauration de porte-parole sont mises en échec par tout le mouvement. La première intervention de Macron passe totalement inaperçue et celle de son Premier ministre le 4 décembre est accueillie avec une indignation générale : après deux semaines de montée en puissance, le gouvernement ne recule que par de premières mesures dérisoires et passagères. Au grand dam des médias, le mouvement s'enracine et se durcit. Les émeutes urbaines du samedi 1^{er} décembre un peu partout en France provoquent une situation quasi-insurrectionnelle.

- Troisième phase depuis le 4 décembre : la généralisation et l'escalade

Le gouvernement est acculé, évoque l'intervention de l'armée — et le mouvement continue. Alors que le cadre répressif semble arrivé à bout (dispositif, matériel, fatigue des unités), les premiers « jeunes de banlieue » deviennent véritablement visibles lors des affrontements avec les CRS (casse gratuite, pillage, vandalisme...) et les violences devant des lycées en banlieue montrent la distance qui les sépare des gilets jaunes (absence de revendications, brutalité immédiate, incendies d'établissements scolaires, caillassages de pompiers, absence de mixité, etc.). Les étudiants commencent également à se mettre en branle, ainsi que les syndicats et d'autres corporations, chacun avançant ses propres revendications. Un mot d'ordre fédère : « Macron démission ! », qui est dorénavant hué à chacun de ses déplacements. La crise devient de ce fait institutionnelle : le pouvoir est pris dans une spirale de discrédit face à un mouvement qui se généralise et rassemble des secteurs de la société non seulement différents mais aux méthodes, aux visées et aux finalités fort divergentes.

Les causes fondamentales du mouvement des « gilets jaunes »

Ce mouvement trouve sa source dans la rupture d'un *modus vivendi* qui s'est progressivement mis en place au fil du XX^e siècle, dans l'exacte mesure du recul, puis de la fin du mouvement révolutionnaire : aux élites le pouvoir assuré de « gérer » le pays convenablement ; aux peuples la société de consommation et la tranquillité.

Mais la fin des révolutions et des grands conflits sociaux – Mai 68 en étant la toute dernière et poussive tentative – annonçait un affranchissement inédit, pour les couches dominantes occidentales, de tout lien contraignant avec des populations désormais assagies et converties à la paix sociale. La transformation des anciennes classes régnautes, contenues et obligées à une cohésion et une certaine cohérence, en oligarchies libérées de tout devoir et de toute tenue a provoqué une régression faite de déclasserment et d'ensauvagement. Tendanciellement, ni le niveau de vie ni la sécurité ne semblent plus assurés, ni même, fait radicalement nouveau, l'enracinement culturel.

Cette situation n'est pas propre à la France : elle est à l'origine de multiples réactions populaires depuis dix ans, baptisées « populismes », en Grèce, en Italie, en Hongrie, en Angleterre, aux USA, au Brésil, au Québec... Les « gilets jaunes » sont le sursaut français qui refuse de voir disparaître le seul monde connu et désiré, qu'incarne jusqu'au mythe la période des « Trente Glorieuses », de 1945 à 1975. Mais cet « âge d'or » fait de croissance continue, d'État providence, d'ascension sociale et d'identité collective était l'aboutissement de siècles de luttes et de combats acharnés du mouvement ouvrier, qu'il a indirectement entraîné dans sa disparition.

Ce grand chambardement auquel les « gilets jaunes » apportent, jusqu'à aujourd'hui, une contribution décisive, ne peut être un retour en arrière (vers le progrès !), résolument impossible d'une multitude de manières. Nous sommes en demeure de ré-élaborer un mouvement d'émancipation à l'échelle de décennies. C'est tout l'enjeu du mouvement actuel, au-delà de tout recul du gouvernement, de sa chute ou de l'instauration d'un nouveau pouvoir, aussi idéal apparaît-il.

Prendre au sérieux la démocratie directe

Parmi toutes les revendications entendues ou lues, celles qui concernent la participation des citoyens aux décisions politiques sont en réalité les seules importantes, puisqu'elles conditionnent et contiennent toutes les autres. Elles les dépassent de loin, et laissent derrière toute fascination pour la violence émeutièrre, insurrectionnaliste ou prétendument « révolutionnaire ». C'est à ce titre qu'elles sont systématiquement éludées.

Mais cette participation, quel qu'en soit le degré, n'est que poudre aux yeux si elle n'est pas enchâssée dans une repolitisation de la population sans autres moyens que les siens, par un réveil de cette passion pour la chose publique qui sous-tend toute véritable démocratie, la reconstitution d'une culture populaire qui reprenne les visées d'émancipation. Et ce processus ne se fera pas en quelques jours, ni en quelques mois, tant les questions à aborder sont aujourd'hui embrouillées, complexes et, pour certaines, d'une nouveauté absolue, et tant l'individu aujourd'hui produit par l'industrie du divertissement se trouve démuné face à l'incertitude.

C'est là que réside le véritable enjeu du mouvement actuel : reconstituer un corps politique, non pas le temps d'une lutte ponctuelle, mais inscrit dans un quotidien qui secréterait une auto-formation, une auto-éducation, à laquelle personne ne peut décemment se soustraire au vu des transformations à réaliser, aussi cruciales qu'inédites.

S'il est difficile d'imaginer une organisation démocratique d'un mouvement populaire dans la durée, les nombreuses expériences révolutionnaires du passé apportent des éléments de réponse :

- **Formation de groupes durables à l'échelle locale.** Ce sont eux qui permettent la resocialisation et la libération de la parole à laquelle nous assistons. Réunis régulièrement en assemblées, ils seraient capables d'analyser collectivement la situation, de délibérer et de décider de la marche à suivre, d'assurer la sécurité sur leur territoire et la gestion matérielle, notamment du ravitaillement si celui-ci venait à manquer.

- **Mise en place d'outils permettant l'information, l'expression et la délibération collective.** Ils permettraient d'exposer et de confronter toutes les opinions et tous les avis (journaux, blogs, ateliers), de diffuser des mots d'ordre, d'agir de concert, d'élargir le mouvement mais aussi d'élaborer progressivement une pensée politique qui lui soit propre. Il ne s'agit pas de chercher de nouvelles idéologies, encore moins de rafraîchir les anciennes, mais bien de démonter celles existantes pour faire vivre une réflexion populaire qui échapperait à tous les carcans.

- **Coordination nationale de toutes ces unités locales.** Sur des principes de démocratie directe (élections puis tirage au sort, mandats tournants, impératifs et révocables) des délégués sont désignés auprès d'assemblées à plus grande échelle (circonscription ou département)¹. Il ne s'agit certainement pas de nommer des représentants pour vaquer ensuite à ses petites affaires mais de parvenir à articuler une ou des paroles collectives formulées et contrôlées par les groupes locaux.

Une telle organisation, structurée dans la durée, pourrait être en capacité de créer la fermentation nécessaire à un changement radical de société. Celui-ci ne saurait être chaos ou autoritarisme, les deux s'engendrant mutuellement, mais bien mûrissement lent et obstiné cristallisant les bases d'une nouvelle civilisation, aussi étrangère au fatalisme qu'au millénarisme.

Les embûches, les chausse-trappes et les pièges sont nombreux sur ce chemin abrupt, mais il est le seul existant. Le mouvement actuel semble le chercher confusément et ce n'est qu'en s'y engageant qu'il peut signifier le début d'une nouvelle ère historique et non l'accélération de la décomposition en cours.

Lieux communs
5 – 6 décembre 2018

1 Voir le tract du 28 novembre émanant du site « Les amis de Bartleby » : « **Macron démission !** Oui, et après ?, repris sur notre site le 29.

« Une révolution sans révolutionnaires » ?

Émission de Radio Libertaire enregistrée le 5 décembre

Cyrille : Nous sommes le 5 décembre et nous allons parler d'actualité, même si les choses changent très vite. C'est une émission enregistrée consacrée aux « Gilets jaunes » avec Quentin de *Lieux Communs*, que l'on invite assez souvent pour organiser des débats. Je lui laisse la parole, il y aura aussi Daman qui va intervenir.

L'originalité de la situation provoquée par les gilets jaunes

Quentin : Bonsoir à tous. Nous sommes donc le 5 décembre, la date est importante parce que les choses évoluent effectivement rapidement. On va essayer de faire le point sur la situation. L'émission va se dérouler sous la forme de discussion – parce qu'il n'y a pas de thèses particulières à présenter – et on verra les différents points de vue, les contradictions qui émergent. Quelques mots d'introduction.

Je voulais essayer de cadrer un peu la discussion en dégagant les points originaux de la situation. Nous vivons en France depuis trois semaines une situation qui est très particulière : en quoi est-elle très particulière ? Je vais formuler quatre ou cinq points qu'il me semble important de préciser.

Le premier est assez évident : on voit le surgissement d'un mouvement en provenance d'une population qui, jusqu'ici était sous-représentée, dans les médias, dans les syndicats, dans les partis, dans toutes les institutions. C'est la France qu'on dit « périphérique », péri-urbaine, relativement rurale, la France des oubliés, la France des « beaufs », de Johnny, de Patrick Sébastien, et dont on entend rarement parler depuis vingt ou trente ans. Elle surgit là, avec les « Gilets jaunes » : les points de blocage, les lieux de mobilisation, les types de revendications, sont assez clairs.

Deuxième point qui renforce cette originalité : c'est un mouvement auto-organisé. Il part de ce « désert français » et ne s'appuie donc sur aucun cadre, ni politique, ni syndical, ni associatif, ni idéologique et cela le rend extrêmement intéressant. Ces gens se sont donc auto-organisés, *via* les « réseaux sociaux » – essentiellement *Facebook*, très peu *Twitter* de ce que j'en sais. C'est donc une auto-organisation pratique improvisée au début, mais par la suite elle s'est affirmée ; il y a aujourd'hui un réel refus de l'organisation telle qu'on la connaît, avec des hiérarchies, des représentants, etc. Cela conduit à des revendications de démocratie directe extrêmement intéressantes parce qu'on ne les a presque jamais entendues en France jusqu'à maintenant.

Troisième point : une adhésion populaire exceptionnelle. L'opinion publique est très favorable au mouvement, on a parlé de 70 à 85 % de soutiens d'après les sondages, mais les sondages ne sont que ce qu'ils sont. Ce que l'on voit dans les médias et ce que rapportent les gilets jaunes eux-mêmes, les automobilistes y sont très favorables dans leur immense majorité. Il y a des frictions, des tensions, des accidents, même, mais le soutien reste presque sans faille. Et même les épisodes de violences ne sont pas au discrédit du mouvement ; le soutien perdure quoi qu'il arrive.

Quatrième point : le pouvoir est faible. Le président Macron est issu d'un quasi-putsch

institutionnel, *médiatico-politique*, mené il y a un an et demi. Alors que F. Fillon était en voie de remporter l'élection, que M. Le Pen était depuis longtemps la favorite, on a eu un Macron, sorti de nulle part, porté par les médias, qui est l'enfant de l'oligarchie et qui est venu rafler la mise à travers un parti fantomatique qui n'existe pas en réalité, c'est une espèce de nébuleuse. Il se retrouve aujourd'hui tout seul, sans réelle opposition et avec un parlement-croupion, c'est-à-dire des parlementaires qui sont derrière lui mais qui n'ont aucun contenu, aucune contenance, des technocrates, des arrivistes, très jeunes pour la plupart, effectivement issus de [l'élite montante de] la société civile, ils s'en vantaient, mais totalement carriéristes et pour la plupart incompetents. Et tout cela contraste violemment avec le public des gilets jaunes. Macron est hautain, arrogant, c'est comme ça qu'il est perçu, et qu'il se trouve aujourd'hui en face-à-face avec le mouvement. Il n'y a plus de corps intermédiaires entre un mouvement nu, auto-organisé et populaire, profondément enraciné, et sa personne – d'où les slogans « *Macron démission !* ». Il cristallise énormément de haine. [A cela se rajoute la défection des petits maires en région et, bien sûr, la lassitude des forces de l'ordre.]

Cinquième et dernier point original de la situation, en tout cas qui pèse sur le contexte, c'est la banlieue qui semble commencer à se mobiliser à travers les lycées. Pour l'instant en banlieue on a une grande distance vis-à-vis des gilets jaunes, en tout cas la jonction n'est pas faite du tout et il est possible qu'elle se fasse. La grande question est : selon quelles modalités peut-il y avoir une rencontre entre le monde de la banlieue et le monde des gilets jaunes ?

Voilà, c'était quelques points qui me semblaient importants à poser en début de débat.

La question écologique

C : Très bien. Alors le premier point que je voudrais aborder c'est la question de l'augmentation des taxes sur le diesel, même si cela paraît anecdotique maintenant. Les mots d'ordre ont beaucoup évolué mais au départ, c'était cette augmentation qui en plus était présentée de manière assez hypocrite comme une mesure *écologique*. Une phrase a été prononcée : il y a des gens qui se battent « *contre la fin du monde* », les autres « *pour leur fin de mois* »... Alors vu sous l'angle de l'écologie, on a du mal à s'extasier devant les mots d'ordre, le fait de rouler au Diesel... Après il y a aussi cette division entre ruralité et ville qui peut ressurgir. Comment perçoit-on ça ? Bien sûr c'était l'étincelle qui a fait partir le mouvement mais c'est vrai que lorsqu'on a du mal à boucler la fin du mois et qu'on nous dit qu'il faut quand même faire un effort sur l'écologie et que cela vient des gens qui méprisent complètement cette population-là, ça peut effectivement cristalliser un mouvement. D'ailleurs il y avait juste avant l'étonnement du pouvoir sur les oppositions aux limitations des routes à 80 km/h. Pour les citadins comme moi qui n'ont pas de voiture, cela paraît du bon sens, pour éviter les accidents, mais cela a été vu comme du mépris lancé par un pouvoir centralisé et autoritaire et avait été à l'origine de réactions importantes pour quelque chose qui paraissait anecdotique.

Daman : C'est vrai que le mouvement est parti sur cette base-là mais très rapidement, au bout de la première semaine, on avait complètement dépassé ça et on était déjà plus sur le pouvoir d'achat, la vie chère, les salaires bas, l'opulence des riches et leur indécence. Très vite cette question-là a été dépassée. Sur l'écologie, de ce que j'ai vu et discuté, on a l'impression d'une opposition entre une France péri-urbaine, rurale et

foncièrement contre l'écologie et qui manifesterait de manière droitière son droit à polluer, alors qu'en réalité les gens sont sensibles à la question écologique mais ils portaient la question sur des aspects pratiques du quotidien ; pouvoir emmener leurs enfants au cinéma, faire leurs courses, etc. et ça ce sont des questions éminemment politiques ; pouvoir remplir son frigo, pouvoir manger, payer son loyer, etc.

Q : Il y a une vraie colère, une rage qui s'exprime notamment dans les rues sous forme d'affrontements violents. On ne sait pas comment va se dérouler la manif de samedi prochain, le 8 décembre, mais on a là quelque chose de viscéral qui s'exprime.

Avant d'en venir à l'écologie, j'ai envie de dire quelque chose sur l'origine de la colère. Les gens que l'on voit se mobiliser, ce sont des gens qui jouent le jeu du système, de manière très objective : ils jouent le jeu des crédits, de la propriété, des enfants, du travail, du salariat, de la société de loisirs... Ils croient aux promesses de la société actuelle, au modèle qu'elle propose. C'est discutable, mais c'est comme ça. Et ils sont extrêmement déçus parce que quelque chose est en train de changer. Qu'est-ce qui change ? Je crois qu'il y a une rupture du contrat social entre les élites et le peuple. En gros : depuis la fin des mouvements révolutionnaires en France, on va dire entre le début et le milieu du XX^e siècle, une sorte de contrat s'était établi : une passivité politique de la part du peuple en échange de la société de consommation, de l'élévation du niveau de vie et de la sécurité physique. Et ce contrat est rompu à l'initiative des élites, qui reprennent du poil de la bête du fait de l'affaissement des mouvements d'émancipation, provoquent l'augmentation des inégalités, décuplent les prélèvements, les délocalisations, la précarisation, la désertification. Et ces populations, qui ont cru à ce contrat, et à raison pendant des décennies, sont en train de réaliser qu'il est rompu : les élites ne tiennent plus leurs promesses. Et eux sont soumis à un déclassement, une sensation ou un début réel de déclassement. Pas une réelle paupérisation pour la plupart, mais un tassement du niveau de vie, voire un début de recul. C'est donc un mouvement qui vient de loin, de très loin. Il va falloir réinventer un autre contrat que celui-là. Alors bien sûr, l'oligarchie justifie son pillage par l'écologie mais le tragique est qu'elle a en partie raison... Du point de vue écologique, il est *inévitabile* que nous consommions de moins en moins, notamment de l'essence. Si l'on s'y oppose, là le chantage est évident, c'est que vous n'êtes pas écologique, vous ne pensez qu'à votre confort et vous négligez le sort de la planète. Le chantage est odieux.

La seule manière dont on peut s'en sortir à mon avis est de dire qu'*il n'est pas possible de mener une politique écologique en situation d'injustice sociale*. À partir du moment où il y a une différence énorme et croissante entre les couches sociales, c'est-à-dire une élite hyper-consommatrice qui incarne le modèle de la société et un appauvrissement en bas, on ne peut pas parler d'écologie. Dans ce contexte, il est impossible de demander aux gens qui ont de moins en moins de se serrer la ceinture, même pour de bonnes raisons alors qu'il y a un enrichissement effréné en haut. Ça, c'est un discours qu'on entend peu chez les écologistes [sauf depuis trois semaines]. Tantôt ils sont d'accord avec les gilets jaunes parce que ce sont des gens de gauche et qu'ils compatissent avec la souffrance, tantôt ils se taisent ou ruent en disant : « *Oui mais quand même l'écologie* »... Ça me paraît une faille extraordinaire dans le discours écolo depuis vingt ou trente ans : la dissociation entre la question sociale et la question écologique. Alors que l'articulation me semble évidente : si on doit moins consommer, s'il doit y avoir austérité, et il va y avoir austérité dans les décennies qui viennent d'une manière ou d'une autre, il faut que ce soit dans l'égalité, une relative égalité.

Et les premiers à montrer l'exemple doivent être les plus hautes couches de la société, évidemment. C'est un discours que je n'entends jamais et c'est très dommageable parce qu'on est en train de rater un coche. Tu as raison, Daman, le mouvement a beaucoup évolué, l'éventail des revendications s'est considérablement élargi, mais il est en train de se resserrer autour du pouvoir d'achat. Et notamment à cause de la récupération par la gauche, la *France Insoumise* et peut-être bientôt les syndicats. Et là on aura raté l'occasion de poser la question de l'inégalité sociale du point de vue de l'écologie.

C : Si je résume un peu : s'il y a une écologie possible, elle doit commencer par le dessus... Personnellement, si je me fie à quelques retours, venant des réseaux sociaux, de ma famille, etc. – parce qu'on en a peu parlé mais à Paris on n'y participe pas, on est plutôt spectateur – le discours est plutôt une réaction contre la culpabilité : « *j'ai acheté du diesel parce que pendant dix ans on m'a dit de le faire, c'était mieux même du point de vue écologique, et maintenant c'est encore à moi de payer, encore et encore* »... Dans les campagnes on a fermé les gares, les lignes d'autocar, c'est un non-sens, alors qu'en ville on a toutes les infrastructures de transport, des bus, du métro.

Q : Bien sûr, c'est la partie de la population la plus dépendante de l'essence, du moins directement. Cette question de l'écologie est terrible parce qu'aujourd'hui on voit bien que l'oligarchie s'en sert pour justifier son pillage et considère qu'une partie de la population qui travaille et joue le jeu du modèle dominant devient la poule aux œufs d'or, c'est celle que l'on taxe le plus et c'est cette injustice que soulèvent les gilets jaunes.

D : Ça me fait penser à une revendication : « Plutôt que d'augmenter les frais de chauffage, aidez-nous à changer les fenêtres et à isoler nos habitations ». C'est du bon sens...

Q : Bien sûr, ou taxer le kérosène ou le carburant des entreprises, etc. On voit bien que la politique suivie n'est pas du tout écologique, ce n'est plus devenu qu'un prétexte. C'est absolument odieux, c'est une manipulation. Et j'entends très peu d'écologistes s'insurger de ça, alors qu'ils sont au premier plan et que c'est totalement odieux d'instrumentaliser la destruction des écosystèmes et l'épuisement des ressources pour justifier la domination sociale. C'est terrible.

C : Les discours sont aussi très caricaturaux : on entend que les gilets jaunes sont cons, qu'ils sont pour le diesel... Sur une interview de BFM, un gilet jaune défendait le diesel avec des arguments implacables en disant : « *Vous poussez à la fabrication de voitures électriques qui sont beaucoup plus polluantes, tout en poussant à la sortie du nucléaire, mais si tout le monde se met à la voiture électrique, c'est trois centrales en plus* »... Quelle est la cohérence de ce gouvernement ? Ce sont des messages contradictoires. On peut dire que la voiture c'est fini, mais ce n'est pas possible sur le terrain. On peut penser à des alternatives, mais il n'y en a pas beaucoup. L'augmentation des taxes sur le diesel, c'est vraiment le pansement sur une jambe de bois. Après on va augmenter l'essence ? et quoi ? Les gens vont se mettre au vélo du jour au lendemain ? Il n'y a aucune logique.

D : On a aussi l'impression qu'on a presque vingt ans de politiques de non-sens dans les zones rurales : fermeture des petites lignes, augmentation du prix du train par la généralisation du TGV, etc. J'ai l'impression que là nous pêtent à la gueule des années de politique anti-écologique.

Q : Je pense que c'est même bien plus que ça. L'indécence très profonde de la situation est due au fait qu'on se heurte à un mur, celui de l'écologie. C'est-à-dire que le modèle proposé, la société de consommation, l'augmentation continue du niveau de vie, est *intenable* écologiquement. C'est une limite *externe* à la société : on ne peut pas décider qu'il y a plus ou moins de pétrole. Il y en a de moins en moins et la consommation d'énergies carbonées ne cesse d'augmenter et cela provoque un bouleversement climatique. Nous arrivons au bout d'un système et il n'y a pas de solution *a priori*. Nous sommes la civilisation de la bagnole, cela fait une centaine d'années que c'est le symbole de la virilité, de l'énergie, de l'indépendance, de la réussite sociale, et aujourd'hui on cherche à en sortir : c'est extrêmement difficile.

Et la transition énergétique ou écologique qu'on nous vend est une imposture : elle n'est pas possible. Il faudra qu'on passe par une réduction de la consommation, de toute manière, *quoi qu'il se passe*. Et cette réduction de la consommation générale – de l'énergie, des objets, etc. – n'est acceptable que dans une situation d'égalité sociale ou de relative égalité. Moi je milite pour une égalité des revenus : on peut considérer que c'est radical, mais je vois mal l'instauration d'une austérité, en langage écolo on dit « *sobriété* », dans cette situation d'inégalité croissante.

Seconde chose : effectivement, il n'y a pas de solution, les voitures électriques sont une absurdité, les batteries fonctionnent au lithium, contiennent des produits très polluants, nécessitant des terres rares qu'il faut trouver, c'est toute une machinerie industrielle qu'il faut alimenter, bref, ce n'est pas *du tout* écologique. Il n'y a donc pas de solution *a priori*. La sortie de l'impasse écologique dans laquelle la civilisation occidentale – la *civilisation* ! – est engagée, ne se trouvera qu'à travers un bouleversement *immense*. Et ce bouleversement peut se faire de manière autoritaire, c'est le pire des scénarios, ou de manière égalitaire, et les gilets jaunes montrent peut-être le début de cette deuxième option : la transformation de la société prenant en compte les contraintes écologiques et cherchant des solutions à ça. C'est très complexe, on ne va pas traiter de ça ce soir, mais ce que j'attendrais du mouvement en cours – et ce n'est pas la direction qu'il est en train de prendre, ce qui m'inquiète – c'est qu'il arrive à poser ce genre de choses. Aujourd'hui, les gilets jaunes ne semblent plus parler que de pouvoir d'achat, mais c'est encore un mouvement extrêmement ouvert, hétéroclite et démocratique et l'intérêt serait qu'il puisse avoir, à l'intérieur de lui-même, ce genre de débat qu'on a ce soir. Et arriver à réinventer par la base une société qui conjugue égalité sociale et tactique énergétique. Mais il n'existe aucune solution *a priori*. Mélenchon n'a pas la solution, Le Pen non plus, Trump non plus, ni Salvini, ni qui que ce soit...

Des précédents du mouvement des gilets jaunes ?

C : Ce ne sont que des récupérations politiques... Je vous propose qu'on sorte de ce thème-là pour aborder le deuxième. On a parlé du changement des revendications, de plus en plus orientées vers le pouvoir d'achat, et même le terme est piégeux on ne parle plus de hausse des salaires, et on est encore dans la consommation. Cela amène peu de perspectives, révolutionnaires, en tout cas. Beaucoup de gens essaient de comparer ce mouvement-là à d'autres, mais il est assez incomparable. Au début on comparait les gilets jaunes aux « bonnets rouges » quant aux revendications, mais là ce n'est pas du

tout localisé, ce ne sont pas les patrons qui mènent la danse, ce n'est pas aussi droitiste. On a comparé à des mouvements à l'étranger : on a parlé de populisme, relativement aux catégories de populations concernées...

Moi ça me fait penser à l'Ukraine, même si c'est très différent. Le mouvement Maïdan en 2015 a commencé comme une mini guerre civile autour du parlement et s'est terminé par des assemblées de quartier. J'ai enregistré une émission précédemment sur le thème, donc on va en parler ultérieurement ici. Il y a cette défiance vis-à-vis du pouvoir, qui perdure : il y a sans cesse de nouveaux partis qui arrivent mais sans dépasser les 10 %. c'est une espèce de nébuleuse qui cherche une solution. C'est aussi un mouvement qui est parti de leur demande d'adhésion à l'UE, et s'est complètement élargi par la suite. Il y a aussi beaucoup de différences, par exemple, l'auto-organisation, l'assemblée y était vraiment important alors qu'avec les gilets jaunes, on dirait que la priorité était vraiment donnée aux actions. Donc en gros : à quoi se référer, à quoi comparer les gilets jaunes ?

Q : C'est difficile comme question. Un mouvement auto-organisé à ce point, et qui tient à son indépendance à ce point, c'est extrêmement rare. On compare les gilets jaunes au mouvement cinq étoiles en Italie, mais très rapidement le mouvement, plutôt poujadiste, s'est fait encadré par le parti, et l'a mené au pouvoir. Ce n'est pas, à l'heure qu'il est, la direction que prend le mouvement des gilets jaunes... On peut essayer de comparer à Mai 68, mais il s'est produit à l'époque une sorte de révolution à l'envers : tout a commencé par les étudiants avec des mots d'ordre très généraux ; « changer la vie », changer la société, les relations entre les gens... et tout cela a fini, avec les accords de Grenelle – qui passent pour une réussite, de manière totalement irrationnelle – par une discussion pour quelques pourcentages d'augmentation, les congés payés, etc. Nous, nous vivons plutôt une « révolution dans le bon sens » : ça commence par contester une taxe sur l'essence, on parle donc chiffres, et aujourd'hui on discute de questions extrêmement intéressantes, larges et contradictoires, qui traversent largement les partis politiques.

On se retrouve avec des revendications de tous les partis politiques, mélangées, de droite, de gauche, d'extrême gauche, d'extrême droite et qui semblent contradictoires, du moins *a priori* selon la grille de lecture habituelle. Un des enjeux du mouvement, pour moi, serait d'arriver à redécouper le paysage idéologique à travers des débats, des discussions, sur le moyen terme, à reposer des choses nouvelles. Si j'avais une comparaison à faire, ce serait plutôt en me référant aux alentours du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier qui repose alors la question de l'égalité et de la liberté sur le terrain économique et social, c'est-à-dire qui reprend les idéaux de la Révolution française et parvient à les remanier et à les faire entendre d'une manière différente. Ce n'est plus l'égalité très formelle de la République, mais l'égalité sociale, *réelle*, entre les gens. Bien sûr, aujourd'hui on en est très loin, je vous fais part d'un rêve, mais il me semble que l'enjeu des gilets jaunes c'est ça : arriver à changer *de* monde, non pas *le* monde, mais le cadre dans lequel on pense les choses. Ne plus penser en termes d'opposition, par exemple, entre le pouvoir d'achat et l'écologie, ou entre le progressisme et le conservatisme. En réclamant une Constituante, le mouvement est progressiste, mais en réclamant la fermeture des frontières, il est plutôt conservateur. Il y a là un enjeu fondamental que l'on n'a pas vu, j'ai l'impression, dans la France du XX^e siècle.

Sur les revendications

C : Dans le discours des gilets jaunes, il y a une chose qui nous parle à nous, libertaires, c'est la *quotidienneté*. Les gens parlent de leur quotidien, alors que dans la vulgate gauchiste ou partisane, c'était plutôt des directions globales. Ils parlent de leur fin de mois, d'eux-mêmes, et dénoncent une injustice. Alors il y a des choses qui peuvent paraître réacs, par exemple lorsqu'on entend : « *moi je travaille 24 h/24 et j'ai une vie encore plus merdique que celui qui touche le RSA dans sa cité* »... Ça c'est des discours que la gauche n'est pas prête à entendre, elle s'est défendue pour les minimas sociaux pour sauver des gens de la paupérisation et personne ne veut régresser. Et les revendications sont souvent mal perçues à gauche à cause de ça, il y a une mauvaise compréhension... Comme la revendication de la « fin de l'assistanat », c'est très dur à entendre, même pour moi : qu'est-ce qu'on entend par assistanat ? Si on veut renvoyer la balle, l'agriculture est très assistée, par la PAC, etc. Il y a beaucoup de mots d'ordre qui font changer le paradigme qu'on a habituellement, qui nous font entrer dans un autre univers. C'est clair qu'il y aura un changement des discours politiques en France suite à ce mouvement-là.

D : C'est ce qui est intéressant, ils dépassent tout en disant : « *On ne veut plus des miettes !* ». C'est fini, on ne veut plus des allocations, etc., on veut vivre dignement de notre travail. Et on ne veut plus que les riches échappent à ça. Ils mettent radicalement sur la place publique la question des inégalités.

C : La question c'est aussi comment tu interprètes « *la fin de l'assistanat* »... On peut l'entendre : « *je ne veux plus bosser, moi, pour donner des miettes aux autres* »... C'est dans les deux sens, ça peut vouloir dire que les autres doivent aussi se mettre à bosser vraiment ou alors crever la dalle. Et ça, qu'est-ce que ça signifie ? C'est intéressant au niveau philosophique, mais c'est vraiment un *clash* politique, pour le coup. Là, il y a vraiment une contradiction si on veut allier les banlieues à ce mouvement, il y aura vraiment des discussions très tendues au sein des assemblées... Je pense qu'il y aurait deux univers qui se rencontreraient et qui ne se connaissent pas. Quand on entend les deux discours des uns sur les autres, c'est vraiment des caricatures... Il y a vraiment des dissensions politiques au sein de ces deux positions.

D : Complètement. Mais de la part de gens qui ne se sont pas politisés pendant vingt ou trente ans, peut-être que le fait de se rencontrer autour de péages, de ronds-points, etc. peut-être réalisent-ils qu'ils vivent la même chose ? Les revendications changent alors peut-être et sur ce péage-là, peut-être qu'on n'a pas tous la même origine, la même situation, et que le rapport n'est pas le même à l'assistanat. Ça peut amener un changement de paradigme.

C : C'est sûr, ça rejoint l'introduction de Quentin : ce sont des gens qui croyaient au système, qui étaient dans une lutte individuelle et qui se rendent compte que ça ne suffit pas. Ça peut amener de bonnes choses, mais ils pourraient aussi se retrouver tous unis contre d'autres personnes, ça peut aussi tourner comme ça...

Q : Il me semble qu'il y a deux vraies questions. La première est celle effectivement de la repolitisation de ces populations-là, et c'est la direction qu'elles semblent prendre : elles rentrent sur le terrain inconnu pour elles de la politique pratique, entre pratique et réflexion.

Pour l'instant, ils tirent un peu tous azimuts, à partir de ce qu'ils ont, de ce qu'ils sont. Et c'est l'enjeu de ce mouvement : qu'ils arrivent à adopter une organisation interne, une démocratie directe. Non pas pour dialoguer avec le gouvernement – je trouve très bien leur position de refus – mais pour arriver à créer une réflexion entre eux, à multiplier les échanges, à créer, je ne sais pas, un journal, des sites internet, etc., pour avoir des discussions à propos de tout ça et pour, tu as tout à fait raison, changer de paradigme politique. Ça me semble central. Mais ce n'est vraiment pas leur direction. De ce que j'en vois, ils me semblent en rester au niveau informel. Mais ce n'est qu'une impression de loin ; je suis parisien, je suis un peu les réseaux sociaux, mais *Facebook* est un déversoir à tout et n'importe quoi, c'est d'ailleurs un peu inquiétant. Donc pour moi l'enjeu serait d'instituer un mouvement de long terme, sur des mois et des années pour que se reconstitue une politique populaire, un courant populaire, un corps politique français qui arrive à poser d'autres alternatives que celles que l'on connaît, de la politique politicarde.

À propos des réseaux sociaux

C : On n'a pas vraiment répondu à la question : à quoi ce mouvement ressemble ? Alors toi qui suis ça plus précisément, y a-t-il des assemblées générales ? On n'en entend pas parler dans les médias, on a l'impression qu'il n'y a que des blocages de gens un peu bizarres, avec une communication par les réseaux sociaux, on ne peut pas y échapper, malheureusement. Ça, ça a été un peu critiqué, dans nos milieux : une organisation un peu autoritaire basée sur l'action... Comment tu vois ça ? Y a-t-il des assemblées ? En quoi c'est différent d'autres mouvements ?

Q : Je ne le connais pas assez pour y répondre. Il y a nécessairement des réunions, au minimum, pour s'entendre lorsque les gens font connaissance. Parce que c'est un mouvement constitué d'inconnus, de gens qui ne se connaissaient pas avant, il a pu y avoir des groupes d'amis, mais la plupart ne se sont rencontrés qu'il y a trois semaines. Donc c'est extrêmement nouveau. Un des enjeux est de parvenir à reconstituer une socialité à la base, qui a disparu au fil des décennies, et les réseaux sociaux prennent la place de cette socialité. C'est un des grands problèmes du mouvement d'ailleurs. J'ai édité un texte hier sur le sujet, sur « *Le piège des réseaux sociaux* »¹, qui ont de multiples désavantages dont un, et pas des moindres, est qu'ils sont très fragiles : le jour où le pouvoir veut saboter les groupes *Facebook*, ce n'est pas difficile à faire, et par l'entrisme, et techniquement.

C : Il y a la mauvaise expérience de la place Tahrir où trois jours après que les réseaux sociaux aient sauté, la place s'est vidée. C'était la fin des luttes en Égypte, lorsqu'ils ont coupé internet. C'est un aveu d'échec, ils n'ont pas réussi à faire plus que ça.

Q : Je ne connaissais pas... Pour répondre à ta question : y a-t-il des assemblées ? Oui, de ce que je vois, il y a des assemblées mais comme ce n'est pas spectaculaire du tout à la télévision, ça ne passe pas, des gens qui discutent... Mais on en entend aussi très peu parler sur *Facebook*, de ce que j'en sais. Et les bruits qui en parviennent dénotent quelque chose de difficile à réaliser : les gens auraient beaucoup de mal à se regrouper physiquement à la base. Et c'est normal : des assemblées de quelques dizaines ou centaines de personnes, qui se connaissent mal, on ne sait pas qui est flic, qui est d'où, qui fait quoi, ce n'est pas simple à

1 Cf. *supra*, p. 16.

organiser... Parvenir à structurer un mouvement avec des délégués de confiance selon les principes de la démocratie directe, par tirages au sort, mandats révocables, etc. c'est extrêmement difficile à faire mais c'est tout l'enjeu, qui est anthropologique.

D : Je voulais réagir à propos des réseaux sociaux. Lorsqu'il y a des « Facebook live », qui filment en direct une manifestation ou une assemblée générale, les flics parviennent à couper les ondes, ça c'est une réalité. Alors que la pratique fédère beaucoup : on passe à 5 000, 6 000 personnes qui suivent le direct en 10 min. Le pouvoir réagit, donc. Les appels qui réunissent plus 15 000 personnes pour ce samedi ont été supprimés, donc ils se recréent, chaque heure.

Par ailleurs, je voulais lire trois lignes d'un appel qui me semblait très intéressant, celui de Commercy, en [Meuse], où ils ont créé des assemblées populaires :

« Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance. »¹

Ce genre de comités, il s'en crée un peu partout, alors c'est difficile de savoir comment ça se passe, ce qui en sort, mais je pense que la dynamique est enclenchée.

Q : Il faut espérer... Parce que là, depuis quelques jours, j'ai l'impression que les paroles rapportées des gilets jaunes se gauchissent, elles deviennent de plus en plus « mélanchon-compatibles » : on parle de plus en plus de pouvoir d'achat. Alors je ne sais pas si c'est un effet, un filtre des médias ou si c'est une réalité de la base.

Les gilets jaunes et la banlieue

Q : Je voudrais revenir à la deuxième question de tout à l'heure. S'il y a réellement échanges à la base, ils vont être très difficiles sur le fond, intellectuellement. Parce qu'il faudra arriver à réinventer un discours politique. Et ça, ce n'est pas simple du tout parce que les classes supérieures sont habituées à réfléchir en termes de gauche/droite et notamment à prendre l'extrême droite comme le repoussoir *absolu*. Cela fait que, depuis vingt ans, si on récapitule, toutes les élections se sont déroulées à travers le refus de Le Pen, depuis au moins 2002, Macron en étant le dernier avatar. Et la question de l'extrême droite, comme les questions des migrants, de l'immigration, des banlieues, de l'islam vont devoir être traitées de front. Et plus on repousse l'échéance, plus ce sera douloureux. Ça l'est déjà aujourd'hui, mais ça le sera plus encore dans dix ans... Tu évoquais tout à l'heure l'opposition à l'assistanat. Moi j'entends dans cette revendication la valeur-travail bien sûr mais aussi, et c'est assez clair venant des gilets jaunes, un refus de la priorité donnée à la banlieue par les médias [et les politiques publiques] depuis trente ans. On sait que la banlieue est un puits sans fond : les « politiques de la ville » s'enchaînent, on doit être au dixième « plan banlieue » et c'est de l'eau jetée dans du sable, ça ne sert à rien. Il y a un problème *réel* en banlieue et qui se pose de multiples manières. Et notamment, ça ne se dit pas officiellement chez les gilets

1 Voir « Appel des gilets jaunes de Commercy à des assemblées populaires partout », du 2 décembre. On lira également un appel précédent, du 21 novembre : « Gilets jaunes : Appel à la tenue d'assemblées », par les gilets jaunes de la zone portuaire de Saint-Nazaire. Textes disponibles sur notre site.

jaunes mais c'est présent, c'est le sentiment d'*insécurité culturelle*. Il y a une sécession musulmane à l'intérieur du pays qui est extrêmement inquiétante. On peut parler, on doit parler de convergence entre les gilets jaunes et la banlieue, mais ce sont deux mondes extrêmement différents. Il y a vingt ans le problème se posait différemment, et dans vingt ans, ce sera encore différent... bien pire à mon avis... Aujourd'hui il est, au mieux, *très problématique*. On voit que le mouvement des gilets jaunes ne concerne pas du tout la banlieue, alors que des gens y rencontrent les mêmes problèmes. Il y a un vrai clivage entre le monde péri-urbain des gilets jaunes, les grandes villes et les banlieues. Et ce sont ces questions-là qu'il va falloir discuter parce que ce sont de vrais problèmes. On ne peut plus s'en tenir, nous libéraux, aux discours gauchistes : « *non il n'y a pas de problème, ni avec l'immigration, ni avec l'islam, ni avec les banlieues* »... On ne peut plus le tenir. Il faudrait arriver à l'aborder. Et il me semble que les gilets jaunes, mouvement spontané, auto-organisé, ouvert quant au fond et quant à la forme, peut être un moyen de l'aborder. Ce n'est pas un mouvement identitaire, du moins je ne l'ai pas vu et...

D : ... de quelle manière ? Parce que je ne vois pas trop comment l'aborder...

Q : Il y a moyen parce que les gilets jaunes, en un sens, réveillent la question sociale, la question de l'égalité entre les gens. Alors que jusqu'ici, depuis vingt-trente ans, la question sociale passait derrière la question *ethnico-religieuse*. C'est-à-dire que les pauvres étaient représentés par des gens issus de l'immigration. On vantait la diversité, une société métissée, le multiculturalisme, etc. alors que les gilets jaunes sont essentiellement blancs – même s'il y a des gens issus de l'immigration à l'intérieur, notamment des porte-parole [autoproclamés]. Il y a une coupure réelle entre la France vantée par l'élite – métissée, multiculturelle, ouverte à l'islam – et la France, au fond, qui demande une réelle égalité entre les gens.

D : On avait pourtant l'impression d'une convergence samedi dernier [le 1^{er} décembre] avec le « comité Adama », essentiellement musulman, qui vient de banlieue... Alors c'est peut-être une convergence construite, pour faire des *selfies* dans la manif, je ne veux pas mettre ça de côté, mais il y a eu un très bel accueil de la part des Gilets jaunes et on avait l'impression que tout ça fusionnait dans le refus de la pauvreté, de la relégation, que ce soit en banlieue ou dans le périurbain.

C : Je ne suis pas allé à la manifestation, mais ça a été visiblement une catastrophe pour le pouvoir... Après deux samedis plutôt violents, ils avaient autorisé les Champs-Élysées et ça a été une catastrophe en termes de CRS blessés, de dégradations du « mobilier urbain » comme disent les journalistes, avec le point d'orgue de l'Arc de Triomphe, repris six fois, si l'on en croit Castaner, par les manifestants. Donc une espèce de bataille de 9 h du matin à la tombée de la nuit... Et là on a vu un retournement de la gauche, plutôt absente, qui avait décidé de s'y rallier. Il y avait deux discours contradictoires à la « *France Insoumise* » : l'un disait qu'il ne faut pas laisser la place aux fascistes, l'autre qu'il n'y avait pas de fascistes dans cette manif. Mais les deux partent du principe qu'on ne peut pas être pauvre et fasciste... et qu'est-ce que c'est que le *fascisme* ?...

Q : ... Eh oui ! C'est vraiment ça, la question...

C : ... parce qu'on peut facilement se retrouver dans cette catégorie, c'est vraiment pour discréditer les opposants politiques... Il suffit de vouloir discuter de l'immigration pour se faire traiter de fasciste... Ou si on attaque la mauvaise religion, par

exemple... Alors le « comité Adama », on peut leur reconnaître, sont les seuls qui ont vraiment voulu manifester [en partant de St-Lazare pour les rejoindre ensuite], mais sinon personne ne voulait se mouiller... Les partis trotskystes suivaient mais pour les radicaux, il ne fallait y aller que pour combattre le fascisme. Pas mal d'antifas y sont allés pour « casser du facho », et là pour moi, c'est l'adhésion zéro à la manif... Il vaut mieux ne pas y aller. En tout cas pour moi, ce n'est pas ça une participation active à une manifestation...

Q : Non mais là on est dans le délire « antifasciste », qui invente le fascisme pour exister là où il n'y en a pas...

D : Il y en a, à l'intérieur...

Q : Ce sont des groupuscules absolument insignifiants : des royalistes, des catholiques intégristes, etc. C'est une infime minorité, ce ne sont pas eux qui vont déterminer l'avenir du pays. Ce qui pèse sur l'avenir, c'est effectivement une extrême droite, mais c'est une extrême droite *musulmane*. Et une des questions, c'est : quelle va être son attitude, aujourd'hui ?

L'inconnue de l'extrême droite musulmane

D : Pour avoir suivi pas mal de groupes en province, c'est plutôt une extrême droite complotiste qui fait des ravages partout et vient pourrir le mouvement... À aucun moment je n'ai vu de tentative venant de l'extrême droite musulmane pour mettre la main sur le mouvement.

Q : Bien sûr, je ne parle pas de l'entrisme, ce n'est pas leur domaine : les Traoré et les Bouteldja peuvent le tenter mais c'est foiré immédiatement puisqu'elles parlent *immédiatement* de racisme alors que le mouvement des gilets jaunes parle d'égalité sociale. Il y a un malentendu absolu. La victimisation dans laquelle se complaisent les indigénistes tombe complètement à plat et empêche toute réelle connexion. C'est évident.

Je parlais de l'extrême droite musulmane non pas à propos de l'entrisme, même si on peut s'y attendre, mais bien plus par l'attitude des musulmans de banlieue : qu'est-ce qui va se passer ? Quel va être leur comportement ?

C : On s'approche de la fin de l'émission. Là on passe à un sujet différent, mais c'est vrai que...

Q : Juste une question. Parmi les revendications des gilets jaunes – alors on parle de revendications, c'est en réalité une liste adressée à la presse et au gouvernement il y a quelques semaines, je ne sais pas si on peut s'y fier, mais ça m'a l'air assez représentatif de ce que je connais de cette France-là qui se bouge – il y a donc une revendication qui dit, je cite de tête, « rendre effective l'intégration des immigrés », donc les aider à parler français, à s'intégrer, à acquérir les codes culturels, etc¹. Là, ils mettent le doigt sur quelque chose d'extrêmement délicat, effectivement. Les immigrés doivent-ils arriver à s'intégrer et à devenir français ? C'est le parcours de tous les immigrés depuis 150 ans. Aujourd'hui on voit un autre phénomène, qui est le multiculturalisme : des immigrés qui revendiquent leur propre culture, y compris de deuxième ou de troisième génération, ce qui aboutit à un multiculturalisme *de fait*, qui n'a jamais été discuté nulle part, et qui scissionne la population française, avec des

1 Vingtième point des « 42 revendications » du 27 novembre : « Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours). »

rapports sociaux extrêmement différents. La vraie question, c'est : est-ce que vous tolérez qu'il y ait, en France, 60 000 jeunes filles excisées ? C'est ça, le multiculturalisme. C'est ça le monde dans lequel on vit et on va vivre. La question est donc : est-ce qu'il y a un peuple, de toutes les couleurs et de toutes les religions, mais qui revendique une identité commune, ou pas ? Vit-on dans une société en peau de léopard, avec des communautés extrêmement différentes, des langues, des cultures, etc. Ça, c'est une société avec une multitude de conflits et c'est ce qu'on voit arriver.

D : Ce n'est pas ce que j'ai l'impression de voir sur les points de blocages... Au contraire, il y avait des musulmanes – je dis ça parce qu'elles avaient le voile – et tous se rassemblaient en chantant la Marseillaise, ça c'est un élément fédérateur, et le tout en bloquant le péage... Ces questions ne se sont pas posées...

Q : Elles ne se sont pas posées parce que les femmes voilées y sont extrêmement rares... Et tu comprends le fond de la question : si les banlieues entrent dans la danse, on va se retrouver dans une situation de grande confusion. Tu peux te battre contre le gouvernement parce que tu veux sauver le pays, parce que le pays est sur une pente d'autodestruction – autodestruction économique, écologique, industrielle, culturelle, etc – mais tu peux aussi te battre contre le gouvernement parce que tu veux la chute du pays. C'est deux attitudes différentes. Et l'attitude des indigénistes est extrêmement claire : c'est la haine de ce pays et du peuple qui y vit.

D : Le risque du péril fasciste dans la suite du mouvement, il n'est absolument pas là. Moi je le vois plutôt au contraire dans un leader qui se dégagerait, dans une manif, et qui, une semaine après, fonderait un parti d'extrême droite en reprenant les codes de Le Pen. Le risque de dérive des gilets jaunes est clairement là et pas dans une récupération islamiste de l'affaire.

C : Ce n'est pas ça, tu as mal compris. Si on veut une révolution, en gros, il faut une convergence de toute la France et là on va avoir un problème parce que le positionnement politique indigéniste, que l'on croyait minoritaire par exemple au sein de la Fédération Anarchiste, devient majoritaire et problématique. Le « *Parti des Indigènes de la République* » est installé, il rentre dans les universités, il vire ceux qu'il veut, obtient des postes, etc. Même s'ils peuvent défiler là, ce qu'ils revendiquent est clairement différent. La revendication des gilets jaunes de permettre l'intégration des étrangers, pour eux, c'est un refus complet. Demander à quelqu'un qui vient d'arriver de parler la même langue, c'est vu comme quelque chose de fasciste, de nazi... Là, il y a un vrai *clash* avec les gilets jaunes qui ne parlent pas de Marx ou des conneries des universités, mais de leur quotidien et leur quotidien exige que soit tu parles la même langue, soit tu dégages. Et ça c'est un discours qui est *i-nac-cep-table* dans une certaine gauche, alors que c'est la base d'une société libertaire. Même dans celle-ci il y a des contraintes. Mais pour moi, ce problème ne concerne pas tous les banlieusards, qui sont aussi peu politisés que les campagnes : ils regardent la télé, TPMP, ce ne sont pas des Bouteldja...

Q : ... il y en a quand même beaucoup qui regardent *Al-Jazeera*, quand même...

C : Oui, mais je pense que beaucoup sont solubles dans les gilets jaunes...

Q : *Inch'Allah*...

C : Ils ont leurs contradictions... Mais ils vivent sur le même territoire, ils seront obligés de se confronter à ça. Je ne pense pas qu'ils soient satisfaits de leur situation

d'assistés, ce n'est pas une joie, je pense que beaucoup préféreraient travailler, et face à un mouvement social comme ça, c'est le côté émancipateur qui prend le dessus, parce qu'il s'impose de lui-même. Et aussi parce que vu la faiblesse idéologique du camp adverse, je ne vois pas le danger... À part, c'est ce qui se passe, la manif d'Adama, cette extrême droite-là, qui mobilise la gauche depuis des années... Mais personne n'en a entendu parler, ils n'existent pas. Dès qu'il y a un mouvement réel, comme toute extrême droite, ils sont noyés dans les mouvements sociaux.

Q : Juste une précision pour que cela soit bien clair. La question est l'opposition entre le mouvement des gilets jaunes et la mentalité de banlieue qui tourne autour de l'islam, plus ou moins radical, de la délinquance et du racisme tel qu'il se propage. Je ne parlais donc *absolument* pas de l'arrivée d'un leader musulman à la tête des gilets jaunes, mais exactement le contraire : un clivage profond entre les gilets jaunes et ce public-là qui pourrait dégénérer en affrontements. On verra dans les semaines qui viennent si les banlieues rentrent en action, ce qui a l'air d'être en cours *via* les lycéens, et je ne le souhaite absolument pas, mais ça pourrait être à l'origine d'un chaos, d'un clivage. Et l'on pourrait voir s'affronter deux France : l'une qui a des revendications identitaires et séparatistes, je parle des musulmans et des racistes, et une France qui pour l'instant, je parle des gilets jaunes, veut la souveraineté populaire et l'égalité sociale. Si ce clivage-là se met en place, ce qui est assez cauchemardesque, je ne suis pas sûr que ni l'oligarchie ni la gauche soit du côté des gilets jaunes. Et je ne suis pas sûr que les gilets jaunes eux-mêmes restent unis pris dans ce conflit-là. Voilà le danger pour moi.

Mais je t'accorde tout à fait, et on peut finir là-dessus, que le danger du populisme est tout aussi réel. Et une situation de chaos ingérable peut très bien aboutir à l'émergence d'un leader inopiné, inconnu ou négligé aujourd'hui, d'un bord ou d'un autre, qui tentera d'en fédérer une bonne partie et prendra la tête d'une révolte. C'est ce que l'on voit à l'étranger. Parce que si l'on prend un petit peu de recul, on peut voir les gilets jaunes comme une pièce du puzzle « populiste » entre guillemets, c'est-à-dire de la révolte des peuples contre la marche du monde. C'est ce qu'on a vu aux États-Unis avec Trump, en Grande-Bretagne avec le Brexit, avec Syriza en Grèce, mais aussi en Suède ou au Danemark, l'*Afd* en Allemagne, etc. La France est prise là-dedans, mais elle le vit sur un mode original, et *très français*, qui est la couleur de l'insurrection, et cela me semble extrêmement intéressant. Déboucher sur un chaos serait un véritable cauchemar, et c'est possible malheureusement.

Pour finir, je voudrais rappeler qu'il y a deux dimensions dans une révolution, que la plupart dans nos milieux négligent complètement. Il y a une dimension de destitution, de destruction de ce qui existe, et ça c'est 95 % du discours militant. Mais il doit y avoir derrière une dimension de construction, d'institution. Et aujourd'hui, derrière, il n'y a rien. Au fond, je ne vois pas du tout quel nouvel ordre on pourrait mettre en place : il n'y a pas de leader, pas de partis, pas d'idéologies et même pas d'idées qui pourraient prendre le relais dans la situation actuelle. Ça c'est le vrai danger : on veut faire une révolution mais sans révolutionnaires. Il y avait [l'utopie socialiste au XX^e siècle], le mouvement ouvrier au XIX^e siècle, le courant des Lumières au XVIII^e, aujourd'hui, on ne voit rien. Je suis enthousiasmé par ce mouvement extrêmement vivant que je ne pensais pas connaître durant mon existence, mais tout autant inquiet de l'évanescence de tout contenu politique et idéologique jusqu'à maintenant. D'où mon obsession de la structuration du mouvement et de son évolution sur le long terme...

Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles

Retranscription étoffée de l'intervention faite le 14 décembre au Samovar à Bordeaux sur l'invitation des « Chimpanzés du futur » et des « Amis de Bartleby »

Quelques mots de présentation, assez brefs, que vous sachiez un peu quel olibrius vous avez invité. Puisqu'il va être question de classe sociale et de mode de vie, je précise tout de suite mon profil assez hybride. J'ai vécu jusqu'à aujourd'hui autour du seuil de pauvreté – actuellement je perçois 700 €, par exemple – et n'ai jamais gagné plus que le Smic. Je suis donc un « pauvre », en un sens plus « pauvre » que beaucoup de gilets jaunes (mais milliardaire comparé à un paysan malien...). Cela résulte à la fois d'un choix de vie et d'une inadaptation foncière au salariat qui me fait me demander un peu trop souvent ce que je fous là, et c'est souvent réciproque... Parallèlement, je fais partie de la strate hyper-éduquée, hyper-politisée, diplômée, urbaine mais banlieusarde – je me reconnaissais un peu dans la catégorie éphémère des « intellos-précaires », l'arrivisme en moins parce que les genuflexions, l'ascension sociale, l'accession à la propriété, les crédits et le consumérisme ne me parlent pas. Donc sociologiquement, je ne fais pas partie des gilets jaunes : je n'ai jamais joué le jeu du niveau de vie et je ne suis donc pas, comme eux, déçu d'un « système » qui ne tiendrait pas ses promesses – je n'y ai jamais cru, tout simplement...

Politiquement, je proviens vaguement de la nébuleuse libertaire – « *Ni Dieu, ni Maître !* », il me semble que c'est un bon repère, même aujourd'hui. J'ai fondé *Lieux Communs*, il y a plus de dix ans, par insatisfaction profonde du monde militant, à la fois très adolescent, para-religieux et fossilisé. Notre credo, c'est ce que j'ai écrit au dos de mon gilet jaune : « *Démocratie directe – Égalité des revenus – Redéfinition des besoins* », les trois s'entre-impliquant même si c'est bien plus un support à discussions qu'un programme arrêté, ça n'aurait pas de sens. Une dizaine de brochures ont été produites, sur les soulèvements arabes, les « indignés » grecs de 2011, sur la démocratie directe – en trois fascicules –, sur l'islamisme... et je continue d'en sortir régulièrement¹.

Le mouvement des gilets jaunes m'a saisi dès son commencement et le site est en ébullition depuis un mois, avec des publications fréquentes, une revue de presse continue, des interventions à gauche à droite²... Et ce soir, je vais justement essayer de faire part de mon enthousiasme et de mes réserves, de mes inquiétudes. Je procéderai en deux temps. D'abord je vais me demander en quoi ces fameux « gilets jaunes » sont partie prenante d'un projet – qui est mien – d'une démocratie directe, parce qu'après tout ce n'est pas évident. Pas de suspense : je vois dans ce mouvement une tendance en ce sens – ce n'est pas la seule –, une volonté pratique de souveraineté collective. Et ensuite je vais voir les obstacles qui surgissent face à ce projet, les chantiers qui s'ouvrent, de manière à la fois très concrète et très générale, en partant des gilets jaunes, mais en ayant en tête que ce n'est sans doute que le début d'une période troublée³, de grands remous, et donc que cela concerne *a priori* les mouvements qui pourraient survenir à l'avenir. En introduction quelques mots sur la nature du mouvement, ce à quoi on peut le comparer et s'il y avait des choses qui l'annonçaient.

1 Voir sur le site la rubrique « Brochures ».

2 Voir le tract inaugural, *Gilets jaunes : la démocratie directe en germe ?*, cf. *supra*, p. 4.

3 Voir « Entrée en période troublée », dans notre brochure n° 18 *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, septembre 2011.

Un mouvement sans précédent ?

Une manière d'aborder le sujet consisterait à se demander à quoi l'on pourrait comparer historiquement ce mouvement des « gilets jaunes ».

Il ressemble très peu à tous les mouvements sociaux depuis 30 ans, en réalité des *vetos* posés par la gauche syndicale à des mesures, réformes, lois ponctuelles, et toujours très encadrés : une fois sifflée la fin de la récréation, par les syndicats et les médias, tout le monde rentre chez soi et les plus radicaux se retrouvent tout seuls. Même le mouvement de 1995, aujourd'hui mythifié, fait bien pâle figure. À l'inverse, pour la spontanéité, on peut évoquer les « émeutes de banlieue », les grandes explosions comme 2005 ou 2007, et aussi toutes celles qui sont aujourd'hui quasi-hebdomadaires dans un grand silence médiatique. Mais elles n'ont rien de politique, sont aphones, exclusivement masculines et violentes, et relèvent plus de la destructivité, du nihilisme, de l'anomie que d'autre chose.

Il faudrait plutôt remonter jusqu'à Mai 68 ou Juin 1936 pour retrouver un événement politique aussi populaire et spontané. Mais en 68, les barricades étaient globalement le fait de la jeunesse, étudiants et travailleurs, et la récupération syndicale de la suite est évidente, ce qui a permis de faire rentrer tout le monde au bercail rapidement, après avoir obtenu quelques miettes sans rapport avec l'ampleur du mouvement. Et le sursaut de mai-juin 1936, aussi important et radical qu'il ait été, a plutôt été une conjonction heureuse entre des élections et une poussée démocratique mais idéologiquement claire que le Front Populaire de l'époque était malgré tout parvenu à endiguer en la satisfaisant partiellement. Difficile d'y comparer les « gilets jaunes » actuels...

Aujourd'hui les gens brandissent le drapeau français, chantent la Marseillaise et portent des bonnets phrygiens et tout le monde fait référence à 1789, mais je crois qu'en réalité la situation évoque plutôt la première moitié du XIX^e siècle, avec des mouvements ouvriers protéiformes, des mots d'ordre encore mouvants, une grande spontanéité, aucun encadrement, etc. En passant, cela montre bien le refoulé total que constitue ce XIX^e siècle, pourtant si incroyablement riche et inventif, et il faudrait s'interroger là-dessus. Sans doute parce que la « Gauche » en a monopolisé l'image en s'en prétendant l'héritière et que son naufrage a emporté avec elle tout ce trésor historique... Je reviendrai en fin d'intervention sur ce XIX^e siècle justement.

Les prodromes des « Gilets jaunes »

Pour autant les « gilets jaunes » ne sortent pas de nulle part ; dès le début, il a été évoqué le mouvement des « Pigeons » ou les « Bonnets Rouges » quant aux catégories concernées, aux modes d'actions ou aux revendications. Je n'ai vu personne invoquer les « indignés » français de 2011, alors que du point de vue politique ils traduisaient aussi cette frustration profonde face à une représentation électorale complètement faussée. Parallèlement il me semble qu'il faudrait aussi mentionner les obsèques de Johnny Halliday, qui ont rendu spectaculairement visible cette France des oubliés, celle des « beaufs », massivement blanche, médiatiquement méprisée, qui est précisément celle des « gilets jaunes ». Même chose pour les rassemblements spontanés qui se sont déroulés partout après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'*Hypercashier* donc entre le 7 et le 11 janvier 2015, où des gens se sont levés pour exprimer quelque chose de viscéral, comme un instinct de survie, un refus de la barbarie, de l'horreur de ce « nouveau monde » qui semble s'installer inexorablement. Je n'ai vu personne en faire mention alors que je pense qu'il y a là un fil rouge, enfoui mais tenace.

D'ailleurs cette année 2015 est peut-être celle qui a incarné un tournant : il y a eu toutes ces attaques djihadistes cauchemardesques qui ont dû atteindre quelque chose de très profond dans l'imaginaire français, comme une déclaration de guerre, mais aussi, presque, presque inquiétant, comme incapacité pour le pouvoir d'y répondre ou au moins de protéger la population. À l'époque, je vous rappelle que la gauche était revenue aux affaires, dix ans après l'élection « volée » de 2002 et, comme toute gauche contemporaine au pouvoir, elle ne pouvait évidemment que se discréditer et immensément décevoir, rendant évident le vide politique du pays et l'absence de direction générale. 2015, c'est aussi le début de ce que l'on appelle la « crise migratoire », avec toutes les inquiétudes qui vont avec, liées à une tonalité géopolitique particulièrement alarmante. Et, en toile de fond, des crises que tout le monde sait permanentes, comme la crise financière de 2008-2011, les dévastations écologiques ou la crise pétrolière. Bref, la crise de régime devenait de plus en plus profonde, et se traduisait par la perspective d'une arrivée de Marine Le Pen en tête des élections présidentielles de 2017. Et là, on a eu une sorte de télé-évangéliste, Emmanuel Macron, dauphin de l'oligarchie, qui a raflé la mise avec un véritable putsch institutionnel, médiatique et juridique, qui promettait de réconcilier les Français et leurs élites, en balayant les vieux partis, en promettant des élus venant de la « société civile », une démocratie participative, une « *start-up nation* », etc. Ce n'était évidemment qu'un vernis sur cette crise de régime très profonde, qu'il a entérinée et approfondie en supprimant tous les corps intermédiaires, accélérant la décomposition politique. Et c'est précisément cela qui craque aujourd'hui, qui revient sous la forme de « gilets jaunes ». Donc ce mouvement n'est pas une péripétie passagère : il est la traduction de toute cette évolution, de tout ce vide qui s'accumule, si j'ose dire, depuis quelques années, et bien plus d'ailleurs.

Parce que plus globalement, ce mouvement des « gilets jaunes » doit être interprété aussi comme la version française des « populismes ». Je mets des guillemets, parce que ce terme est ambigu mais cette ambiguïté dit aussi quelque chose de la situation : un peu partout, en Occident et ailleurs, apparaissent des réactions très fortes des peuples qui refusent l'évolution du monde. C'est le Brexit ou D. Trump, bien sûr, mais aussi Syriza en Grèce, Bolsonaro au Brésil dernièrement, Orbán en Hongrie ou l'*Afd* en Allemagne, *Podemos* en Espagne, Cinq Étoiles en Italie, etc. Et les « gilets jaunes » sont cette version française de ce gigantesque courant, assez indéfinissable mais très fort, de refus catégorique du monde qui vient, du basculement que nous vivons. Et les « gilets jaunes », c'est un mouvement *très français*, qui reprend ce mode quasi-insurrectionnel ou quasi-révolutionnaire qui fait tant parler à l'étranger – *french is so french* – et qui me donne l'impression, à moi, pour la première fois, de vivre dans un pays qui a effectivement cette histoire révolutionnaire, insurrectionnelle, alors que jusqu'ici cela restait très abstrait, livresque, ou folklorique. C'est justement cet aspect très démocratique du mouvement que je voudrais aborder maintenant.

1 – Les gilets jaunes et la démocratie directe

Comme je l'ai indiqué en introduction, ce mouvement a quelque chose à voir avec la démocratie directe. Je vais essayer de montrer en quoi, et en quoi il ne s'agit pas, je crois, d'une simple projection d'un projet militant.

Une auto-organisation revendiquée

Premier élément, l'auto-organisation. Il est connu que les « gilets jaunes » sont nés sur Facebook il y a deux mois, le réseau social privilégié des classes populaires, hors de toute institution, parti, syndicat ou même association. Les gens s'auto-organisent depuis presque deux mois, *ex nihilo*, sur les points de blocage, lors des actions, pour les revendications, etc. Et ils refusent toute hiérarchie, toute représentation, allant jusqu'à menacer de mort ceux qui s'auto-érigent en porte-parole – on peut ne pas être d'accord, mais c'est diablement efficace : pas un « gilet jaune » à la télé qui ne prenne des précautions oratoires en précisant qu'il ne parle qu'en son nom, ou au nom de quelques-uns, son groupe local ou ses « abonnés Facebook »... Auto-organisation aussi d'un point de vue idéologique, en quelque sorte, puisqu'ils refusent farouchement tout rapprochement d'un discours déjà constitué. Tout cela n'est pas si simple, bien sûr, on le verra, et l'auto-organisation ou l'horizontalité n'est pas la démocratie.

Mais tout cela, ce ne sont pas seulement des palliatifs pratiques à une population livrée à elle-même depuis des décennies dans le « désert français » : ce sont des revendications précises et de deux types. D'abord ils veulent que notre système représentatif soit un peu plus... représentatif, justement. C'est par exemple, et c'est du bon sens, l'interdiction des lobbies au parlement, l'obligation pour les députés de siéger, la baisse de leurs rémunérations et le contrôle de leurs dépenses, la prise en compte du vote blanc, le rétablissement du septennat et la dissociation de l'élection présidentielle de l'élection parlementaire, l'instauration d'une proportionnelle, etc. Ensuite, ils réclament une démocratie directe que je dirais très « soft » puisque la représentation n'est pas vraiment remise en cause : le remplacement du Sénat par une assemblée citoyenne tirée au sort, la mise en place du référendum d'initiative populaire ou citoyen, la désignation d'une assemblée constituante, etc. Moi je suis plutôt partisan d'une ligne « hard », qui n'est pas évoquée mais qui est pourtant celle qu'ils pratiquent partiellement : généralisation des assemblées de base, priorité aux décisions locales, responsabilité individuelle, refus de la représentation, transparence des discussions (ils ont filmé leur seul entretien avec un ministre) et globalement rejet de tout compromis avec le pouvoir en place. Pour moi, ça, c'est la base d'un nouveau régime, soit dit en passant : un réseau d'assemblées communales coordonnées à des échelons plus larges en systématisant les méthodes de délégation qui ne sont pas des représentations de pouvoir ou de volonté, mais des remontées de décisions qui restent toujours prises à la base – je renvoie à notre brochure sur le sujet¹.

Donc ces gilets jaunes sont dans une véritable *praxis* – je reprends le terme de K. Marx revu par C. Castoriadis d'une dialogique entre la pratique et la théorie : ce ne sont pas des actes improvisés d'un côté ou des discours désincarnés de l'autre, le terrain et la réflexion s'alimentent l'un l'autre, se répondent, coévoluent, s'élaborent ensemble en permanence.

Des revendications tous azimuts

Deuxième élément très démocratique chez nos gilets jaunes : des revendications qui englobent toute la société, et pas seulement un secteur ou une catégorie, ou un angle particulier. Ils parlent bien sûr des bas revenus, mais aussi du glyphosate, de l'emploi des handicapés, des profits des grandes entreprises, de l'intégration des immigrés, des privilèges des mé-

1 « Ce que pourrait être une société démocratique », brochure éponyme n° 20ter, janvier 2015.

dias, du patrimoine industriel et énergétique du pays, du réaménagement du territoire, de la parité homme/femme, de l'éducation et des études, etc, etc. Bref, qu'ils le veulent ou non, ils mettent en discussion toute l'organisation sociale – rien que ça ! – et les logiques qui la soutiennent, sans l'enfermement idéologique auquel nous ont habitués les calculs électoraux, les corporatismes ou les ghettos gauchistes... Bien sûr c'est un bordel, mais c'est ça, un peuple qui s'exprime, ça ne peut qu'être ça lors d'un surgissement spontané, c'est même à ça qu'on le reconnaît et je ne comprends pas qu'on puisse y être aveugle. Qu'on soit d'accord ou pas est une autre question, seconde, puisqu'en posant tout ce barda, ils rendent précisément la discussion possible sur l'orientation générale de la société, qui était jusque-là réservée aux « gens dans le poste » ou tout simplement tue. Ça, c'est l'odeur de la démocratie.

Bien entendu, ce n'est jamais présenté comme ça, ou alors pour dénigrer et récupérer. Par exemple, je classerais, sans originalité, toutes ces revendications en trois catégories : l'insécurité sociale – l'aisance matérielle qui s'érode ou disparaît –, l'insécurité politique – on ne comprend plus les gens qui gouvernent – et l'insécurité culturelle – la culture, au sens large, qui était la nôtre jusque-là s'évanouit, est dilapidée, relativisée. C'est bien sûr la première, le niveau de vie qui, très rapidement, a été mise en avant : les médias y retrouvent leurs repères, Mélenchon sa clientèle et le gouvernement sait, enfin !, quoi faire, c'est-à-dire donner des sous-sous, des pépettes, les mains plaquées comme ça sur son bureau comme une grenouille hypnotisée... Mais ça ne marche pas...

Un mouvement populaire

Troisième élément : c'est évidemment un mouvement populaire, c'est-à-dire soutenu par une partie très importante de la population – ça se jauge aux klaxons bien plus qu'aux sondages – mais aussi représentatif de celle-ci. Sur les bords des routes, en manif ou dans les compte-rendus de jugement, on retrouve toutes les catégories de la classe moyenne et surtout inférieure : toutes les corporations, les âges, les sexes, les origines, les lieux d'habitation, etc. Il faut modérer : on sait qu'il s'agit essentiellement de la France « périphérique » de C. Guilluy – traité de *facho* depuis dix ans – et essentiellement blanche, celle introuvable dans les grands médias, sinon sous forme de caricature ou de moquerie plus ou moins immonde – je pense à l'émission parfaitement abjecte « *L'amour est dans le pré* ». Mais par exemple la mixité, ça a été souligné, est très forte, et c'est pour moi un critère très important : si les femmes sont absentes, c'est toute une moitié de la société qui manque, avec tout ce qui va avec, des représentations, des souffrances, des visions, des réflexions, etc. Et c'est précisément tout ça une démocratie : une multitude, qui ne saurait être incarnée par quelques « représentants » aux profils socio-économiques très particuliers et fortement minoritaires.

Dernière chose : il faut inclure dans le mouvement, ou juste autour, des pans entiers de l'État lui-même. Ce sont les maires ruraux ou semi-ruraux, en conflit avec le pouvoir central depuis des années et qui sont le versant institutionnel du mouvement, rendant évident la profondeur de la fracture qui divise le pays et clive même l'appareil républicain. C'est rarement mis en avant, et pour cause. Plus connu, et tout aussi alarmant, le cas des policiers, qui se reconnaissent largement dans les « gilets jaunes » et que le gouvernement s'obstine à négliger, contre la règle millénaire de tous les dominants selon laquelle, en période de crise, il faut s'assurer de la fidélité des « gens d'armes », qui sont la dernière barrière physique contre la colère populaire. Enfin l'armée, la Grande Muette qui l'est de moins en moins puisque les

généraux prennent la parole de plus en plus facilement ces dernières années contre la folie oligarchique qui vend littéralement le pays et le laisse se fragmenter dangereusement. Elle reste, je pense, profondément républicaine, mais si la République finit par ne plus vouloir rien dire, elle pourrait finir par rentrer, elle aussi, en politique...

Bref, les gilets jaunes ne sont en rien une minorité ou une avant-garde : c'est une majorité du pays qui se met en branle, qui s'ébroue, qui commence à s'impatienter sérieusement même si, pour l'instant encore du moins, le plus grand nombre se manifeste par procuration.

Une intelligence collective

Quatrième et dernier élément fortement démocratique au sein de ce mouvement, c'est son intelligence collective. Les gilets jaunes sont en réalité une sorte de gros animal, quelque chose comme un pachyderme énorme et jaune, qui déplace un poids impressionnant, pourrait causer des dégâts extrêmement destructeurs, mais un animal globalement réservé, particulièrement souple, et surtout doté d'une grande sensibilité et étonnamment *intelligent*... Ce qui m'a le plus étonné, au tout début : la pertinence des propos et des arguments tenus individuellement, dans la rue ou sur les plateaux téléés, et non pas chez quelques intellos, mais chez le quidam, le lambda, le pékin de base, le rombier qui passe là. Ce n'est pas de l'intelligence individuelle : elle est collective – elle est d'ailleurs toujours plus ou moins collective. Et cette intelligence se retrouve largement à l'échelle du collectif anonyme : ce pacifisme pragmatique mais obstiné, par exemple. Il n'est pas inconditionnel, il n'est pas de l'idéologie, mais il revient systématiquement même après une flambée de violence, ou une altercation avec un automobiliste, comme un attachement naturel à la bienveillance générale. Prenez le premier samedi de blocage, le 17 novembre : je m'attendais, à ma grande honte, à un chaos sans nom, une désorganisation générale, des conflits qui dégénèrent, des excès, de la démesure. Et rien de tout ça – bien sûr beaucoup d'incidents, voire d'accidents, mais rapportés à l'ampleur du mouvement, à son improvisation, à l'inexpérience des gens et aux risques pris, le bilan est incroyable. Et ça continue, ça ne dégénère pas, les gens temporisent en permanence mais sans rien lâcher, ils tiennent, sans violence... C'est décent, c'est profondément respectable et d'ailleurs universellement respecté. Intelligence aussi quant aux médias et au gouvernement : méfiance immédiate, démontage en règle des discours mystificateurs dans les minutes qui suivent la moindre concession d'un ministre bidule ou d'un quelconque président et – magistral – refus des négociations. Vous avez déjà vu, vous, un mouvement qui laisse un Premier ministre derrière son rideau, attendre que quelqu'un vienne désespérément lui parler ? Personne n'est venu, E. Philippe est resté seul comme un con face à un peuple enfin souverain qui ne se déplace pas pour rien, ne se fait pas convoquer. On ne le siffle pas : on se tait et on l'écoute. Une déclaration officielle de Macron ? Il n'a rien dit, on passe à autre chose, on agit, on ne perd pas de temps, on continue, on tient, on attend autre chose et on l'aura. Quoi ? Que veulent-ils, au fond ? Eux-mêmes ne le savent pas vraiment : le mouvement se cherche lui-même en se réalisant, il marche, imperturbable, crée son chemin, se découvre, évite les embûches et les pièges, se réveille chaque matin, toujours vivant, et se remet en marche... « *On est chez nous* », ça évoque le Front National mais ça veut dire ça, surtout : c'est notre pays, ce sont nos institutions, nos rues, on fait ce qu'on veut, on écrit notre histoire et on le sait. Le gros animal jaune agit. Comment ? Il improvise, il avise, il invente, il s'adapte à la flicaille : blocages, filtrages et manifestations, bien sûr, mais aussi opérations gratuité des péages ou des parkings, murage de centres des

impôts ou des permanences d'élus, sabotage des radars, incendies divers, appel au boycott, pressions sur les pseudo-députés – on ne va pas pleurer pour leurs quelques nuits difficiles –, cyberattaques, grève de la faim, marches, démarchages auprès de commerçants, etc., etc. La presque totalité du spectre d'actions y passe et c'est bien ça qui inquiète le pouvoir, bien plus que les images spectaculaires de l'Arc de Triomphe enfumé... Mais même les manifestations sur les Champs-Élysées sont une trouvaille. C'est typiquement une idée – excusez mon parisianisme – de « provincial », ça ! Sur le coup, en militant borné, je m'étais dit que c'était absurde et impossible ; les « chamzéz », ce n'est pas dans Paris, ça n'appartient pas au peuple, même parisien, c'est une zone internationale et policière – va donc pour le Champ de Mars imposé par la préfecture... Les gilets jaunes n'en ont rien à faire : s'ils montent se montrer à Paris, c'est pour aller aux « chamzéz », *évidemment*, comme pour la Coupe du Monde de foot – alors notre gros animal jaune se met en marche... Bilan : les images d'un cœur de Paris ravagé sont magnifiques – catastrophiques pour le gouvernement –, les beaux quartiers découvrent, ébahis, les gaz lacrymogènes et la clameur populaire et les Normands que j'y ai rencontrés découvrent de leur côté les sandwiches à 9 € et les cafés à 4... C'était simple, populaire et génial. Même le rythme d'une contestation scandée par les samedis comme points d'orgue est parfait : ni stupides jours de grèves perlées, ni fièvre insurrectionnelle mais harcèlement d'un pouvoir qui ne comprend rien à ce qui se passe, et qui va *crecendo*, ridiculisant les rodomontades et les bêtises d'un Castaner. Ce rythme n'est pas anodin : c'est celui pris spontanément en URSS par la foule et qui a fait s'écrouler l'empire bolchevique qui menaçait le monde d'une guerre thermonucléaire globale...

Cette intelligence du collectif anonyme, c'est l'essence même de la démocratie. Elle montre, par contraste, la bêtise de l'organisation sociale actuelle, l'absurdité d'une société hyper-complexe mais qui soustrait les intelligences et les sensibilités de chacun, plutôt que de les additionner ou, mieux, de les multiplier. Et c'est ça, une dynamique démocratique : la liberté des uns provoque celle des autres, les bonnes idées de certains en font naître d'autres chez d'autres, les talents se répètent, les lucidités se nourrissent, l'esprit humain, foncièrement collectif, s'émancipe en émancipant...

Un mouvement analyseur

C'est même une règle générale : tous les mouvements de cette nature font fonction d'*analyseurs*, ils révèlent par contraste le fonctionnement normal de la société et font ressortir aux yeux de tous sa lourdeur et ses présupposés. C'est la fonction du bouffon, qui peut tout dire, mais d'un bouffon qui ne se retiendrait plus du tout, hors de contrôle, qui parle à n'importe qui – bref, qui devient vraiment dangereux : et si tout le monde croyait à ce qu'il raconte ? Les gilets jaunes font ça : leur mouvement instituant révèle ce qu'il en est réellement de la société et qui d'habitude est recouvert par la poussière du quotidien et de la normalité.

Un exemple – je ne vais pas m'appesantir – tellement évident que personne ne le remarque plus tellement il paraît « normal » : plus aucune institution ne représente le peuple. C'est évident pour le gouvernement ou tous les partis mais, au cas où certains nourriraient encore des illusions à propos des syndicats, les choses sont maintenant absolument claires : on a vu nos « défenseurs des travailleurs » les insulter d'abord copieusement, tenter une petite récupération habituelle, puis, ayant échoué, regarder ailleurs l'air absent. Et les voilà de-

puis deux semaines en train d'instrumentaliser cyniquement la pression mise par les gilets jaunes seuls sur leurs ronds-points pour menacer le gouvernement de grèves et obtenir en quelques heures et *en catimini* des satisfactions mesquines pour quelques corporations (routier, BTP, etc). C'est cette division incroyable de la société française que met en évidence le mouvement : division entre « représentants » – en réalité aspirants-oligarques – et la « base », divisions entre corporations, et entre clans politiques, entre grands médias et spectateurs mais aussi entre classes sociales et territoires. L'absence des citadins des grandes villes chez les gilets jaunes est criante, mais tout aussi bien celle des banlieues qui apparemment ne se reconnaissent pas dans ce mouvement qui regroupe pourtant les « perdants de la mondialisation »... Les premiers, les bobos, se passionnent pour les « problématiques sociétales » – PMA, mariage « gay », écriture inclusive et *tutti quanti* –, les seconds, la banlieue, pour les revendications « ethnico-religieuses » alors que le mouvement en cours remet sur le tapis la « question sociale », clairement et simplement, et pas que, comme on l'a vu, ce qui lui a valu d'être accusé au début par tous les bien-pensants de regrouper les « fachos », l'« extrême droite », la « peste brune », les « poujadistes », les « anti-fiscaux », etc.

Tout cela montre parfaitement que lorsqu'un mouvement démocratique surgit dans notre société, il fait désordre, il dérange, il horripile, il bouscule, bref, il n'a rien à faire là et d'ailleurs on n'y comprend rien. Comment montrer plus clairement que *nous ne vivons pas en démocratie*, mais bien dans un régime oligarchique où la majorité, lorsqu'elle veut être entendue, se retrouve toute seule, sans autres moyens d'expression et d'action que ceux qu'elle inventera sur le tas comme au milieu d'un désert...

Tout cela fait-il du mouvement des gilets jaunes un mouvement pour la démocratie directe ? Non bien sûr, j'y reviendrai, mais il semble incontestable qu'une telle tendance existe dans ce milieu en ébullition, tendance plus ou moins explicite, plus ou moins conséquente, certainement hésitante et bricolée, mais bien vivante. Il n'est pas rare de lire « *le peuple au pouvoir* », sur les gilets, sur les bouts de toile, sur les murs. Simple slogan ? Bien sûr que non : c'est ce que *vivent* les gens, depuis un mois, et en prenant des risques, risques psychologiques, familiaux, professionnels, physiques, bien sûr, *pour cela*. Et l'oligarchie l'a bien compris, elle, qu'elle était en face d'un animal surgi de nulle part.

L'avenir des Gilets jaunes

Que peut devenir cette tendance, ce tropisme et, plus généralement, le mouvement des gilets jaunes ? Il peut échouer, s'épuiser, mourir peu à peu, moins par les manœuvres et la répression gouvernementales que par la passivité de la majorité certes acquise, mais toujours silencieuse de la population française – et la rigueur de l'hiver... Peut-être pourront-ils aussi, et c'est peut-être pire, être récupérés par tel ou tel parti existant – Mélenchon, qui n'en est pas à un revirement près, a lancé une OPA – ou se formaliser mortellement eux-mêmes en un parti mené par un quelconque démagogue dont les médias feront et déferont la notoriété selon leur intérêt du moment à bousculer ou non le pouvoir politique. Le mouvement pourrait aussi s'étendre, se radicaliser, se diviser, etc. Il est fondamentalement indéterminé.

Quoi qu'il en soit, et c'est là où je veux en venir, dans la perspective d'une démocratie directe, donc d'un nouveau régime, pas d'un mouvement ponctuel, l'important n'est pas là, quitte à surprendre. La révolution, ce n'est pas, cela n'a jamais été, du moins telle que je

l'entends, une foule qui prend les armes et chasse les dominants. Ça, c'est courant et ça ne veut pas dire que les choses changent véritablement. Une révolution – une *auto-transformation de la société*, pour reprendre la formule de C. Castoriadis – c'est la mise en place d'organes de souveraineté populaire, l'aboutissement d'un long mûrissement durant des décennies et des siècles où le peuple se change lui-même, s'invente une nouvelle identité, se fixe de nouveaux horizons, établit d'autres rapports sociaux, rêve à une autre société, jusqu'au moment où plus aucune institution ne correspond à ses aspirations et qu'il les dépose, les congédie, mais immédiatement pour en créer d'autres, radicalement différentes, foncièrement nouvelles et immédiatement reconnues. C'était évidemment le cas des Révolutions « classiques », dont l'élan a été impulsé dès la Renaissance par une multitude de courants au sein de la bourgeoisie montante, dont les Lumières ; c'était aussi le cas de tout le XIX^e, travaillé en profondeur par le mouvement ouvrier et son idéal d'égalité et de justice sociales, de liberté politique, d'auto-détermination qui s'est incarné en 1830, en 1848 ou en 1871 en France mais aussi dans toute l'Europe ; c'était aussi, dans une moindre mesure, le cas de toutes les révolutions du XX^e siècle, guidées par le « socialisme », reprenant le flambeau du siècle précédant mais nourrissant plutôt les sinistres tendances totalitaires. Et aujourd'hui ? Sommes-nous réellement face à un peuple prêt à vivre dans une démocratie directe, c'est-à-dire l'expérimentant déjà, à différentes échelles, cumulant les expériences de génération en génération, s'auto-éduquant à la souveraineté collective et à l'autonomie individuelle ? C'est discutable, mais je ne le crois pas du tout. . . Les « gilets jaunes » peuvent être le *début de ce processus* de renaissance d'un tel projet – et c'est l'analogie que je peux faire avec le XIX^e – mais il n'aboutira pas dans les années qui viennent. Parce que la démocratie directe, ce n'est pas des mots sur un papier. Elle exige un peuple actif en permanence, une démocratie véritable n'est jamais établie une fois pour toutes : elle doit être à chaque fois maintenue, entretenue, réveillée par la population, sinon on retombe progressivement dans l'ancien monde. Et ça c'est une tare de l'Occident, comparé à la Grèce antique, des fièvres révolutionnaires et puis, peu après, le retour de la passivité politique, et on recommence un peu plus tard. Je ne parle pas du rêve stupide d'une insurrection tous les quinze jours, mais bien de gens participant, de manière régulière et conséquente, à toutes les décisions politiques, en assemblée, contrôlant leurs délégués de mille manières, nourrissant une passion pour la chose politique, en discutant partout, sur les marchés, en famille, dans les queues des magasins, au bistrot. C'est *cela*, un peuple démocratique, c'est un peuple actif *quoi qu'il arrive* et c'est ça qui me semble crucial aujourd'hui, pas de renverser Macron – ce n'est pas moi qui le défendrais, comprenez-moi bien, mais tout cela dépasse infiniment cet homoncule insignifiant dont l'oligarchie pourrait bien se défaire si elle le juge nécessaire.

Tout cela tempère donc grandement mon enthousiasme pour ce mouvement, ou plutôt en déplace l'objet et alimente mon inquiétude : le mouvement des gilets jaunes peut déboucher sur un chaos sans nom, un parti démagogique, ou autre chose, mais aussi être la fondation d'un courant qui travaillerait la société en profondeur. C'est cela, l'enjeu des « gilets jaunes » : pas tellement tel ou tel aspect, mais son ouverture profonde, sa richesse, son côté magmatique, bref, son indétermination, conjugué à son aspiration, même confuse et hybride, à l'auto-gouvernement, qui le rend susceptible de se saisir de l'énormité des questions politiques qui sont les nôtres. C'est ce point de vue que je vais expliquer et illustrer dans la seconde partie.

2 – Les obstacles, ou chantiers, présents et futurs

Un mouvement autonome de ce type se trouve au fil de son développement face à l'épreuve de son *institutionnalisation*. Le mot est compliqué, je m'explique : la forme spontanée, largement informelle et improvisée n'est pas durable sur le long terme, sinon dans les rêves absurdes des « spontanéistes » et des maniaques de l'émeute ou alors sous forme de dérèglement capillaire progressif, mais qui peut alors facilement dériver en chaos. Il doit y avoir la possibilité que le mouvement se transforme en organisation. Quelle organisation ? C'est toute la question.

L'institutionnalisation du mouvement des gilets jaunes

Durant le XX^e siècle, et même avant, mais la chose a largement empiré, les mouvements autonomes de ce type sont devenus, au fil du temps, des organisations hiérarchisées, bureaucratées, sclérosées, rejoignant la forme classique et aliénante de la société actuelle et perdant du coup tout aspect subversif ou même simplement novateur. Les exemples abondent ces dernières décennies, de nouveaux syndicats, de nouvelles associations, de nouvelles structures en général qui ont reproduit, à leur corps défendant bien entendu, la séparation entre quelques-uns surimprimés s'appropriant la direction et les autres, désimprimés et relégués à l'exécution, dans une causalité circulaire, sans que ni les uns ni les autres ne l'aient véritablement choisi, figeant du même mouvement les modes d'actions, les discours, les champs d'actions et tuant à terme toute créativité. Cela peut aboutir, évidemment, à bien pire que ce qui existe déjà, et c'est bien sûr toute la tragédie des révolutions populaires au départ qui ont abouti à l'enfer totalitaire – URSS, Chine, tous les PC, etc. Mais cette règle, que certains ont appelé le *principe d'équivalence* – toute forme nouvelle tendant à se rendre équivalente à ce qui existe – est purement culturelle, anthropologique et n'a rien d'inexorable, contrairement à ce que chacun a plus ou moins intériorisé, en se disant qu'une fois passé l'enthousiasme du départ, du moment inaugural, de la fondation, il n'y a que la bureaucratation ou la dispersion. C'est cette fausse alternative, que Sartre a théorisée par exemple, qui a fait que la mobilisation de la jeunesse en Mai 68 ou les coordinations de 86-88 sont restées sans suite organisationnelle.

Donc la phase d'institutionnalisation est ce moment délicat où un courant naissant et démocratique, comme le mouvement des « gilets jaunes », doit éviter cette alternative infernale pour créer, inventer une autre organisation, profondément démocratique, qui puisse allier spontanéité et durée, structuration et inventivité, pouvoir collectif et autonomie individuelle, etc. C'est difficile parce que tout concourt évidemment à ce que cela soit presque impossible : non seulement les médias – qui veulent des leaders, des porte-parole fixes et qui présentent bien – ou les politiques – qui cherchent à récupérer par tous les moyens – mais bien plus profondément le type d'individu contemporain, éduqué depuis le plus jeune âge à la délégation ou à la recherche de pouvoir, à la passivité et au fantasme de contrôle ou à la consommation et au conformisme. Donc c'est très difficile, mais dire que c'est impossible, c'est accepter l'ordre des choses actuel et se résigner à leurs conséquences globales, aujourd'hui suicidaires.

Donc si les gilets jaunes veulent continuer dans leur salutaire révolte, et je les en exhorte tout en m'incluant dedans bien entendu. Il me semble qu'il y a trois chantiers à affronter.

Trois, c'est pour schématiser évidemment et vous verrez qu'ils se tiennent tous ensemble, c'est plutôt trois facettes d'une même chose. Un enjeu social, un deuxième politique, un dernier idéologique.

L'enjeu social

Le premier élément, c'est la *socialité*. Aucun collectif, aucune organisation, aucune société ne peut être démocratique sans une myriade de liens spontanés, étroits, intenses, affectifs qui relient les gens les uns aux autres en permanence. Et vous savez que nous vivons dans des sociétés où cette socialité est en voie de disparition, en famille, au travail, dans la rue, dans les bars, dans le quartier, etc. et que cela déshumanise tout, désorganise le psychisme comme les institutions, accroît la désespérance, la détresse existentielle puisque nous sommes des *animaux sociaux*. Il suffit de se rendre dans des pays sous-développés pour comprendre, par contraste, ce qu'est un peuple vivant, je pense au Maghreb par exemple, que je connais un peu. Ici, ce sont les « réseaux sociaux » électroniques qui aujourd'hui s'y sont substitués, avec des limites et surtout des biais évidents à tout le monde, le plus immédiat étant la superficialité¹. On pourrait dire plus : la société contemporaine fait des profits gigantesques avec cette disparition des liens sociaux et de la solidarité de base qui va avec, et ne « tient » réellement que tant qu'une telle atomisation subsiste. C'est d'ailleurs cette socialité primaire à laquelle s'attaquent en premier les régimes totalitaires, comme l'a très bien pointé Hannah Arendt, notamment par la suspicion généralisée où le moindre propos déviant est criminalisé – cela fait penser, je vais y venir, au « politiquement correct » d'aujourd'hui où dans certains milieux se montrer seulement dubitatif sur l'immigration, l'islam ou les banlieues vaut condamnation morale et disqualification sociale. Bref, toute véritable démocratie se fonde d'abord sur cette base-là, chose évidente qu'oublie toujours les faiseurs de systèmes en pensant qu'il suffirait de changer quelques lignes dans une Constitution pour changer la société. Non, évidemment, et la libération de la parole et la réapparition des liens sociaux à chaque mouvement social d'envergure montre bien en quoi la vie sociale est incompatible avec le fonctionnement « normal » de notre société... C'est Mai 68, bien sûr et, un peu, de ce que j'en ai senti, en 1995 et aujourd'hui avec les « gilets jaunes ». Parce que c'est ce qu'ils font, avant tout, par-dessus tout, avant toute chose, sur les ronds-points, les places et les carrefours : ils recréent une société digne de ce nom, humaine, faite de complicité, d'engueulades, de solidarités immédiates, de politesse, de bon sens. Et c'est cela que les flics détruisent en évacuant les campements improvisés et qui est si poignant : ils anéantissent ce petit germe d'humanité qui pousse dans les fissures du bitume, sur ces *no man's land* qui parsèment le pays.

Alors cette socialité qui s'esquisse là, sous nos yeux, absolument salutaire pour beaucoup et infiniment précieuse, qui ne réapparaît que dans les interstices, les anfractuosités de notre terrible et monstrueuse société, c'est un enjeu considérable. Mais c'est une chose qui ne se décreète pas, qui ne relève véritablement d'aucune technique, qui est même l'opposé de la technique, de la logique, de la rationalité puisqu'elle relève de l'envie, du *désir* de faire société. De *faire société*, c'est-à-dire l'opposé des attitudes qui ne visent qu'à en profiter, à la piller, à l'instrumentaliser pour ses petites jouissances : l'envie de la constituer, de l'être, de l'incarner, de la faire être telle que nous sommes, d'accepter qu'elle soit telle, avec toute sa culture, sa diversité, son histoire, etc. Mais, et cela chagrine toutes les bonnes âmes plus ou

1 Voir *supra* « Le piège des réseaux sociaux », p. 16.

moins salariées qui s'échinent à « faire du lien social » autour de rien, les relations humaines orbitent toujours autour de quelque chose, une identité, un passé, un projet, etc. Et cette socialité de lutte, si j'ose dire, celle des gilets jaunes, c'est un lien social particulièrement précieux parce qu'il est politique, il s'est constitué dans et par une volonté collective d'exister, de changer le quotidien et les institutions. J'ai évoqué le Maghreb, tout à l'heure, et sa socialité, son épaisseur sociale ; mais celle-ci est imbibée de religiosité et de hiérarchisations, familiale, sexuelle, sociale, etc. Ce dont nous parlons c'est de la *réinvention* d'une socialité qui, bien sûr, se suffit à elle-même en un sens, mais dessine aussi la société que nous voulons, en la faisant advenir là, ici, maintenant. Par exemple personne, à part les bobos et les primitivistes, ne fantasme le retour à la vie sociale de village, en face-à-face, avec ses nœuds inextricables, sa consanguinité psychique voire biologique, ses rancœurs sur des générations, etc. On a dit, pendant des siècles, que « *l'air de la ville rend libre* » ; l'arrachement à cet enfermement dans le terroir est un moteur de la situation actuelle, et il n'est pas question d'y revenir. ... Il y a donc à inventer un lien social qui ne soit ni anonymisation urbaine ou informatique ni retour à la tribu, à la communauté organique. Et je dis inventer au sens exact, créer, imaginer, faire advenir un autre rapport entre nous, qui parvienne à concilier proximité et distance, respect et confrontation, intimité et vie publique... C'est immense, vous le voyez bien, et cela concerne en plein les Gilets jaunes et les dépasse complètement, sur tous les plans. Et cela ne se fera pas en quinze jours, mais à l'échelle d'une vie humaine, de plusieurs même.

L'enjeu politique

Le deuxième chantier s'ensuit : c'est l'élément politique. C'est celui, me semble-t-il, qu'aborde de différentes manières les gilets jaunes ces jours-ci, avec les difficultés qui l'accompagnent. Il s'agit de parvenir à passer de la formation spontanée de tous ces petits groupes de quelques dizaines à quelques centaines de personnes rassemblées informellement autour d'actions précises à des organisations structurées capables de perdurer. C'est difficile parce que cela demande de changer de braquet en quelque sorte, de partir des formes et des affects premiers du mouvement pour, non pas les abandonner, mais peut-être les enrichir ou les croiser avec d'autres, qui sont ceux attachés, par exemple, à l'expérience des assemblées, des discussions autour d'une décision à prendre collectivement, des perspectives stratégiques, et l'élaboration d'une organisation proprement démocratique, donc avec la vigilance, la persévérance et les objectifs qui vont avec. Le tout, je ne vais pas y revenir, sans évidemment reproduire les hiérarchies, les spécialisations, la routine, la bureaucratisation qui aboutissent à une sclérose, même à toute petite échelle. Et bien sûr en évitant le piège de l'avant-gardisme militant qui éloigne intuitivement tous les gens les plus intéressants...

Cette dynamique de formation de groupes locaux pérennes semble en cours, d'après ce que je vois et entends. Des assemblées plus ou moins formelles sont en train de naître un peu partout. C'est embryonnaire, mais ça apparaît. La grande question, c'est la manière dont ces gens vont aborder les problèmes que j'ai évoqués... Et parvenir à se coordonner à plus grande échelle... Bien sûr, il existe beaucoup de techniques pour ça ; je parle de la rotation des tâches, des mandats impératifs et révocables, du tirage au sort, etc. Mais ce ne sont que des *techniques*, certes sociales mais des *techniques* tout de même, et ça relèverait du technicisme le plus buté de croire qu'il ne s'agirait « que » de les appliquer. Ça ne marche pas

comme ça : il faudrait que les gens les comprennent, les adaptent et, avant tout, les *veulent* et soient capables de les incarner. Donc s’y attachent non comme à des gris-gris mais comme à des principes de base dont le respect est *vital* – et ça je sais que c’est difficile parce que l’on n’a pas du tout été éduqués là-dedans, ou si peu. Cela signifie lutter à l’échelle personnelle, intime, même, contre la tendance profonde à s’en remettre à quelques-uns, plus talentueux, plus courageux, plus entreprenants, etc. Ça demande une bienveillance mutuelle en même temps qu’une fermeté pour faire avec les gens qui sont là, leurs manies, leur image d’eux-mêmes, leur névrose, etc. Pas simple. C’est en fait l’élaboration d’une *culture de l’autonomie*, de l’émancipation, et ça, ça ne se trouve pas dans les livres, ni chez des gens qui ont fait des études – surtout pas ! –, ça ne se commande pas, ça ne se programme pas. Mais chacun peut y travailler, d’où qu’il soit, en faisant ce qu’il sait faire dans cette direction.

Dernier point là-dessus, c’est la question de l’information et de la réflexion collective. Les « réseaux sociaux » aident à se mettre en branle, à se rencontrer, à poser les jalons d’une collectivité réelle – *in the real life* comme disent les *geeks* – mais pas vraiment à informer rigoureusement, ni à discuter pour articuler un discours cohérent, une pensée collective, des interrogations communes. Il est en train de se créer des sites internet régionaux bien plus utilisables et rigoureux que les « *like* » et les « *gifs* » de *Facebook* : cela peut être un début, mais comporte aussi un grand nombre d’inconvénients. Je ne vais pas rentrer dans les détails que vous connaissez certainement, mais le problème est la facilité, la fausse facilité, qui empêche la lecture véritable et la réflexion, qui est aujourd’hui *vitale*. Il faudrait trouver un équivalent aux journaux ouvriers, aux bulletins du XIX^e, aux correspondances, aux cercles de discussions de l’époque qui permettaient une auto-éducation des gens, qui apprenaient à lire, à débattre, à comparer des livres, à discuter des idées, des courants, des auteurs. Je suis peut-être un peu trop dix-neuviémiste, mais il me semble qu’il faudrait retrouver quelque chose de ce type-là, et je pense que ça commence à se faire.

L’enjeu idéologique

Et c’est précisément mon dernier point, et pas des moindres. C’est le chantier idéologique ou intellectuel – vous allez comprendre la nuance. Il y a à inventer, à créer, à élaborer une nouvelle culture, qui tisse un lien naturel avec les plus anciennes comme cela se fait symboliquement par toutes les références à 1789. Et cela ne va pas se faire *ex nihilo* en écoutant quelqu’un, aussi intelligent soit-il, mais en abattant les idéologies qui nous empêchent tous de penser. Je vais prendre trois exemples, pour illustrer ce que j’y mets, moi.

Premièrement, c’est bien sûr la culture de la passivité politique, de la délégation de pouvoir, de la pseudo-expertise. Nous vivons dans un système représentatif où la politique est vue comme un *savoir* réservé à quelques-uns et non, c’est pourtant une évidence, une question d’*opinion*. Il y a des questions techniques, complexes, difficiles, qu’il faut savoir expliquer et faire partager, mais les choix politiques, les grandes orientations de la société, son fonctionnement, etc, c’est au peuple de les décider et personne au monde ne peut prétendre savoir mieux que lui. Et c’est ça la politique : c’est la liberté collective d’aller dans ce sens plutôt que par là-bas, avec la *responsabilité* qui va avec. Et se reposer sur des représentants politiques, sur des pseudo-spécialistes, c’est une fuite, au fond, de notre condition humaine, tout comme le fait de raconter n’importe quoi, de faire suivre des conneries complottistes, etc. On peut facilement transposer la chose au niveau de la technique : la technique est investie de la même manière, on pense que la science, les machines, les appareils vont trouver

des solutions à tous nos problèmes, alors qu'elles ne les résolvent qu'en en rajoutant de nouveaux, plus nombreux, plus compliqués encore. Voilà, c'est tout ça qu'il faudrait changer, si nous voulons une démocratie directe – c'est donc loin d'être simple, on se bat contre des millénaires d'aliénation, d'auto-aliénation. Mais quand même en Occident, du fait de notre histoire singulière, on peut s'appuyer sur des expériences du passé. Il y a tout l'héritage révolutionnaire et, au-delà, de la Grèce antique, et tout ça est devant nous, j'ai envie de dire ; c'est à reprendre et, dans l'immédiat, à faire revivre selon nos propres modalités. C'est ce que font, dans l'improvisation et l'urgence, beaucoup de « gilets jaunes »...

Deuxième exemple, bien plus polémique... Il est notoire que coexistent au sein des gilets jaunes des tendances électorales apparemment très différentes : d'abord celle du premier parti de France, celui des abstentionnistes, puis des électeurs du *Front National* et de la *France Insoumise*, et puis tout le reste dans une moindre mesure. Cela paraît très disparate, mais ça ne l'est évidemment pas, c'est essentiellement une posture protestataire, et la porosité entre toutes ces catégories est importante. Il y a moins de distance entre un électeur du FN et de la FI qu'entre ceux-là et les partis « respectables », ça se retrouve d'ailleurs dans les programmes. Il y a donc un paysage politique largement suranné, dépassé, qui ne recoupe plus les clivages réels et les gilets jaunes le montrent, en acte. La chose est similaire, et depuis bien longtemps, pour les faux clivages droite-gauche ou progressisme-conservatisme, etc. Nous nageons dans la confusion, mais cela peut être l'occasion de dessiner de nouvelles lignes de partage politiques et c'est fondamental. Plus concrètement, et pour être immédiatement désagréable, soit la question de l'immigration. C'est devenu aujourd'hui quasiment le seul critère de démarcation, alors que c'est absurde : pendant plus d'un siècle, l'immigration était vue comme un projet patronal pour baisser les salaires, casser les grèves, briser les cultures et solidarités ouvrières, et toute la gauche historique y était opposée, de J. Jaurès à la CGT jusqu'au PC des années 80. Le retournement idéologique est total, puisque maintenant c'est exactement l'inverse ! Alors qu'on voit, depuis vingt ans, l'immigration poser problème, en elle-même, sans pouvoir la rabattre sur des questions sociales ou de racisme ou d'autre chose. Parler même d'immigration est un abus de langage : ce que l'on voit, c'est une nouvelle immigration, une néo-immigration de peuplement, sans intégration, continue, massive, etc. c'est ce qu'on appelle pudiquement le « multiculturalisme ». Et ça, c'est devenu un *tabou* authentique, quasi-religieux, dans les classes les plus favorisées de la société. Même chose pour les thèmes attenants de l'islam, de la délinquance, de la banlieue... Il y a dix jours, je parlais du danger de l'extrême droite musulmane¹, que je voyais arriver sous forme d'émeutes, et ça avait été plutôt mal reçu... Mais quelques jours plus tard, on a eu l'attentat de Strasbourg... Je ne suis pas prophète : c'est simplement que ces tendances existent dans la société, qu'elles sont nouvelles, qu'elles seront toujours là, avec leurs propres logiques, leurs temporalités, et elles ne vont pas se régler toutes seules pendant qu'on regarde ailleurs... Il faudrait les traiter sérieusement, pour elles-mêmes, sans verser dans l'idéologie angélique ou diabolisante. Le rapport avec les gilets jaunes et la démocratie directe est immédiat : si un peuple est souverain sur un territoire, il décide bien de qui y rentre et du projet collectif auquel on adhère ici – c'était le principe de la *nation*, qui n'est ni tribu, ni empire, ni royaume, et qui repose sur un choix de projet politique, d'une identité collective. Toute institution, tout groupe, comme ici au *Samovar*, a des limites, un dedans, un dehors et tout n'y est pas permis... À gauche, on chérit l'État-providence, mais celui-ci a

1 Voir « Une révolution sans révolutionnaires », émission de Radio Libertaire du 7/12, cf. *supra*, p. 24.

besoin de frontières et de solidarité réelle, donc d'un partage minimal de valeurs... C'est tout cela que remuent les gilets jaunes, et leur intelligence est aussi là dedans. En fait, il faudrait mettre à bas, et c'est de toute façon en cours, toute l'idéologie de ce qu'on appelle le « libéralisme ». Bon, dit comme ça c'est consensuel, sauf que le libéralisme culturel – et là je suis d'accord avec J.-C. Michéa – on peut très bien le nommer le *gauchisme culturel*, selon l'expression de Jean-Pierre LeGoff. C'est ce qu'on nomme aussi le *politiquement correct* ou la *bien-pensance*, et cela empêche de penser, tout simplement. C'est une chape de plomb qui entretient le déni d'une multitude de catastrophes en cours ; j'ai un peu parlé de la sécession des banlieues, plus généralement la partition musulmane visible depuis janvier 2015, mais c'est aussi le déni de l'invasion technologique que tout le monde constate tout en l'accompagnant et le déni de la situation écologique, réellement paniquante.

Et l'écologie, c'est précisément mon dernier exemple d'un travail « idéologique » à faire, ou plutôt de l'effort qu'il faudrait fournir pour se débarrasser des idéologies et recommencer à réfléchir. Le mouvement des gilets jaunes a commencé, vous le savez, à partir du prix de l'essence et a mis en avant le « pouvoir d'achat ». Mais ce niveau de vie, ce rythme de consommation, est impossible à poursuivre et encore moins à généraliser sur une planète aux ressources en voie d'épuisement. Là, on se heurte aux limites physiques externes à la société, c'est non-négociable. En réclamant en réalité, sans le dire explicitement mais comme tous les mouvements contestataires depuis longtemps, un retour aux « trente glorieuses », les gilets jaunes se fourvoient complètement. Là, il y a un aveuglement *incontestable*. Alors il ne s'agit pas de hurler comme le font beaucoup d'écologistes ou de décroissants que c'est donc un mouvement idiot : ce sont eux les idiots parfaits qui refusent de voir, souvent parce qu'ils sont, eux, dans l'aisance matérielle, qu'il est impossible de mener une politique écologique dans une société profondément inégalitaire et totalement injuste. L'un ne peut pas aller sans l'autre, en toute rigueur – et là on voit les ravages de la dissociation entre la question sociale et la question écologique, cette dernière devenant l'idéologie du maintien de l'ordre. Quoi qu'il en soit, l'avenir, dans le meilleur des cas, est très loin de ce que s'imaginent les gilets jaunes : dans n'importe quelle société utopique que vous pouvez imaginer, si vous tenez compte de la raréfaction des ressources, il faudra plutôt travailler bien plus qu'aujourd'hui et pour beaucoup moins d'argent... Cela paraît glaçant, mais dire que c'est la fin de la manne pétrolière, gazière ou carbonée d'une manière générale, cela veut dire moins de carburant, moins de machines, moins d'automatisme et un retour du travail humain. Mais cela peut se faire dans une grande égalité, une fraternité retrouvée, etc. Mais il faut aussi parler clair et ne pas faire rêver, nous ne pouvons plus nous le permettre... Il nous faut des utopies réalistes.

Voilà ce à quoi devrait s'affronter, d'après moi, le mouvement des gilets jaunes. Peut-être qu'il n'en prend pas le chemin, mais dans tous les cas, il possède une richesse, une souplesse, une intelligence où pourraient prospérer une réflexion populaire sur toutes ces questions, bien sûr pas en trois semaines, mais étalée dans le temps pour réinventer une manière de faire de la politique, d'envisager l'avenir, le rôle du peuple, etc. Et ça, c'est inédit.

Je résume cette partie et je finis : vous voyez que ces trois points que j'ai énumérés comme des chantiers qui attendent ceux qui voudraient une démocratie véritable se tiennent les uns les autres : il n'est pas possible de faire le deuil de la société de consommation sans une véritable socialité qui permette une sécurité affective, et même chose pour le décrois-

nement politique : il y a des désaccords importants sur les ronds-points, les gens peuvent se traiter de « bolchevique » d'un côté ou de « raciste » de l'autre, c'est ce que j'ai entendu, mais c'est comme dans les bars, ce n'est pas infamant, ce n'est pas une condamnation, ni un appel à la guerre ; on a le verbe haut, mais ça reste dans les bornes de la *common decency*, on va continuer à bloquer ensemble ou à boire des verres – on n'est pas chez les gauchistes. Donc la socialité, la bienveillance, permet ce brassage idéologico-intellectuel d'où pourrait repartir un projet d'émancipation. Et bien sûr, il faudrait aussi une organisation minimale pour que des discussions approfondies aient lieu, fassent trace, circulent et que s'expérimente concrètement ce qui est abordé et revendiqué. Et tout cela, il me semble, est contenu en germe dans le mouvement des gilets jaunes. Et même si celui-ci échoue ou rentre en sourdine, son élan peut cheminer pour réapparaître sous d'autres formes, plus tard. De toute façon, il a ensemencé quelque chose, il a créé un précédent, il a ouvert un monde et il revient à chacun d'y participer, en gardant toujours à l'esprit qu'on peut aussi aggraver la situation et que le chaos n'est jamais loin, c'est peut-être même contre lui qu'on se bat, que se lèvent les gilets jaunes...

Les gilets jaunes et l'empire

Je voudrais finir cette intervention sur des considérations un peu plus larges mais qui ne pourront que rester allusives. Au fond, il me semble qu'il n'y a qu'une façon de comprendre vraiment ce mouvement, c'est de le considérer comme un réflexe de survie d'un monde qui ne veut pas disparaître. Les gilets jaunes sont profondément modernes, c'est ce que montre tout ce qu'ils font et veulent : ils refusent que disparaisse le monde de la « démocratie » – quoi qu'on entende par là –, le monde de la consommation, de la stabilité culturelle, de la sécurité physique, celui permettant des institutions fonctionnelles, une justice compréhensible, une éducation à la portée de tous, une solidarité générale minimale, etc. Et ce monde est effectivement en train de s'effacer, cette modernité, ces siècles de « progrès » à la fois moraux, techniques, sociaux, scientifiques, intellectuels, artistiques, etc. Au profit de quoi ? À mon avis au profit d'une régression historique énorme qui nous fait quitter peu à peu cet univers de la modernité qui a, disons, cinq siècles, pour retourner à des mécanismes très anciens mais qui ont dominé toutes les civilisations, je parle des logiques d'empire. Je crois qu'on en revient, à différents degrés, à ce monde de l'empire, sans frontières, multiculturel, avec une concurrence communautaire, un État arbitraire et autoritaire qui ponctionne sans scrupule ses populations, une absence totale de souveraineté populaire, des armées très disparates, des guerres incessantes, une croissance économique faible, etc. Je ne vais pas développer plus, c'est l'objet de la dernière brochure¹. Mais je crois que c'est ça, les gilets jaunes, et plus généralement toutes les réactions dites « populistes » dans le monde : un attachement à un univers qui disparaît. Et la difficulté c'est bien sûr que des forces énormes qui nous dépassent largement sont à l'œuvre mais aussi que ce monde de la modernité est très critiquable et surtout aujourd'hui intenable, notamment du point de vue irréfutable de l'écologie. Donc nous sommes emportés dans une mutation gigantesque de l'aventure humaine à laquelle on ne peut s'opposer qu'en inventant, en créant autre chose. Et les gilets jaunes sont, peut-être, le début de ça, le tout début – en tout cas c'est ce que je veux y voir et il me semble qu'il y a des arguments à faire valoir.

Lieux Communs – 14 décembre 2018

1 *L'horizon impérial. Sociétés chaotiques et logique d'empire*, brochure n° 23, mars 2018.

« Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire »

Émission de Radio Libertaire enregistrée le 19 décembre 2018

Cyrille : Vous êtes sur Radio Libertaire, c'est l'émission *Offensive Sonore* que nous consacrons à une deuxième partie sur la révolte des gilets jaunes [après une première partie enregistrée le 5 décembre]. Nous sommes le 19 décembre – c'est bien de préciser – et c'est une émission enregistrée préalablement. On a parlé la dernière fois, c'était le 5 décembre, donc juste avant la fameuse manifestation du 8 qui était, on le constate maintenant, un peu le point d'orgue de la contestation. Là, vient de se dérouler la dernière manifestation du 15 décembre, et il y a eu des événements entre-temps.

L'évolution du mouvement des gilets jaunes

D'abord on voulait parler du mouvement des gilets jaunes, de l'état du mouvement aujourd'hui. Plusieurs choses se sont passées, c'est un peu difficile de resituer mais surtout il y a une annonce gouvernementale qui montrait clairement qu'il reculait sur pas mal de sujets, sur la taxe carbone notamment, et qu'il augmentait le Smic – même si c'est pas vraiment le Smic qu'ils augmentent de 100 euros, c'est une entourloupe qui est assez... C'est déjà une énorme victoire pour les gilets jaunes, on peut le dire comme ça, puisque c'est un gouvernement qui n'a jamais cédé et là qui est en train de céder et en plus qui continue parce qu'il se rend bien compte qu'il est obligé de donner pas mal. On voulait faire un bilan, même si les médias disent que c'est quasi terminé : nous on pense que c'est pas forcément le cas, en tout cas c'est mon avis à moi, Quentin toi aussi tu reviens de Bordeaux où tu as pu rencontrer pas mal de gens, on voulait te poser la question : comment tu voyais les choses ?

Quentin : Oui, je pense que le mouvement est en train de continuer, malgré les annonces de Macron qui sont effectivement une entourloupe parce que tout le monde a très bien compris, extrêmement rapidement, que tout ce qui était donné l'était par l'État, donc allait bien être repris à un moment ou à un autre... C'est uniquement des concessions qui seront faites à partir des impôts et des taxes... Ce qui est étonnant c'est que cette déclaration a eu très peu d'effets en réalité sur le mouvement des gilets jaunes, qui continue. C'est la deuxième déclaration de Macron et le mouvement ne s'arrête pas. C'est assez exceptionnel dans un mouvement, d'habitude les premiers reculs du gouvernement ont un effet : ou alors le mouvement décline, ou alors il y a scission à l'intérieur du mouvement, et ce n'est pas ce qu'on voit puisque les gilets jaunes continuent d'être mobilisés.

Ça c'était la carotte, mais il y a aussi eu le bâton ; c'est-à-dire qu'on voit une répression lors des manifs où l'on a vu un décuplement des forces de l'ordre à Paris mais aussi en Province, ce qui a calmé le jeu énormément. On peut même dire qu'on est à la limite [de la répression républicaine], qu'on est en train d'atteindre le droit de manifester : il y a eu des contrôles un peu partout à Paris ce samedi-là. Je n'y étais pas, j'ai manifesté à Bordeaux, mais on m'a décrit des contrôles un peu partout, des manifestants bloqués en périphérie que l'on obligeait à retirer les gilets jaunes, des contrôles policiers, des fouilles, etc. Donc il y a vraiment une grande répression. Mais, les manifestations ne sont pas non plus le centre du mouvement, je pense qu'on en discutera, l'essentiel est en périphérie, si j'ose dire, il est dis-

persé à travers la France à travers des occupations de ronds-points, des blocages, des actions diverses et là aussi on rencontre une répression importante puisque les gilets jaunes sont chassés : on évacue les cahutes qu'ils ont montées, qui sont des points de rassemblement et de fraternisation. Alors assez souvent ils reconstruisent un peu plus loin, ils se déplacent. C'est ce qui s'est passé notamment à Bordeaux où j'étais, sur le rond-point de Sainte-Eulalie, qui est un site occupé depuis le début, depuis le 17 novembre, par une trentaine de personnes – ils font des rotations, donc on peut dire une centaine de personnes en tout – eux ont été délogés de leur endroit et la semaine dernière, ils se sont installés à 50 mètres... Donc il y a une adaptation du mouvement qui tente de survivre malgré la répression, qui varie d'ailleurs évidemment en fonction des régions : il y a des endroits où c'est plus violent, où par exemple les flics incendient les constructions précaires des gilets jaunes, et c'est déchirant pour eux parce qu'il y a une grande fraternité qui s'est installée au fil du temps dans ces endroits-là. On détruit un véritable lieu de vie, des endroits où des gens se sont rencontrés pour la première fois, ont fait connaissance, se sont mis à discuter... Il y a d'ailleurs un bon reportage de Florence Aubenas à ce sujet-là, que j'ai republié sur le site *Lieux Communs* : *La Révolte des ronds-points*, qui a été publié dans *Le Monde*, qui rend vraiment très bien, en quelques pages, l'ambiance que j'ai retrouvée là-bas. C'était très beau, cette fraternisation, et c'est ça qui est en train d'être rompu par le gouvernement. Donc cela laissera des traces car c'est autant la lutte contre un pouvoir, qu'on juge à raison arbitraire, arrogant, et accapareur, qu'une lutte de gens qui refont société, qui recréent du lien dans des endroits qui étaient désertifiés, qui étaient précarisés et qui tissent des relations, nouvelles, de voisinage, d'amitié, d'affection très forte, à travers une lutte. C'est à cela qu'on assiste.

Plus généralement, le mouvement se heurte à l'immobilisme du reste de la société française. Le soutien au mouvement ne s'est pas démenti : ni la violence des manifestations, ni la répression, ni le travail des médias, ni les quelques miettes données par le pouvoir n'ont eu raison de la sympathie que la population éprouve pour ce mouvement-là. Le soutien perdure mais il n'y a pas de nouveaux secteurs de la population qui rentrent en lutte réellement. J'ai vu sur le rond-point de Ste-Eulalie énormément de klaxons, les gens qui passent donnent un jambon, une bouteille de vin – même si l'alcool est interdit sur ce rond-point-là, et c'est très bien – donnent des gâteaux, du chocolat, etc. Mais malgré tout sur le rond-point les gilets jaunes n'étaient que trente... Donc il y a un soutien massif des automobilistes – les klaxons étaient quasiment en continu –, des routiers ; on montre le gilet jaune, on lève le bras, il y a des mots d'encouragements, etc. Les gens leur disent « merci », les saluent mais les gilets jaunes leur disent aussi en retour « *Rejoignez-nous !* » parce que ce n'est pas le cas. Le mouvement se trouve un peu tout seul dans sa propre dynamique en face du pouvoir. De ce point de vue-là c'est un échec : les villes ne se mobilisent pas réellement, ni les populations urbaines paupérisées – nous à Paris, mais à Bordeaux non plus : les gens à la manif de Bordeaux étaient presque uniquement des gens de la périphérie, il y avait très peu de Bordelais à proprement parler – ni la banlieue non plus. La France qui est dite périphérique se retrouve toute seule dans sa lutte, alors que ce sont des gens qui attendent, qui attendraient que les Français se mobilisent. Sur le rond-point de Sainte-Eulalie, les gilets jaunes me demandaient si des carrefours, des ronds-points étaient bloqués à Paris... Je leur répondais que, malheureusement, à Paris c'était *absolument mort*, qu'il n'y avait *absolument rien*... C'était très triste, ils étaient très déçus, ils pensaient que les médias leur cachaient quelque chose, qu'ils avaient du mal à avoir des informations... En fait, non... Il y a quand même un

sentiment, malgré tout, de solitude. C'est un petit milieu, c'est une minorité, les gilets jaunes. Même si on peut décupler les chiffres [officiels du ministère de l'Intérieur] ça reste une minorité de Français. Et de ce point de vue-là, c'est un échec.

C : Si on parle de l'état du mouvement, il y a eu 50 % de manifestants de moins à la dernière manif du 15 décembre dernier, une dégringolade – essentiellement sur Paris, c'était assez spectaculaire – qui venait après deux événements : l'annonce du gouvernement qui disait qu'il allait augmenter le Smic et céder sur la revendication qui a enclenché le mouvement ; les taxes sur le diesel ont été annulées. Même s'il y a eu des couacs dans la communication, en gros, le gouvernement actait toutes les revendications, les plus importantes on va dire, du mouvement. Et [deuxième événement], l'attentat de Strasbourg, avec beaucoup de pressions des médias et des autres pour dire « *Vous êtes des traîtres à la nation, vous mettez en danger la sécurité* », etc. À cela s'est ajouté l'entrée en lutte des lycéens, qui était bien lancée et qui continue encore avec quelques universités en plus sur Paris, je ne sais pas s'il y a eu tout le temps jonction... La CGT qui a officiellement essayé de joindre le mouvement en lançant une manif le même jour, le 8 décembre il me semble, et le 14 ensuite, un jour avant. Donc on a quand même l'impression de loin que le mouvement est en train de s'arrêter ou de faire une pause...

Daman : Je voudrais juste revenir sur la répression de samedi dernier. C'est vrai qu'on a eu à faire à pas mal de cars qui montaient de province qui ont été bloqués des heures et des heures aux portes de Paris ou avant, fouillés, parfois avec confiscation des gilets jaunes. Il y a eu plusieurs appels à manifester à plusieurs endroits dans Paris dans le but de rejoindre les Champs-Élysées qui ont été nassés des heures et des heures durant, faisant enlever les gilets jaunes à la sortie des nasses, etc. Tout ça pour dire que de ce fait les chiffres sont faussés. Pour ce qui est des groupes qui rejoignent le mouvement comme les lycéens, ou maintenant les policiers qui appellent à rejoindre le mouvement, j'ai l'impression que ce sont des groupes qui viennent avec des revendications très sectorielles et que cela dessert le mouvement car dès qu'ils auront obtenu gain de cause, ils se désolidariseront du mouvement. Alors la police est sur des revendications d'augmentations salariales très précises et eux, sur leur secteur il n'était pas question de généraliser la cause ; les lycées, c'était sur *Parcoursup* et pas tellement plus ; les routiers aussi... À la fois, c'est intéressant que d'autres secteurs rejoignent le mouvement, mais en même temps c'est aussi un piège que chaque groupe vienne avec sa petite revendication, ça viendrait mettre un terme au mouvement.

Q : Je suis tout à fait d'accord et assez pessimiste de ce point de vue-là. Ce qu'on voit depuis, on va dire 10-15 jours, c'est en toile de fond le mouvement des gilets jaunes, qui ne cesse pas, qui continue à avoir des revendications extrêmement générales, extrêmement riches, une auto-organisation, un appel à la démocratie directe, plus ou moins radicale mais en tous les cas un mouvement extrêmement riche et divers, et on voit dessus des greffons d'autres mouvements qui sont, de mon point de vue, plus de l'ordre du parasitisme ou plutôt de l'*opportunisme* : on va se servir de ce désordre en toile de fond pour tenter d'amener notre *propre* lutte, on avance nos *propres* pions pour tenter d'obtenir gain de cause. La palme du cynisme revenant à la CGT qui, ce doit être pour la troisième fois, menace de lancer une grève – la CGT qui déclenche une grève ça rajouterait évidemment du désordre au bordel et réciproquement – et qui immédiatement après 2/3 jours de négociation obtient gain de cause

et annule la grève ; ça été le cas des routiers, des BTP... C'est-à-dire que plutôt que d'accompagner ce mouvement radical des gilets jaunes, on va le parasiter, en profiter pour obtenir effectivement des petites revendications catégorielles...

Alors, les flics, il me semble que c'est un secteur à part, je serais pour qu'on en parle un peu plus tard parce qu'il joue un rôle dans l'État qui est quand même extrêmement important et si eux se mettent réellement en mouvement, là ça va changer...

Mais pour les gilets jaunes, c'est un succès du côté des revendications : ils ont réussi à faire plier un gouvernement absolument arrogant et détestable. Mais du point de vue de la dynamique du mouvement, de sa force et de sa richesse, c'est très très dommage qu'il soit resté isolé. C'est assez terrible et la grosse difficulté pour eux – qu'on avait déjà soulignée dans notre discussion précédente – serait d'arriver à changer de mode d'actions, soit de passer des blocages ou des péages et des ronds-points à un autre type d'actions, un peu plus durables, qui permettent de passer au moins l'hiver, parce que dès qu'il fera -10° à mon avis il y aura beaucoup moins de personnes. Changer, en tenant notamment des assemblées et en inventant des actions qui soient différentes. Je crois que c'est très dur parce que ce qui a créé leur succès, ça a été le mode d'action « blocage » justement et qu'ils sont – de ce que j'ai vu après discussion avec eux – très attachés à ça. Ils ont réussi à créer un petit milieu avec des codes, un réseau de connaissances, une manière de se donner rendez-vous, des habitudes, et si tous ces gens se mettent à se rassembler, par exemple dans une salle – ce qui est en train de se faire à certains endroits – bon, les relations vont changer, ils vont être obligés de discuter de manière peut-être un peu plus âpre entre eux, un peu plus sérieusement, et ce n'est pas leur mode de coexistence jusqu'à maintenant. Ils risquent de perdre la fraternité qu'ils ont éprouvée ici – en tout cas c'est ce qu'ils m'ont dit – cette fraternité qui pour eux est une véritable victoire et pour certains une *révolution existentielle*, il y en a qui sortent vraiment d'une solitude dans laquelle ils s'enfermaient depuis 20 ou 30 ans. C'est difficile donc pour eux de passer à autre chose, d'autant plus que sur les points de blocage, il y a quelque chose de très gratifiant : c'est le soutien des gens dont j'ai parlé, on le voit ce soutien, il est physique, on voit des têtes qui défilent, les automobilistes qui font des signes, etc. C'est extrêmement encourageant et très valorisant. Se retrouver à 30 ou 40 ou même à 200 dans une assemblée à discuter, bon ça me semble être un passage presque obligé pour le mouvement, mais ça demanderait vraiment une mutation du mouvement, et ce n'est pas ce qui est train de se passer, je crois. Donc, qu'est-ce qui va arriver dans les semaines qui viennent ? C'est assez difficile à dire... Ils peuvent rester sur les ronds-points, mais, je ne suis pas sûr qu'ils puissent durer – sur ce mode-là, en tout cas.

Alors, il y a eu aussi cet attentat, la semaine dernière [le 11 décembre]. On parlait effectivement de l'extrême droite musulmane lors de notre dernière discussion, moi je parlais plutôt d'une mobilisation de la banlieue *via* les lycéens qui commençaient à se mobiliser. On a eu pire quasiment : un attentat islamiste à Strasbourg qui a donné lieu à beaucoup de thèses complotistes parce que ça tombait presque à pic pour le gouvernement pour faire rentrer [dans le rang] le mouvement social. C'est assez difficile de faire la part des choses ; je pense que très spontanément c'est bien possible qu'un islamiste passe à l'acte tout simplement, à ce moment-là, il peut très bien ne pas être dans la temporalité des médias, la nôtre, il peut même ne pas être au courant du tout du mouvement des gilets jaunes, c'est tout à fait possible. Il peut aussi le faire en *réaction* aux gilets jaunes... Peut-être aussi suite à des trac-tations en sous-main...

C : Peut-être aussi profiter de la faiblesse des forces de l'ordre...

Q : Éventuellement, mais je ne serais pas étonné que ce soit même indépendant du contexte. C'est vraiment un monde, des gens qui vivent avec d'autres repères que les nôtres, ce n'est pas du tout le même cadre de pensée... Mais, quoi qu'il en soit, ça montre qu'effectivement que quoi que l'on discute, il faut avoir en tête systématiquement qu'il y a une partie de la société qui obéit à des règles différentes et qu'elle pourrait intervenir de plusieurs manières dans les événements. Il n'y a pas uniquement le peuple et le gouvernement : il y a le peuple, le gouvernement et cette zone grise, une sorte de corps étranger qui s'est constitué, qui s'exclut de lui-même de la société française et qui est capable d'intervenir de mille manières. Ce peut être des émeutes, ou lors des cortèges, ou ce qu'on voit systématiquement à la fin de toute manif, et ce peut être des attentats, bien sûr, plus ou moins importants. Là c'est un attentat relativement mineur, malgré les morts ; ce n'est pas le *Bataclan*, c'est pas *Charlie Hebdo*. Je pense qu'il faut maintenant qu'on ait en tête que, quoi qu'il arrive, il y a un troisième acteur... C'est malheureux, mais il me semble que c'est comme ça.

Un autre changement qui me semble important depuis, on va dire le 15 décembre, c'est l'ascension fulgurante de la revendication pour un Référendum d'Initiative Citoyenne. C'est une sorte de réponse à Macron : il y avait le choix, après ses déclarations sur les augmentations diverses, les annulations de taxes, etc. entre soit une surenchère dans la revendication autour du pouvoir d'achat ; soit il y avait un changement de registre. Et il y a eu un changement de registre assez radical puisque maintenant on ne parle presque plus que de ça, le RIC. Je pense que cela s'est fait, aussi, sous pression des partis, parce que là aussi, comme pour le pouvoir d'achat, c'est ce qui permet de discuter [concrètement] avec le mouvement et de réduire tout l'éventail des revendications à une question assez précise et qu'on pense pouvoir régler.

Le Référendum d'Initiative Citoyenne

C : J'ai l'impression que la *France Insoumise*, d'autres partis de gauche ou d'autres groupuscules de gauche sont beaucoup plus loquaces sur ce point-là alors qu'ils étaient jusque-là en retrait voire très hostiles, ils oublient très vite le passé. Beaucoup de revendications des gilets jaunes étaient mal comprises par ces [organisations] de gauche et là j'ai l'impression qu'ils font du passé table rase, qu'ils ont complètement oublié les revendications, les cahiers de doléances des gilets jaunes et qu'ils choisissent ce que eux veulent. On a eu par exemple Mélenchon qui a fait des déclarations en disant, en gros : « Ce que veulent les gilets jaunes, c'est la même chose que nous, alors ils n'ont qu'à voter pour *La France Insoumise* et on va appliquer leur programme »... Alors qu'il y a vraiment des différences, des sujets qui sont abordés par les gilets jaunes et qui ne le sont jamais par la gauche. Par exemple, parmi les couacs de communication, il y a eu la proposition [par le gouvernement] d'un « grand débat », et ils avaient mis par malheur le thème « *Immigration* ». Pas mal de gens de gauche ont dit alors : « *Pourquoi vous mettez ce thème ? Ça n'a rien à voir avec le mouvement des gilets jaunes !* », alors que la semaine d'avant ces mêmes gens disaient que le mouvement des gilets jaunes était un mouvement de fachos... Fallait quand même être d'une grande mauvaise foi pour dire cela... Sur le Référendum d'Initiative Ci-

toyenne, j'ai l'impression que c'est des choses qui peuvent plaire à la gauche. Même s'il y a toujours des gens qui résistent, qui défendent toujours la démocratie mais, là, il y aurait trop de démocratie, donc ça ne va pas... C'est assez étrange comme discours... Mais ce RIC peut être facilement intégré dans un programme de gauche style Mélenchon, d'ailleurs je crois que lui-même le proposait. Il me semble que c'est pour ça aussi que ça ressort autant, que la presse en parle beaucoup. Est-ce que c'est une chose qui est vraiment portée par les gilets jaunes ? Est-ce que c'est une revendication qu'ils ont voulu mettre en avant ou est-ce que c'est l'air du temps qui fait que c'est passé en tête des revendications ?

Q : De ce que j'en sais le Référendum d'Initiative Populaire était présent dès le début dans les revendications, mais ce n'est pas la seule revendication de ce type-là concernant la démocratie. Les gilets jaunes voulaient aussi la fin du Sénat et son remplacement par une assemblée citoyenne de gens tirés au sort, la fin du lobbying au parlement, ils voulaient une Constituante, mais aussi une diminution des indemnités parlementaires, etc. Donc le RIC était une revendication parmi tant d'autres. Effectivement, depuis quelques jours ça s'est fixé dessus, et c'est une revendication qui convient à beaucoup de gens, parce que je crois que Dupont-Aignan la propose, Le Pen et Mélenchon aussi, je crois que c'est dans leur programme déjà depuis longtemps, et ils ont trouvé là une sorte de terrain d'accord...

D'un côté ce n'est pas mal aussi : ça permet de discuter *politique* et d'autre chose que du pouvoir d'achat – qui est important, je ne dis pas que ce n'est pas important, mais comme on l'a établi lors de notre dernière discussion, cette question de niveau de vie était un gros problème, notamment du point de vue écologique, c'est une impasse. Alors la question de reprendre du pouvoir politique n'est pas idiote du tout.

Mais il est possible aussi que ce mot d'ordre soit le symptôme d'un changement éventuel dans le public des gilets jaunes : il est possible que des gens plus urbains, plus jeunes, plus diplômés les aient rejoints et aient mis cette revendication en avant. Si je parle du point de vue, minuscule, du rond-point de Sainte-Eulalie où j'étais, c'étaient les trois seuls jeunes qui étaient présents qui revendiquaient le Référendum – les autres, ils parlaient plutôt de pouvoir d'achat, plus généralement de « *Macron, démission !* », etc. Donc il est possible qu'il y ait un changement léger dans la sociologie des gilets jaunes. C'est tout à fait possible, aussi, qu'il y ait de l'entrisme chez eux... Et, dernière hypothèse, il est tout à fait possible que le mouvement des gilets jaunes devienne un parti en vue des élections européennes : il y a déjà des partis des gilets jaunes qui se créent, plus ou moins folkloriques ou sérieux. Cela conviendrait assez à l'oligarchie, puisqu'un parti des gilets jaunes qui se présenterait aux élections européennes serait capable de grappiller des voix au RN (ex FN) et donc d'éviter que le Rassemblement National soit en tête des élections...

C : Macron gagnerait...

Q : Il gagnerait... ou en tout cas, la défaite serait moins cuisante... Et dans cette perspective, il est probable que le Référendum soit un élément de ce puzzle pour rendre le mouvement – puisque c'est toujours la grande affaire – qui est protéiforme, qui est magmatique, qui est multiple, donc pour le rendre *compatible* avec le paysage politique français. Alors que de notre point de vue ce serait plutôt au paysage politique de s'adapter et de changer radicalement, là ils tentent encore de faire rentrer ce mouvement-là dans les cases plus politiquement correctes et plus facilement traitables et manipulables par les médias.

C : Il y a des sondages qui ont été faits avec l'hypothèse d'un parti des gilets jaunes qui se présenterait aux élections : il ferait autour de 14 %. C'est quand même quelque chose pour un parti qui n'existe pas encore... En partant de l'hypothèse qu'il n'y ait qu'un seul parti unissant les gilets jaunes... Ils seraient donc suffisamment populaires pour avoir pas mal de voix.

Q : Et sur qui prendrait-il ces voix-là ? Abstentionnistes, RN, Mélenchon ?

C : On ne sait pas. Le RN arrivait quand même en tête malgré les 14 % de cet hypothétique parti... D'ailleurs, il y a eu des études là-dessus ; les gilets jaunes ne sont pas plus RN que la population en général, voire un peu en dessous...

Structuration du mouvement des gilets jaunes ?

D : Sur la structuration du mouvement ; on a l'impression qu'elle prend vraiment des formes très différentes selon les endroits. Je sais qu'à Toulouse, ils font des assemblées générales dans une grande salle où ils essaient de rassembler le plus de personnes possible et de faire une parole tournante. Mais je crois qu'il y a une opposition très forte à élire des représentants, alors que dans d'autres villes – alors je n'ai plus les noms de ville en tête – mais dans d'autres villes, au contraire, ils sont vraiment rentrés dans le [principe] de la représentation et de créer un parti. Le balbutiement de tout ça me semble se concrétiser dans des formes et des pratiques très différentes selon le lieu.

C : Au niveau local, pour aller dans le sens de ce que tu dis ou de ce que tu soulignes, on a une idée de quelque chose d'assez unique à partir de l'article de Florence Aubenas... Mais est-ce qu'il y a des journaux ? On parlait du moyen des assemblées : est-ce qu'il y a des choses qui se font au niveau national ? Est-ce qu'ils ont une manière propre de communiquer ? Est-ce que, par exemple, les groupes Facebook sont gérés pour amener l'information de manière plus synthétique ? On a beaucoup parlé des gens, soit d'extrême droite soit conspirationnistes, qui font des « Lives Facebook », qui ont des milliers d'abonnés et/ou de vues : Est-ce que ces discours sont suivis partout ? Est-ce que cela influence ? En gros : est-ce qu'il y a une unité de ce mouvement ou est-ce vraiment des petits bouts un peu éparpillés ?

Q : Je pense que Daman a raison : il y a une multitude d'initiatives qui se prennent un peu dans le désordre, qui doivent être plus ou moins heureuses... Mais les gens expérimentent et je pense qu'ils ont raison de le faire. Le gros enjeu est d'arriver à trouver une forme d'organisation qui soit *autre chose* que le type d'organisation qu'on connaît, qui est partout présente ; c'est-à-dire une organisation qui est hiérarchisée, avec des gens qui sont beaucoup plus impliqués que d'autres et qui finissent par former un appareil de décision, des gens qui sont à la base et qui peu à peu se font déposséder, qui, d'eux-mêmes, se retirent de la chose – et puis on se retrouve avec une pyramide classique, une sorte de bureaucratisation, de hiérarchisation. Le gros enjeu c'est ça. C'est tout le drame du XX^e siècle ; ça fait une centaine d'années que tous les mouvements autonomes de ce type-là, profondément démocratiques, ou bien meurent et s'éparpillent – en schématisant –, ou alors retrouvent des formes que l'on connaît déjà. Et là les gilets jaunes qui sont partis sur un mode extrêmement atypique et intéressant sont en train de tâtonner et de chercher une forme qui leur convient. Alors, comment les aider ? Je ne sais pas, c'est assez difficile. Des textes [sur la question] sont disponibles un peu partout, mais je pense qu'il y a une grande réticence de ces gens-là à

lire et à s'inspirer de choses qui se font déjà du fait, peut-être, de la classe sociale. Ce sont des classes sociales pour lesquelles l'écrit n'est pas évident du tout – on voit bien que ce sont les vidéos qui ont du succès, les quelques mots, les quelques dizaines de caractères, des *gifs* ou des photos, etc. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait énormément d'écrits qui circulent...

D : Peut-être aussi du fait du côté apolitique : dès que t'as un écrit, peut-être de quelqu'un qui a été affilié à un mouvement ou quoi, eh bien déjà, c'est mal vu...

Q : Oui, et puis il doit y avoir aussi le sentiment que si les intellos nous rejoignent, on ne sera plus nous-mêmes et ils ont en partie raison : c'est à eux de trouver leurs propres solutions. Le problème est qu'ils ont à réinventer énormément de choses et qu'il pourrait éventuellement y avoir un dialogue entre les gens plus politisés et ces gens-là, mais avec tous le problème, énorme, de l'entrisme militant qui colporte des conneries alors qu'eux-mêmes sont en train de chercher quelque chose... Alors, un fait nouveau qui contredit peut-être ce que je suis en train de dire, c'est qu'apparemment Étienne Chouard a du succès auprès de gilets jaunes. Je sais qu'il est invité à Bordeaux demain¹, qu'il était invité ailleurs la semaine dernière... Donc il intervient à propos de la démocratie directe, ou plutôt à propos du Référendum d'Initiative Citoyenne. Ce n'est pas non plus quelqu'un, de mon point de vue, de très dangereux, il est narcissique, bon, il a beaucoup de défauts... J'avais écrit un texte contre la Constituante qui s'appelait, justement, « Contre la Constituante »² dans lequel je critique toute son approche qui me semble assez technicienne : il pense qu'en changeant la Constitution, on changera la société... Alors que pour moi la Constitution est plutôt *l'aboutissement* d'un changement de société. Il prend les choses à l'envers.

D : Il évoque le RIC, Chouard, justement...

Q : Oui, il l'évoque. Alors, peut-être qu'il peut distiller quelques idées intelligentes dans le mouvement, je ne sais pas... Je l'écoute assez peu et je serais assez curieux de voir les retours qu'il peut y avoir...

D : Toi, tu ne trouves pas que ce soit un souci qu'il se soit rapproché de l'extrême droite, qu'il soit aller fanfaronner auprès de Soral, etc. ?

Q : Je ne suis pas un spécialiste de Chouard... De ce que j'en ai vu, c'est un professeur d'économie qui s'est politisé en 2005, c'est-à-dire à 40 ans, lors du Référendum pour la Constitution Européenne. Il avait un blog qui avait du succès avec un argumentaire qu'il a écrit, et à partir de là il s'est politisé, il s'est documenté, il s'est questionné, il a découvert des penseurs, il a découvert qu'il n'était pas le premier à se poser ces questions-là... Donc ça fait dix ans, en gros, qu'il est politisé avec une cour autour de lui, une manière particulière de penser, d'écrire et de réfléchir qui leur sont propres, il est dans un tâtonnement de ce type-là. Bon, effectivement il est parti voir un Soral, il a soutenu un Faurisson, je crois, il a eu des relations très troubles mais je ne crois pas que ce soit le fond de ce qu'il est, lui. Je crois que c'est une errance, il est parti voir par-ci, par-là, je ne crois pas du tout qu'il ait un fond anti-sémite. J'ai vu beaucoup de choses à son sujet, qu'il serait complotiste, etc. Je ne crois pas qu'il faille le diaboliser. Je ne suis absolument pas pro-Chouard, mais je pense qu'il faut savoir raison garder et se dire que c'est quelqu'un qui a découvert récemment la politique et qui va fureter un peu partout. Il a traîné avec des inféquentables mais je ne crois pas que, depuis, il se soit réellement compromis.

1 Voir le compte-rendu d'un participant : « Assemblées de gilets jaunes ou cours magistraux ? », publié sur notre site le 21 décembre.

2 « Contre la Constituante », janvier 2014, dans la brochure n° 22 *Idéologies contemporaines*, juin 2017.

C : C'est tout le problème de capillarité qu'il peut y avoir. Le souci c'est quand même que les gens lui reprochent d'être trop naïf et que lui, en réponse, renvoie souvent au fait que ce sont ses idées sur la démocratie qui sont importantes et pas forcément sa personne. Après il y a des gens qui sont chouaristes, qui proposent ses idées, et on leur reproche à eux d'être pro-Chouard, enfin, on mélange le message et le messager et puis on confond tout... Même si je n'aime pas Chouard, pour le côté starification et simplification des idées et débordements complotistes simplificateurs que l'on n'aime pas trop, de là à paniquer parce que Chouard et les chouaristes influencent le mouvement des gilets jaunes, je trouve ça exagéré. J'espère que ça ne va pas mobiliser toute la gauche et les antifascistes prochainement, ça n'a pas l'air d'être le cas actuellement, mais bon, on ne sait jamais... C'est vrai que, pour moi, c'est hallucinant de critiquer le RIC parce que Chouard le soutient... Bon, on n'est pas sortis de l'auberge, si on pense comme ça... C'est sûr que sur internet, il a une influence assez importante comme d'autres personnes moins fréquentables, mais ce n'est pas le pire et heureusement que le mouvement des gilets jaunes n'est pas influencé par Dieudonné ou Soral ou d'autres conspirationnistes, comme cela aurait pu être le cas... Lui, il est complètement monomaniaque sur le tirage au sort, sur la démocratie et le retour à une démocratie athénienne. C'est pour ça que les craintes sont assez étranges parfois, la gauche est complètement irrationnelle et prend le problème de façon irrationnelle avec des peurs infondées...

Alors, il y a aussi des arguments contre le RIC. En prenant l'exemple de la Suisse, il n'y a pas eu de rétablissement de la peine de mort, puisque c'est un des principaux arguments contre le RIC... C'est assez étrange pour des mouvements de gauche de limiter la démocratie sous prétexte qu'on pourrait ne pas la contrôler... Sachant qu'on n'a pas le pouvoir, ce sont des critiques pas très rationnelles, c'est assez étrange comme façon de penser...

Q : Oui, je pense que ce manque de rationalité est dû essentiellement à un vide intellectuel. Je pense qu'ils ont énormément de mal à juger le fond de la question. Alors que c'est ça qui est important, Chouard ou pas Chouard. L'argument que tu avances est effectivement une absurdité : être contre la démocratie sous prétexte qu'on ne serait pas d'accord avec le choix du peuple, il me semble que c'est un argument antidémocrate au possible... Et dans ce cas-là je ne sais pas quel monde ils veulent... ? Ou alors ils veulent changer de peuple et avoir un bon peuple... Si on veut effectivement se risquer à la démocratie, il faut se risquer à la possibilité du rétablissement de la peine de mort. Moi, je suis contre mais c'est pas pour ça que je quitterai le pays. Le RIC, s'il est mis en place, je mets ma main à couper que le premier référendum sera sur l'immigration... Mais si on n'est pas prêt à discuter, arguments contre arguments, à propos d'une question qui est posée, bon, il ne faut plus parler de démocratie : on veut juste une élite qui décide et qui décidera bien... Et Macron c'est ça : c'est une élite qui prend les décisions à la place du peuple ; parce que le peuple est trop con, trop beauf, il ne faut pas qu'il décide...

D : On voit bien aussi comment le choix des questions pour ces Référendums sera instrumentalisé par les médias, etc. C'est en ça que si le RIC est instauré, d'emblée les questions seront biaisées et ce sera quelque part un échec au vu de cette lutte des gilets jaunes et des questions de fond qu'elle a soulevées. C'est un peu comme une confiscation de ce grand mouvement.

C : On a eu l'expérience avec le Référendum pour la Constitution Européenne. Nous, nous estimions que cela ne servait à rien de voter « Non » car c'était perdu d'avance – le « Oui » allait gagner – mais surtout parce qu'on pensait que même si le « Non » l'emportait, l'État n'en aurait pas tenu compte – et c'est ce qui s'est passé : le « Non » l'a emporté, de façon assez surprenante d'ailleurs, mais Sarkozy n'en a pas tenu compte et c'est quand même passé... À ce moment-là, il y avait des débats dans la société civile aussi bien avant le vote, comme Chouard en a lancés, ou d'autres sur internet, sur des blogs etc., qu'après le vote. Les gens ne comprenaient pas pourquoi l'État, après nous avoir consultés, ne tenait pas compte des résultats du vote. Les gens ont eu l'impression d'être trompés. Les populations rurales en avaient déjà bien marre de Maastricht et avaient voté pour le « Non » un peu plus qu'en ville, d'ailleurs, où le discours des élites était : « *On ne peut pas être contre l'Europe* »... Mais leur choix n'a pas été pris en compte, et cela a été vécu comme un vol de la démocratie. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui cela resurgit et si des revendications pour que ce soit le peuple qui formule les questions apparaissent. Ce type de revendications, le RIC, etc. a été engendré notamment par cette frustration lors de l'expérience du Référendum sur la Constitution et son issue qui n'a pas été digérée par le peuple qui s'est senti floué.

Q : Une frustration qui vient de là et pas que dans les campagnes : les gens en ville autour de moi n'ont pas digéré que la consultation populaire ait débouché sur un « non » et que deux ans plus tard sous Sarkozy la Constitution ait été ratifiée. Alors c'est un argument contre le RIC : finalement si on répond mal à la question il y aura mille manières pour l'État de ne pas en tenir compte... On le voit avec le *Brexit* en Angleterre : le gouvernement est en train de négocier pour voir si il refait un vote pour que les Anglais reviennent sur leur choix et votent dans le bon sens ou plutôt s'il négocie en sous-main pour annuler les effets les plus dommageables d'un *Brexit*. C'est ce qui s'est passé aussi en Suisse il y a quelques années : il y avait eu un Référendum organisé sur la question : « *Êtes-vous pour ou contre l'expulsion des délinquants étrangers* » – qui n'ont pas la nationalité suisse ? Les Suisses avaient répondu, « *Oui, nous sommes pour* » à plus de 50 %. Bon, qu'on soit d'accord ou pas, les Suisses s'étaient clairement prononcés. Eh bien derrière, le gouvernement, les Chambres ont détourné la mesure et finalement, tout ça s'est dispersé comme dans du sable et la mesure n'a jamais été prise. Tous cela, je crois que les partisans du référendum en parlent peu. C'est-à-dire qu'il y a, malgré tout, tout un processus de contrôle – et particulièrement en France si ça se met en place alors que ce n'est pas notre culture, on n'est pas habitué à ça – tout un contrôle qui permettrait *a priori*, en amont, de tourner la question d'une certaine manière, de faire une campagne médiatique massive ou, *a posteriori*, en aval, de passer outre le résultat de la consultation, autrement dit d'annuler la mesure parce que ce n'est pas celle à laquelle s'attendait l'élite.

Tu as raison aussi : les questions de fond ne seront pas réglées, notamment les questions que l'on a abordées lors de notre dernière émission : la question de la compatibilité entre le niveau de vie et le problème écologique ; celle de la partition du pays entre des musulmans sécessionnistes et le reste de la population ; ou encore celle de la délégation de pouvoir ; la question de l'inflation technologique... ne vont pas se régler à travers l'organisation de référendums.

Cela dit je nuancerais : tu as dit, Cyrille, quelque chose d'important quand tu évoques les débats qui ont précédé le Référendum sur la Constitution Européenne en 2005. Les gens ont

pris la Constitution, ont créé des comités et se sont mis à travailler dessus, il y avait une vraie dynamique démocratique. Alors peut-être qu'à certaines occasions, assez exceptionnelles, ce type de référendum pourrait avoir un effet démocratique en motivant les gens autour d'une question précise, et qu'ils se mettraient à s'informer, à débattre, à se re-politiser... C'est pour ça que je suis beaucoup moins catégorique : je ne suis pas contre le Référendum d'Initiative Populaire, mais je trouve qu'il est extrêmement insuffisant et vu l'ampleur du mouvement des gilets jaunes, je trouverais très dommage que ce soit son seul aboutissement.

Sur la récupération possible du mouvement

D : Concrètement, on a l'impression qu'avant la revendication du RIC, il y a trois semaines ou un mois, les revendications étaient plus [variées], on avait vraiment des thèmes sur la réappropriation d'une démocratie horizontale, et des revendications sur tous les aspects de l'économie ou de la politique migratoire comme tu l'as évoqué. [Aujourd'hui] ces questions se resserrent et se réduisent à cette unique revendication du RIC, c'est en cela que les revendications qui pouvaient nous parler en tant que libertaires s'évanouissent un peu...

Q : La grande question est d'arriver à trouver une suite au mouvement. Le mouvement en lui-même, de l'intérieur, est en train de continuer sur sa lancée mais sans changer réellement de mode d'action. En sachant que, comme je le disais, sur la longueur, les gens, malgré tout, commencent à fatiguer, que la répression existe, que l'hiver arrive... Le mouvement a du mal à trouver un autre mode de mobilisation et de structuration. Donc effectivement, une sortie par le haut est de réduire tout ce mouvement à une seule revendication, c'est ce qui est en train de se passer, et c'est un appauvrissement absolu. Je ne sais pas ce que ça peut donner à moyen terme.

C : Un autre aspect de ce mouvement est la référence révolutionnaire et l'inspiration de la Révolution française. Il y a beaucoup de drapeaux bleu-blanc-rouge, des chants de la Marseillaise, des mots comme « cahiers de doléances » apparaissent, on veut couper la tête du roi, ça fait un peu les bouseux qui prennent Paris... C'est vraiment cette Révolution-là qui est prise comme référence et pas d'autres mouvements comme Mai 68, même si cette référence est peut-être uniquement folklorique. Mais par exemple sur les cahiers de doléances est-ce que ce sont des choses qui vont continuer à se faire et remonter ? Dans les premières revendications qui étaient un peu fourre-tout, qui ont d'ailleurs effrayé la gauche, on retrouvait un peu de tout, le RIC mais aussi des choses comme le rétablissement des frontières françaises, le *Frexit*, etc. De loin, cela paraissait peut-être étrange mais au moins cela avait le mérite de toucher à des questions qui travaillent l'ensemble de la société, ça élargissait bien à d'autres problématiques et ce n'est pas resté uniquement focalisé sur les taxes sur le diesel. Alors aujourd'hui, c'en est où tout ça ? Est-ce qu'ils veulent faire un vote pour choisir des revendications ou d'autres moyens de structuration qui permettraient de mettre un peu plus au clair les revendications ?

Q : Je crois que c'est beaucoup plus magmatique que ça. On parle effectivement du mouvement des gilets jaunes mais c'est très divers et très hétéroclite, il n'y a pas un mouvement unitaire réel, ce sont les gilets jaunes, au pluriel. Sur la diversité des revendications, nous ne sommes pas habitués à ça, parce que nous vivons dans un monde très cadré, très

structuré où le moindre mouvement est immédiatement encadré par un parti, une association, un syndicat avec des revendications qui sont arrêtées et tamponnées par un appareil bureaucratique, qui appartiennent assez clairement à une idéologie. Là, on a un peuple qui se mobilise, et un peuple qui se mobilise, eh bien ! c'est fouillis et c'est le bordel et c'est foisonnant et ça part dans tous les sens – et c'est *normal* ; nous vivons dans une société qui est atomisée, désocialisée au possible, et arriver à voir clair dans tout ça, à réinventer une manière de faire de la politique, à réinventer des mots d'ordre, à réinventer un autre modèle de société doit prendre énormément de temps et de discussions. Et la toute première étape est de reformer une société et c'est ce qu'il se passe sur les ronds-points : ce sont des gens qui se remettent à discuter entre eux et qui refont connaissance avec leur prochain, avec leurs voisins, avec les gens qui se croisent d'habitude mais sans se parler. Et c'est la première étape de toute démocratie – même pas directe – la moindre démocratie a besoin d'un peuple qui est vivant et qui se connaît lui-même et qui se fréquente. On parle de la Grèce antique : la première institution de la Grèce antique, c'est l'*Agora*. L'*Agora*, ce n'est pas le lieu où l'on prend les décisions. Là où l'on décide, c'est l'*Ecclesia* [l'assemblée]. L'*Agora* c'est le lieu du marché où l'on parle et les Grecs parlaient en permanence de politique, matin, midi et soir, on discutait sur la place du marché, dans les rues, dans les commerces, etc. C'est ça, avant toute chose, la démocratie directe. On parle de mandat révocable, de tirage au sort, de référendum, etc. Mais avant toute chose – et c'est ce qu'énormément de courants oublient, notamment celui d'E. Chouard – une démocratie part de la base, et la base, avant toute chose, ce sont des gens qui discutent. C'est ce qui se passe sur les ronds-points et c'est cela que la police est en train de détruire. C'est ça : ce sont ces lieux de discussions que sont devenu les ronds-points.

D : Mais c'est bien ce temps nécessaire que l'on n'a plus aujourd'hui. Le temps, c'est aussi tes heures de travail, c'est ton salaire et les gens qui sont de plus en plus en galère – et en plus il y a la répression policière. Le pouvoir a bien compris tout ça, c'est pour cela qu'il se montre favorable au RIC ou aux cahiers de doléances qui ont été envoyés en mairie pour canaliser [le mécontentement]. Et puis, ce qui émanera de ces cahiers de doléances, tout et n'importe quoi, permettra au pouvoir d'en rire et de le tourner en dérision...

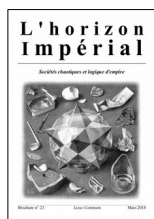
C : Il y a aussi, même dans la façon dont on en discute, il y a toujours cette idée d'une avant-garde gauchiste. On voit la façon dont [les gauchistes] se sont retournés en faisant semblant de ne pas voir toute une partie des revendications des gilets jaunes pour dire : « Vous n'avez qu'à voter France Insoumise »... On est toujours dans une logique gauchiste, même chez les libertaires, en disant qu'il faudrait que ça évolue dans tel sens... Alors qu'il y a toujours cette possibilité que le mouvement nous dépasse complètement et c'est ça, une véritable démocratie, c'est le recommencement de quelque chose. Et dans ce cas, on n'a plus vraiment de choses à dire, à part participer au mouvement et à être vigilants face aux tentatives de récupération du mouvement. Ça, ça pourrait être notre rôle, justement, c'est le rôle des libertaires normalement...

Mais les textes de gauche que je vois, ils sont assez condescendants : « *Les gilets jaunes sont un peu bruts, mais c'est parce qu'ils débutent, il faut qu'ils apprennent à marcher et après ils suivront la Grande Révolution Rouge* »... La question, c'est la récupération et si un vrai parti se forme, il va se passer comme en Espagne [avec *Podemos*], avec les luttes politiciennes en permanence...

Q : C'est possible. Sur la gauche, c'est une évidence que ça fait cinquante ans que la gauche a *horreur du peuple*. Elle monopolise les références historiques, notamment du XIX^e et aussi de juin 36 et de Mai 68, c'est pour cette raison-là que les gilets jaunes refusent toutes ces références-là. Et comme ce sont des gens qui ne sont pas à gauche – en tout cas il y a des gens de gauche parmi eux même si je ne sais pas trop ce que cela veut dire, mais ils n'ont pas envie de tomber dans un discours idéologique et de faire un appel du pied – leur référence est effectivement la Révolution française. C'est-à-dire le mythe de la fondation de la Nation française qui n'appartient ni à la gauche ni à la droite et ils retombent sur ce que tu disais, le drapeau français, la Marseillaise, le bonnet phrygien, etc. C'est leurs références.

Alors qu'à mon avis, ils se trompent d'époque : ils seraient plutôt au XIX^e siècle, plus précisément au début du XIX^e, soit au moment où le peuple français et en train d'*inventer* un nouveau modèle de société, après la Révolution française. C'est le début du mouvement ouvrier – même s'il avait commencé bien avant – et je pense que les gilets jaunes en sont là – et on est avec eux. En tous cas j'espère que ce sera le début d'un mouvement où l'on va inventer quelque chose comme un mouvement d'émancipation – mais ce sera éloigné des références de la gauche et des références de la droite. C'est ce qui me plaît dans le mouvement des gilets jaunes : c'est un mouvement qui, apparemment, est contradictoire mais ce n'est pas si contradictoire... La gauche veut un État providence. Mais un État providence, il lui faut des frontières, ou alors ça n'a pas de sens ; les cotisants ce sont les bénéficiaires ou alors on cotise pour la planète entière et à ce moment-là on surproduit... Même chose à propos de la souveraineté : un peuple qui est souverain sur un territoire, est souverain sur *son* territoire et pas sur le territoire du pays d'à côté... Ou alors on veut que ce soit mondialisé mais alors là on retombe dans des formes assez étranges qui peuvent rappeler les formes de type empire dans lesquelles la gauche a excellé – notamment en URSS...

Les gilets jaunes, à mon avis, peuvent être une source de richesse politique extraordinaire à condition qu'ils se maintiennent en dehors de tous les discours convenus et que, avec eux, nous arrivions à réinventer ensemble un nouveau discours politique et des pratiques nouvelles qui ne peuvent qu'échapper aux schémas préétablis, qui ne cherchent qu'à récupérer, qu'à parasiter, qu'à imposer. Alors que la gauche est quand même le parti qui se trompe systématiquement ; depuis 50 ans tous les partis pris de la gauche ont été des erreurs absolues... La gauche est aujourd'hui un parasite du peuple et si les gilets jaunes se plantent aujourd'hui, ce sera à mon avis en grande partie à cause de la gauche. C'est la gauche qui, dans la première partie du mouvement, réduit toutes les revendications au pouvoir d'achat ; c'est Mélenchon qui a lancé une OPA ; qui a dit « *Oui, oui, tout ça c'est très bien mais en fait, ce que vous voulez, c'est le pouvoir d'achat* » – bon les gilets jaunes n'y sont pas contre évidemment, c'était même l'impulsion première – et les médias en profitent pour les mettre en avant : « *Oui, c'est ça que veulent les Gilets jaunes !* » et le gouvernement peut négocier et peut répondre, enfin, à ces questions-là. Donc la gauche est une armée de saboteurs, ce ne sont pas du tout des alliés...



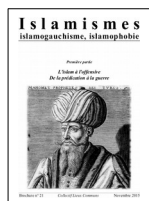
L'horizon impérial
Sociétés chaotiques et logique d'empire

Conférence, Analyse
Brochure n° 23 – Mars 2018



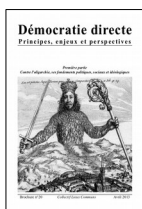
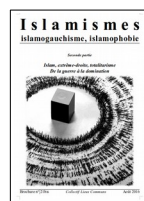
Idéologies contemporaines
Effondrement et permanence du politico-religieux

Analyses, entretien, exposé, notes
Brochure n° 22 – Juin 2017



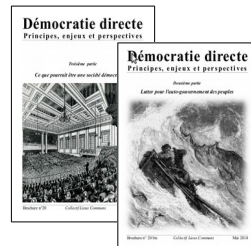
Islamismes, islamogauchisme, islamophobie
L'islam à l'offensive

Tract, entretien, recension, exposés, analyse
Brochures n°21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016



Démocratie directe – Projet, enjeux
et perspectives

Tract, analyses.
Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



Malaises dans l'identité
Définir des appartenances individuelles et collectives contre
le confusionnisme et les extrêmes droites

Analyses, tracts, appel, polémique.
Brochure n° 19 – Mai 2012

(...)

Lieux Communs

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul une *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples, où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompt ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre : la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Les gilets jaunes font bien plus qu'écrire une page d'histoire : l'histoire, ils la font redémarrer. Parce que le monde dont ils exigent le retour disparaît sous leurs yeux et ne reviendra plus jamais. Mais aussi parce qu'ils s'expriment dans des formes et par des moyens qui malmènent toutes les institutions. Enfin, et surtout, parce que leur élan les emmène sur un chemin qui n'existe encore nulle part sinon sous chacun de leurs pas.

Ce que veulent les gilets jaunes c'est, tout simplement, le maintien de notre univers familier et rassurant : un niveau de vie convenable, un travail qui paie, une république respectable, une solidarité égalitaire, des frontières claires, une nature préservée, une société décente... Ils sont donc obligés de tout bouleverser et de défier tout ce qui participe à l'effondrement en cours. Ce sont d'abord, évidemment, les oligarchies déracinées et arrogantes qui instrumentalisent la dévastation écologique pour accélérer ses pillages, fracassant les uns contre les autres les peuples et les cultures à travers les continents. C'est ce que les bien-pensants appellent la « *gouvernance mondiale* », la « *transition écologique* » et le « *multiculturalisme* » – c'est-à-dire le chaos généralisé.

Mais ce que vont devoir affronter les gilets jaunes, et tous ceux qui refusent la course à la catastrophe, ce sont des contradictions bien plus profondes. Elles affleurent déjà, et chacun s'aperçoit, plus ou moins clairement, qu'il va falloir une transformation sociale et politique sans précédent. Car il n'est possible de prendre en compte la raréfaction des ressources énergétiques et naturelles que par une véritable égalité sociale. Or celle-ci est impensable dans un pays fragmenté en lobbies, corporatismes, communautarismes, diluant toute identité collective dans la tiers-mondialisation en cours. Les peuples tentent, en ordre dispersé, de retrouver une souveraineté collective – la France des gilets jaunes, elle, semble renouer avec ce vieux principe qui est nôtre : la *démocratie directe*.

Ce sont ces multiples dimensions que cette brochure veut explorer. Les textes qu'elle contient ont été rédigés à chaud, voulant favoriser l'émergence d'une autonomie collective qui se cherche et n'en est, encore, qu'à ses balbutiements.

Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr